

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

—

Procès - verbal

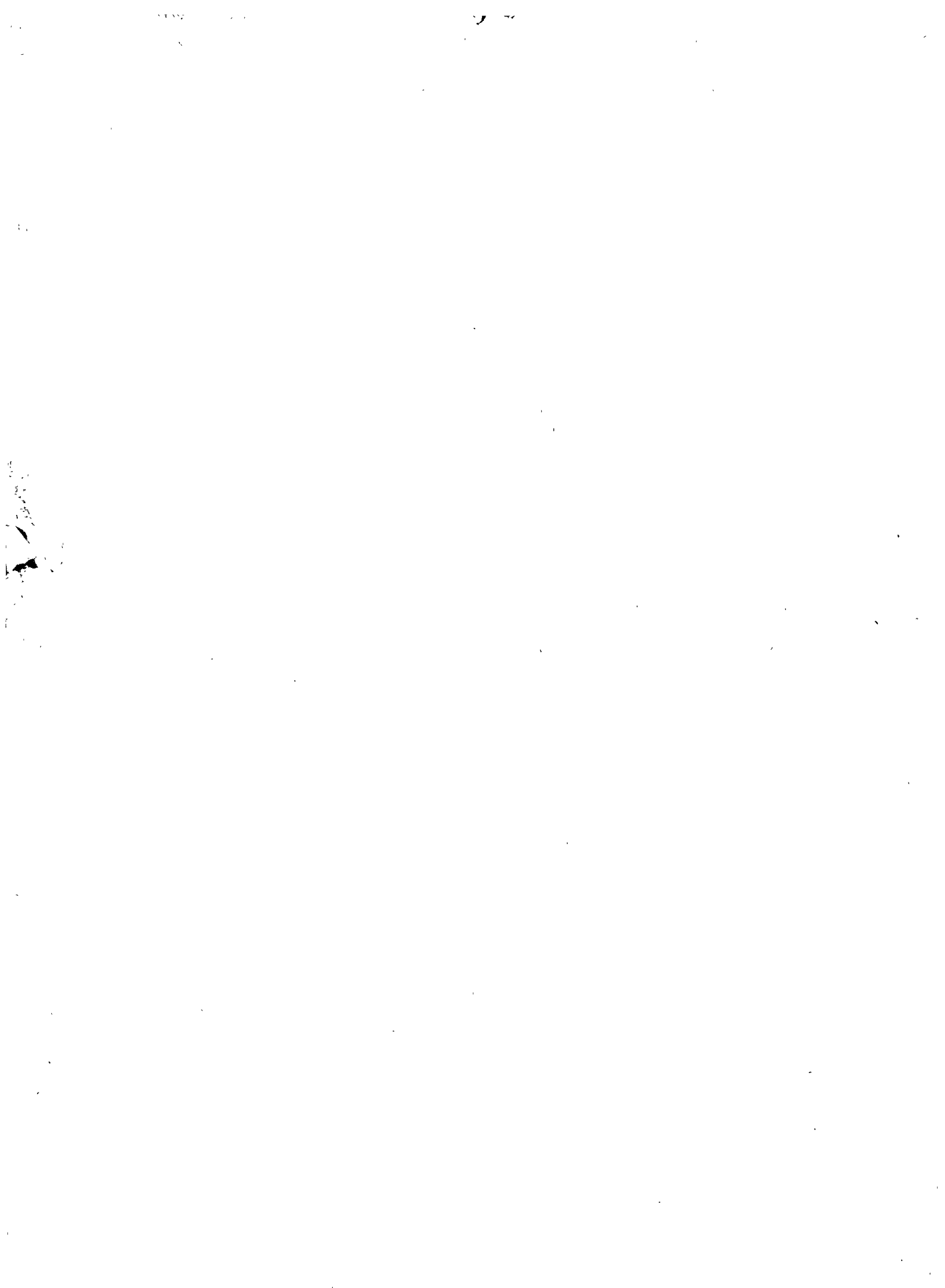
de la

séance du

VENDREDI 1er JUILLET 1960

SESSION DE JUIN-JUILLET 1960

Library Copy



Présidence de M. FOERLANN, Vice-Président.

La séance est ouverte à 10 heures 05.

1. ADOPTION DU PROCES-VERBAL -

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

2. DEPOS D'UN DOCUMENT -

L'Assemblée prend acte du dépôt du rapport complémentaire de M. GEIGER, au nom de la commission de la recherche scientifique et technique, sur la structure de l'Université européenne et sur le rapport du Comité intérimaire (Doc. N°60).

3. UNIVERSITE EUROPEENNE -

M. GEIGER, Président de la commission de la recherche scientifique et technique, présente le rapport et le rapport complémentaire, faits au nom de la commission, sur la structure de l'Université européenne et sur le rapport du Comité intérimaire (Doc. N° 40 et 60).

Dans la discussion, intervient M. BATTAGLIA.

Présidence de M. FURLER, Président.

Etant donné le nombre des orateurs inscrits, M. le Président propose de limiter à quinze minutes le temps de parole de chacun d'eux.

M. BERTRAND propose d'interrompre le débat en cours pour procéder au vote des diverses propositions de résolution inscrites à la suite de l'ordre du jour.

Interviennent MM. DUVIEUSART, SCELBA, POHER, JARROSSON, M. le Président, M. FRIEDENSBURG.

M. BERTRAND propose de poursuivre le débat en cours jusqu'à 12 heures 30, de procéder alors au vote des propositions de résolution, puis de reprendre le débat sur l'Université.

Sur proposition de M. le Président, l'Assemblée décide de poursuivre le débat jusqu'à 13 heures en limitant le temps de parole de chaque orateur entre dix et quinze minutes, étant entendu qu'à 13 heures, l'Assemblée sera éventuellement appelée à prendre une nouvelle décision sur l'ordre de ses travaux. a

Dans la suite de la discussion sur l'Université européenne, interviennent MM. BEGUE, PEDINI, DE KINDER, DUVIEUSART, FRIEDENSBURG, CORNIGLION-MOLINIER, JANSSEN, POSTHUMUS, CCFPE, Vice-Président de la Haute Autorité, PETRILLI, membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne, HIRSCH, Président de la Commission de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

Dans les explications de vote, interviennent MM. POHER, VANRULLEN.

Interviennent M. HIRSCH, M. le Président.

L'Assemblée adopte la résolution suivante :

RESOLUTION

relative au rapport sur la structure de l'Université européenne et sur le rapport du Comité intérimaire

L'Assemblée Parlementaire Européenne,

- ayant examiné de manière approfondie le rapport que le Comité intérimaire pour l'Université européenne a adressé aux Conseils de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté de l'Euratom ;
- se félicite du fait que ce rapport ait été transmis sans délai à sa commission compétente en la matière, conformément à la décision prise le 16 mai 1960 par les Conseils ;
- rappelle que, dans sa résolution du 14 mai 1959, elle a demandé à l'unanimité la création d'une Université européenne ;
- rappelle, en outre, le rapport intérimaire présenté au mois de mai 1959 au nom de sa commission de la recherche scientifique et technique ;
- approuve le rapport sur la structure de l'Université européenne et sur le rapport du Comité intérimaire que la commission de la recherche scientifique et technique a présenté au mois de juin 1960 et souhaite que les principes énoncés dans ce rapport de la commission constituent la base de l'organisation de l'Université européenne ;
- estime que les propositions du Comité intérimaire pour l'Université européenne peuvent être acceptées du moins comme point de départ pour l'organisation de l'Université européenne ;
- regrette vivement que le Conseil de Ministres, au cours de sa session du 20.6.1960, n'ait pas encore pu prendre à l'unanimité une décision concernant l'organisation de l'Université européenne ;
- constate que l'indispensable rapprochement des Etats membres dans le domaine culturel et spirituel ne peut être réalisé de manière satisfaisante par la seule collaboration des gouvernements ;

- espère que les Conseils prendront enfin, lors de leur prochaine session, une décision positive sur la base de la proposition énoncée par le Comité intérimaire au paragraphe 73 de son rapport afin que l'Université européenne puisse ouvrir ses portes, comme prévu, en automne 1961 ;
- souhaite que l'Assemblée Parlementaire Européenne ou la commission qu'elle aura mandatée soit consultée avant l'entrée en vigueur des Conventions prévues à ce paragraphe 73 et du statut définitif de l'Université ;
- formule, au sujet du rapport du Comité intérimaire et sur la base du rapport établi par sa commission de la recherche scientifique et technique, les remarques suivantes qui lui paraissent particulièrement importantes et dont les rédacteurs de la Convention devraient tenir compte ;

1.. La proposition selon laquelle l'Université européenne ne doit pas être "une université complète" ne peut être acceptée que pour la période transitoire de la réalisation. L'objectif auquel il faut tendre est que toutes les disciplines y soient représentées et que les étudiants dont la formation universitaire dans le pays d'origine n'est pas encore achevée puissent y poursuivre leurs études.

2. Pour être digne de ce nom et pour remplir les tâches que lui réserve l'Assemblée Parlementaire Européenne, l'Université européenne ne doit pas être, même durant cette période d'organisation, un simple institut des questions européennes dans lequel il n'y a de place que pour la science appliquée. Les divers départements doivent aussi comprendre la recherche de base.

3. Pour organiser l'Université européenne, il faudrait tirer profit des expériences faites par les instituts existants spécialisés dans les questions européennes. Il faudrait examiner de quelle manière il pourrait être fait droit à une demande émanant d'un institut européen et tendant à intégrer ce dernier à l'Université européenne.

4. Il faut doter l'Université européenne d'un statut qui lui garantisse l'autonomie ainsi que la liberté totale de l'enseignement et de la recherche.

5. Pour cette raison, une grande partie des professeurs de cette Université doivent jouir des garanties accordées au corps enseignant universitaire. Ils doivent être nommés à vie et ne peuvent être, sous les réserves d'usage, ni licenciés, ni mutés. Pour des raisons propres au travail scientifique cette

réglementation devra s'appliquer tout au moins aux directeurs d'instituts. Les directeurs des "départements" seront également choisis parmi les professeurs nommés à vie.

6. Le recteur de l'Université, qui représente celle-ci, sera élu librement par le collège des professeurs. Le Conseil de Ministres pourra seulement refuser de confirmer ce vote dans des cas où cela est suffisamment justifié.
7. Les professeurs qui ne sont pas nommés à vie, ainsi que les assistants et les étudiants doivent, pour les questions qui les concernent, obtenir droit de vote au collège des professeurs.
8. Les fonctions du Conseil européen de l'enseignement supérieur et de la recherche, celles du collège des professeurs ainsi que celles du conseil d'administration de l'Université doivent être exactement délimitées.
9. Le Conseil européen de l'enseignement supérieur et de la recherche devrait présenter un rapport annuel non seulement au Conseil de Ministres, mais aussi à l'Assemblée Parlementaire Européenne.
10. Les budgets du Conseil européen de l'enseignement supérieur et de la recherche doivent être établis et arrêtés de la même manière que les budgets des institutions communes des Communautés européennes.
11. Le Conseil de Ministres de la compétence duquel relèvent tant le Conseil européen de l'enseignement supérieur et de la recherche que l'Université européenne devra exercer ses activités dans le cadre des Communautés européennes.

4. MARCHE DU CHARBON ET DE L'ACIER (Suite) -

M. POHER présente le rapport complémentaire, fait au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté, sur certaines questions actuelles du marché du charbon et de l'acier (Doc. N° 54).

Intervient M. SPIERENBURG, Vice-Président de la Haute Autorité, qui propose de rédiger comme suit le début du paragraphe 5 de la proposition de résolution :

" - demande aux trois Exécutifs européens de coordonner leur action pour que le problème" (le reste sans changement).

Interviennent MM. FRIEDENSBURG, ILLERHAUS, POHER, rapporteur, qui accepte la proposition de M. SPIERENBURG, FRIEDENSBURG.

M. le Président met aux voix la proposition de résolution, modifiée à la demande de M. SPIERENBURG.

L'Assemblée adopte la résolution suivante :

RESOLUTION

relative à certaines questions actuelles
du marché du charbon et de l'acier.

L'Assemblée Parlementaire Européenne,

1. constate que la crise charbonnière ne manifeste pas encore de tendances à s'atténuer en dépit de la reprise économique confirmant par là son caractère structurel,
2. reconnaît la nécessité de poursuivre les plans d'assainissement amorcés dans plusieurs pays de la Communauté, étant entendu que la Haute Autorité devra veiller à ce qu'ils permettent l'établissement et le maintien d'un marché énergétique unique,
3. insiste pour qu'une coopération plus étroite intervienne entre les Institutions des trois Communautés dans le but de favoriser les reconversions et réadaptations nécessaires,
4. s'inquiète de l'importance que semblent avoir prise les fraudes en matière de ferrailles et souhaite que la Haute Autorité poursuive avec énergie l'enquête heureusement entreprise sur les irrégularités intervenues dans le fonctionnement du système de péréquation des ferrailles importées, demande avec insistance aux Gouvernements nationaux d'assister la Haute Autorité dans cette enquête et de faire en sorte qu'il soit intenté une action pénale contre ceux qui se seraient rendus coupables d'infractions,
5. demande aux trois Exécutifs européens de coordonner leur action pour que le problème de l'harmonisation des conditions de concurrence entre le charbon de la Communauté et les autres produits énergétiques avec lesquels il est en compétition sur le marché soit résolu à bref délai,
6. estime qu'il importe, de plus en plus, de voir réalisée, sur un plan communautaire, une politique commerciale commune,
7. considère que les dispositions du Traité instituant la C.E.C.A. ont révélé à l'expérience un certain nombre de difficultés d'application, notamment en matière de formation de prix, d'ententes et de concentrations d'entreprises,
8. invite la Haute Autorité à mettre à l'étude dans le plus bref délai et à proposer les modifications au Traité qui se révéleraient utiles pour résoudre les difficultés d'application qui viennent d'être évoquées, tout en respectant la finalité du Traité.

5. PROBLEMES SOCIAUX DANS LES CHARBONNAGES (Suite) -

Dans les explications de vote concernant la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport complémentaire de M. BERTRAND, au nom de la commission des affaires sociales, sur les mesures de réadaptation dans les charbonnages et la situation sociale des mineurs ainsi que sur certaines questions sociales qui sont traitées dans le Huitième Rapport général sur l'activité de la C.T.C.A. (Doc. N° 57),

interviennent MM. PHILIPP, GAILLY.

L'Assemblée adopte la résolution suivante :

RESOLUTION

sur les mesures de réadaptation dans les charbonnages
et la situation sociale des mineurs

ainsi que sur

certaines questions sociales qui sont traitées dans
le Huitième Rapport général sur l'activité de la C.E.C.A.

L'Assemblée Parlementaire Européenne,

- ayant pris connaissance du rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales, sur les mesures de réadaptation dans les charbonnages et la situation sociale des mineurs (doc. 43) et compte tenu du débat auquel il a donné lieu;
- constate que les difficultés de l'industrie charbonnière des pays de la Communauté persistent et que rien n'indique la fin prochaine de cette évolution défavorable ;
- met l'accent sur le fait que cette évolution défavorable dans l'industrie charbonnière marque toujours davantage de son empreinte l'évolution sociale et donne lieu notamment à une baisse persistante des effectifs et à une augmentation des jours chômés dans l'industrie charbonnière et qu'elle entraîne en outre des pertes de salaires sans cesse croissantes pour les travailleurs de cette industrie ;
- exprime sa satisfaction de ce que certaines mesures ont déjà pu être prises, qui ont contribué à résorber et à atténuer, tout au moins en partie, les conséquences néfastes subies par les mineurs touchés par cette situation ;
- tient à ce que la Haute Autorité fasse, à l'avenir, un emploi judicieux des moyens qui lui sont accordés en vertu du texte modifié de l'article 56 du traité de la C.E.C.A., en matière de réadaptation de la main-d'oeuvre et notamment dans le domaine de la formation professionnelle ;

- estime qu'il est indispensable, en attendant la définition d'une politique énergétique coordonnée, et pour éviter une aggravation de la situation sociale, de maintenir et d'étendre à tous les mineurs de la Communauté l'aide financière de la C.E.C.A. attribuée jusqu'ici aux seuls mineurs belges;
- estime qu'une réduction effective de la durée du travail pourrait contribuer à une amélioration du niveau de l'emploi dans les charbonnages et rappelle sur ce point la résolution adoptée à l'unanimité par l'Assemblée le 15 avril 1959 et prévoyant la réalisation progressive de la semaine de 40 heures en 5 jours ;
- relève la nécessité d'aligner toutes les mesures envisagées en faveur des mineurs sur une politique coordonnée de l'énergie, en fonction de laquelle les futures possibilités de développement et les limites imposées au développement de l'industrie charbonnière de la Communauté seront nettement déterminées ;
- apprécie le fait que la Haute Autorité organisera, dans des délais prévisibles, une conférence dont le but essentiel sera de rechercher quelles industries de remplacement doivent être appelées à s'installer dans les bassins charbonniers atteints par les mesures de fermeture et par quels moyens les industriels pourraient être incités à étendre leur activité dans les régions en question, ladite conférence devant en même temps mettre en lumière la manière dont tous les intéressés - entreprises, gouvernements, pouvoirs locaux, Exécutifs européens, Banque d'investissement et Fonds social européen - peuvent coopérer, non seulement à la réparation du préjudice, mais surtout à la prévention d'inconvénients plus graves et, en définitive, à la réalisation des objectifs des traités ;
- demande à la Haute Autorité de prendre toutes dispositions en vue d'une convocation rapide des Commissions mixtes charbon et acier.

6. SECURITE DANS LES MINES DE HOUILLE (Suite) -

M. le Président met aux voix la proposition de résolution, présentée en conclusion du rapport complémentaire de M. GAILLY, au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire, sur les problèmes de sécurité dans les mines de houille (Doc. N° 53).

L'Assemblée adopte, à l'unanimité, la résolution suivante :

RESOLUTION

relative aux problèmes de sécurité dans les mines
de houille

L'Assemblée Parlementaire Européenne,

- ayant pris connaissance du rapport présenté par sa Commission compétente (Doc. N° 28) ;
- tenant compte des observations présentées au cours du débat auquel l'examen de ce rapport a donné lieu ;
- rappelle ses deux résolutions du 14 mai 1959 en la matière et celle votée le 9 novembre 1957 par l'Assemblée Commune de la C.E.C.A.

I.

EN CE QUI CONCERNE L'ACTIVITE DE L'ORGANE PERMANENT POUR LA
SECURITE DANS LES MINES DE HOUILLE

L'Assemblée,

1. - se réjouit du caractère donné à son activité par l'Organe permanent qui :
 - a) met à l'étude des problèmes importants que pose effectivement la pratique minière et,
 - b) par la confrontation des expériences acquises dans les divers pays membres, cherche à dégager des solutions concrètes en vue de leur mise en oeuvre effective dans les conditions réelles d'exploitation ;
2. - se félicite du développement de l'activité de l'Organe permanent - par la création de nouveaux groupes de travail, la mise à l'étude de nouveaux problèmes, l'adoption de propositions définitives sur divers points importants - ainsi que du développement de l'esprit de collaboration sur lequel il peut compter et rend hommage aux efforts persévérants qui ont permis d'obtenir ces résultats ;
3. - constate que la Haute Autorité a pu annoncer des progrès importants dans la mise en oeuvre, par les divers gouvernements, des recommandations formulées par la Conférence sur la sécurité dans les mines de houille ;

4. - demande à être informée :

a) des recommandations à propos desquelles certains Gouvernements ont refusé de donner suite aux engagements qu'ils avaient pris et des raisons de ces refus ;

b) à propos des recommandations considérées comme mises en oeuvre, des mesures légales ou réglementaires prises à cet effet par les divers Gouvernements ;

c) à propos des recommandations non encore mises en oeuvre, des raisons de retards aussi considérables ;

5. - constate que l'Organe permanent n'a pu éviter des retards et que certains travaux n'ont pu être entrepris ou ont été incomplètement accomplis ;

6. - demande :

a) que l'examen des divers problèmes inscrits à l'ordre du jour des travaux de l'Organe permanent soit poursuivi sans répit ;

b) que l'examen des problèmes relatifs aux facteurs humains soit spécialement développé et accéléré et qu'il soit poursuivi dans le même esprit que l'examen des problèmes techniques ;

c) que, dans le recensement des mesures prises pour donner suite aux recommandations de la Conférence et à celles qu'il formule lui-même, l'Organe permanent prenne connaissance de la teneur des diverses mesures prises dans chaque pays et les compare avec les recommandations de la Conférence ;

d) que l'Organe permanent s'informe sur place :

1. de la situation réelle en ce qui concerne la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence ;
2. des conditions particulières dans lesquelles se posent certains problèmes de sécurité ;
3. des solutions originales en cours d'application ou à l'essai ;

7. - rappelle, à propos de ce dernier point, les demandes réitérées qu'elle a formulées et insiste sur le fait qu'à sa session de mai 1959, dans l'espoir d'obtenir rapidement satisfaction, elle s'est ralliée au point de vue de la Haute Autorité quant à la mission à confier aux agents chargés de cette tâche d'information ;

8. - insiste sur l'intérêt que présentent les problèmes de sécurité, tant pour les entreprises que pour les travailleurs ;
9. - demande instamment à la Haute Autorité de proposer au Conseil de Ministres de prendre sans délai les mesures nécessaires pour mettre l'Organe permanent à même de s'acquitter de sa mission avec le maximum d'efficacité ;
10. - demande à la Haute Autorité de faire rendre tous leurs effets pratiques aux accords conclus avec les Gouvernements ;
11. - demande notamment :
 - a) que la Haute Autorité participe systématiquement aux études et recherches dont les accidents miniers révèlent l'opportunité ;
 - b) que la Haute Autorité saisisse à nouveau le Conseil de l'ensemble du problème de la sécurité, en vue spécialement :
 - 1) de prendre les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations de la Conférence non encore effectivement mises en oeuvre et notamment pour que, dans chaque pays, les problèmes soulevés par la mise en oeuvre de ces recommandations soient soumis à une commission de représentants du Gouvernement, des travailleurs et des employeurs ;
 - 2) d'organiser et de rendre systématique la participation de la Haute Autorité aux enquêtes consécutives aux accidents graves, alors que, jusqu'à présent, cette participation n'a été qu'occasionnelle ;
 - 3) d'assurer la représentation des travailleurs et des employeurs au sein du Comité restreint de l'Organe permanent ;
 - 4) de vérifier l'état de mise en oeuvre, par les Gouvernements, des propositions formulées par la Haute Autorité au vu du rapport de la Conférence ;
12. - insiste pour que la compétence de l'Organe permanent soit étendue aux problèmes d'hygiène dans les mines de charbon et que son organisation soit adaptée de manière à lui permettre de traiter également les problèmes de sécurité et d'hygiène dans les autres industries relevant de la C.E.C.A. ;

13. - demande à la Haute Autorité d'intensifier ses efforts pour informer les organisations de travailleurs des travaux entrepris, des résultats acquis et des mesures à prendre pour leur donner effet pratique dans chaque bassin ;
14. - insiste auprès des Gouvernements pour que soient intensifiés les rapports que sa commission a eus, jusqu'à présent, avec leurs représentants en matière de sécurité ;
15. - charge sa commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire de nouer et de maintenir sur place tous les contacts utiles en vue de se rendre compte des progrès réalisés grâce aux travaux de la Conférence sur la sécurité dans les mines de houille, ainsi que de l'efficacité réelle de l'action menée par la Haute Autorité et l'Organe permanent ;

II.

EN CE QUI CONCERNE L'ACTION DE RECHERCHE DE LA HAUTE AUTORITE.

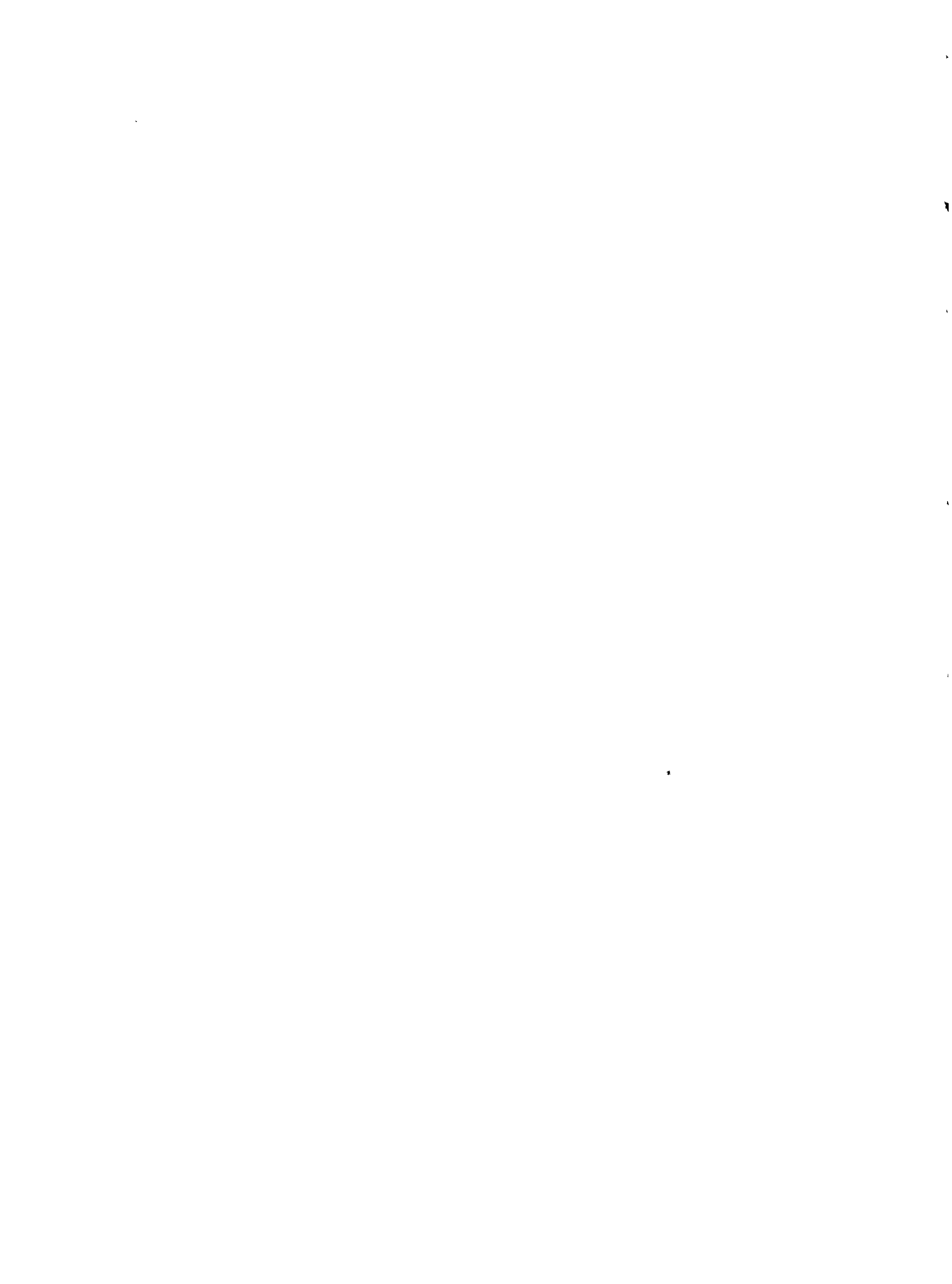
16. - Rend hommage à l'ampleur et à l'importance de l'effort poursuivi par la Haute Autorité en matière de recherche et considère que ces travaux sont indispensables pour maintenir, à longue échéance, les possibilités d'amélioration des conditions d'hygiène du travail dans les industries de la C.E.C.A. ;
17. - Demande que la diffusion donnée jusqu'à présent aux résultats de ces travaux soit complétée par une information pratique destinée à l'opinion publique et, en particulier, aux organisations d'employeurs et de travailleurs ;
18. - insiste pour qu'à ce travail de recherche soit ajouté un travail tendant à dégager, par la comparaison des expériences accumulées dans les divers bassins, des propositions en vue de généraliser les mesures qui apparaissent comme les plus efficaces.

7. RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET SECURITE DU TRAVAIL (Suite) -

M. DE BLOCK présente le rapport complémentaire, fait au nom de la commission de la recherche scientifique et technique et de la Délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans certains instituts de recherche spécialisés dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène du travail, sur les recherches scientifiques et techniques entreprises dans le cadre de la Communauté Européenne du Charbon et de l'acier (Doc. N° 56).

Intervient M. JANSSEN.

L'Assemblée adopte la résolution suivante :



RESOLUTION

relative aux recherches scientifiques et techniques entreprises dans le cadre de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

L'Assemblée Parlementaire Européenne,

- ayant pris connaissance du rapport présenté par sa commission compétente ;

- tenant compte des observations auxquelles l'examen de ce rapport a donné lieu ;

- attire l'attention des Exécutifs européens, des Gouvernements des Etats membres et de toutes les autorités compétentes sur les principes d'action avancés dans ce rapport ;

En particulier l'Assemblée,

1. souligne l'importance que revêtent pour la Communauté le développement harmonieux des recherches scientifiques et de leur utilisation pratique dans le cadre de la C.E.C.A. ;

2. estime que le rythme de ces recherches doit être accéléré non seulement grâce à un accroissement considérable des moyens financiers, mais également par un renforcement de la collaboration entre chercheurs, par la promotion des échanges d'information et par la coordination des efforts entre instituts spécialisés ;

3. reconnaît les efforts entrepris jusqu'à présent par la Haute Autorité sur ce plan, mais l'invite à élaborer et à publier de véritables directives de recherches, valables pour les domaines de sa compétence et établies en collaboration avec les spécialistes compétents ;

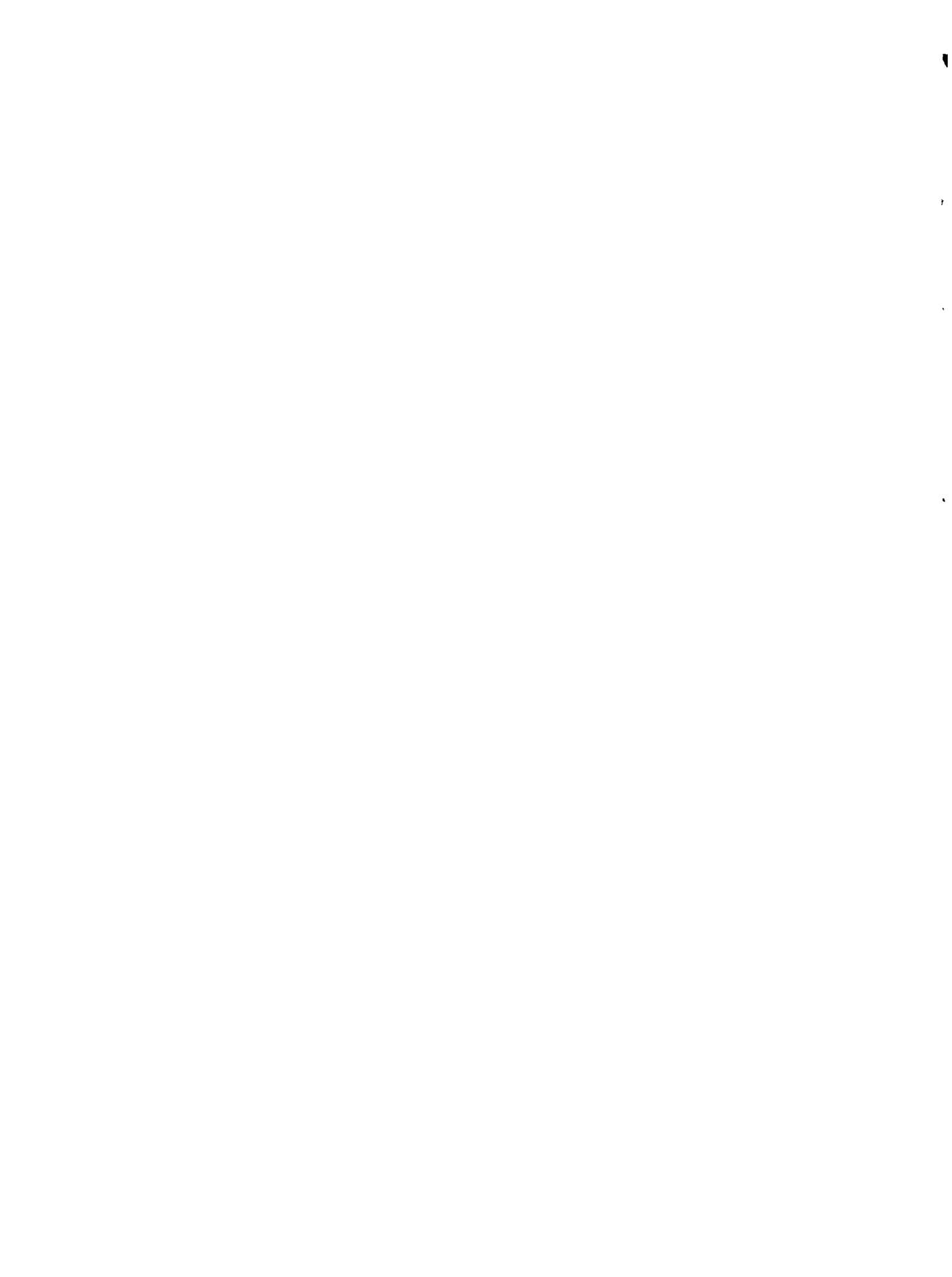
4. recommande que des allègements de procédure de la part des services de la Haute Autorité facilitent l'affectation d'aides financières et la reconduction des travaux en cours auprès des centres de recherche financés partiellement par la Haute Autorité ;

5. souhaite que les liaisons entre la Haute Autorité et les groupements spécialisés, notamment le Comité d'Etude des Producteurs de charbon d'Europe occidentale (CEPCEO), deviennent plus étroites et suivies ;

6. encourage la Haute Autorité à faire un effort particulier en ce qui concerne l'organisation rationnelle de l'information et de la documentation scientifique des chercheurs ;

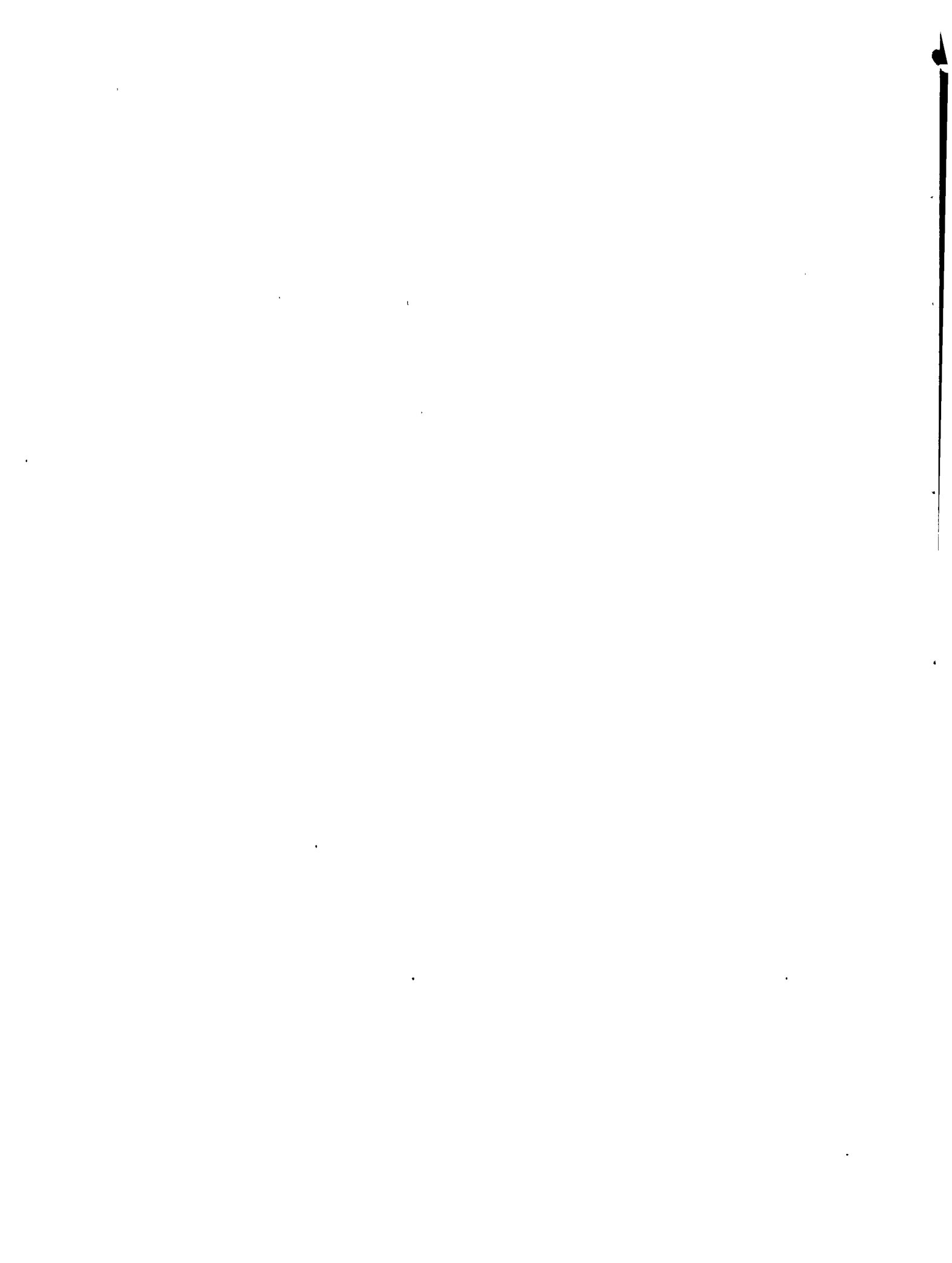
7. insiste, d'autre part, sur l'opportunité d'une aide appréciable de la part des Gouvernements en faveur d'une industrie qui doit faire face, actuellement, à de graves difficultés, mais dont le pouvoir concurrentiel peut être amélioré dans l'avenir par le développement des recherches appliquées dans ce secteur ;

8. rappelle, enfin, sa résolution du 14 mai 1959 par laquelle était suggérée la création d'un "Conseil européen de recherches charbonnières" qui permettrait d'assurer une amélioration et une promotion de ces recherches dans la Communauté.



M. le Président met aux voix la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport complémentaire de M. BERTRAND, au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire et de la Délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans certains instituts de recherche spécialisés dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène du travail, sur les aspects humains et médicaux des recherches entreprises dans les pays de la Communauté en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène du travail (Doc. N° 55).

L'Assemblée adopte, à l'unanimité, la résolution suivante :



RESOLUTION

relative aux aspects humains et médicaux des recherches entreprises dans les pays de la Communauté en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène du travail

L'Assemblée Parlementaire Européenne,

- ayant pris connaissance du rapport présenté par sa Commission compétente ;
- tenant compte des observations auxquelles l'examen de ce rapport a donné lieu ;
- attire l'attention des Exécutifs européens, des Gouvernements des Etats membres et de toutes les autorités compétentes sur les principes d'action avancés dans ce rapport ;

En particulier, l'Assemblée,

1. souligne la nécessité d'une recherche scientifique organisée à l'échelle européenne en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène du travail ;
2. se réjouit des résultats déjà obtenus grâce aux travaux menés dans ce domaine par les Instituts européens de recherche ;
3. exprime sa satisfaction pour l'ampleur des efforts de la Haute Autorité visant à promouvoir et à coordonner les recherches, tels qu'ils sont exposés au Huitième Rapport général d'activité de la C.E.C.A. ;
4. encourage la Haute Autorité à poursuivre et à renforcer son action, notamment en maintenant et en accroissant ses interventions d'ordre financier ;
5. Rappelle à la Haute Autorité et à l'Organe permanent la tâche qui leur incombe dans la diffusion des connaissances et le renforcement de la collaboration entre chercheurs, ingénieurs, techniciens, services de contrôle de sécurité et organisations professionnelles en vue de la mise en pratique des résultats acquis grâce à la recherche ;

6. constate, d'autre part, que l'enseignement de la médecine du travail, ainsi que l'organisation et la législation de la médecine du travail, présentent dans les six pays de la Communauté des différences importantes ;

7. exprime, en conséquence, le vœu que les six pays de la Communauté arrivent à rendre similaire leur politique médico-industrielle grâce à des rencontres, au niveau européen, des divers ministres nationaux compétents ;

8. souhaite que de grands Instituts régionaux de médecine industrielle - fonctionnant en collaboration étroite avec les Universités, les autorités compétentes et les représentants des partenaires sociaux - soient créés dans les six pays de la Communauté ;

9. rappelle, par ailleurs, que l'Exécutif de l'Euratom est également tenu, de par le Traité, à stimuler les recherches relatives à la sécurité et à l'hygiène du travail dans le domaine qui lui est propre ;

10. suggère que l'Exécutif de la C.E.E. participe à certaines recherches d'ordre général et commun à tous les domaines du travail ;

11. invite, enfin, les Exécutifs des trois Communautés européennes à coopérer en vue d'assurer la coordination et la stimulation de toutes les recherches sur le plan européen, ainsi que l'harmonisation sur ce même plan de la législation et de l'enseignement de la médecine du travail.



8. CALENDRIER DES PROCHAINS TRAVAUX DE L'ASSEMBLEE -

M. le Président donne lecture des propositions du Comité des Présidents concernant le calendrier des prochains travaux de l'Assemblée.

Interviennent M. MARGULIES, M. le Président.

L'Assemblée adopte les propositions du Comité des Présidents. En conséquence, elle décide de fixer la date de la reprise de la session au mercredi 12 octobre 1960 ; l'Assemblée siègera jusqu'au mardi 18 octobre, date prévue par les Traités de Rome pour une réunion de droit.

L'ordre du jour de la session sera établi par le Comité des Présidents qui est convoqué pour le 16 septembre prochain ; cet ordre du jour qui sera immédiatement communiqué aux membres de l'Assemblée comprendra vraisemblablement un débat sur la politique agricole ainsi que sur la libre circulation des travailleurs.

Dans la mesure où une session extraordinaire ne sera pas jugée indispensable à une date plus rapprochée, il y a lieu de prévoir également un débat relatif au Traité avec la Grèce.

9. ALLOCUTION DE M. LE PRESIDENT -10. ADOPTION DU PROCES-VERBAL -

Conformément à l'article 20, paragraphe 2, du Règlement, l'Assemblée adopte le procès-verbal de la présente séance.

11. INTERRUPTION DE LA SESSION -

M. le Président déclare interrompue la session de l'Assemblée Parlementaire Européenne jusqu'au 12 octobre 1960.

La séance est levée à 13 heures 50.

27 juin - 1 juillet
1960 (38)

EUROPÄISCHES PARLAMENT
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE
ASSEMBLEA PARLAMENTARE EUROPEA
EUROPEES PARLEMENT

VERHANDLUNGEN

Ausführliche Sitzungsberichte

DÉBATS

Compte rendu in extenso des séances

DISCUSSIONI

Resoconto stenografico delle sedute

HANDELINGEN

Stenografisch verslag der vergaderingen

1. Juli 1960

1^{re} juillet 1960

N° 18

1° luglio 1960

1 juli 1960

Vorliegende Ausgabe enthält alle Interventionen in der vom Redner verwandten Sprache. Vollständige Ausgaben in den 4 Amtssprachen der Gemeinschaften werden später veröffentlicht.

Dans la présente édition, chaque intervention figure dans la langue utilisée par son auteur. Des éditions complètes dans les 4 langues officielles des Communautés seront publiées ultérieurement.

La presente edizione reca ogni intervento nella lingua usata dall'oratore. Le edizioni complete nelle 4 lingue ufficiali delle Comunità saranno pubblicate successivamente.

In deze publikatie is de tekst van het gesprokene in de door de sprekers gebruikte taal afgedrukt. De volledige uitgave in de vier officiële talen van de Gemeenschappen zal later verschijnen.

Library Copy

INHALT

<i>Genehmigung des Protokolls</i>	959
<i>Vorlage eines Dokuments</i>	959
<i>Europäische Universität</i>	959
<i>Kohle- und Stahlmarkt (Fortsetzung)</i>	990
<i>Soziale Probleme in der Kohlewirtschaft (Fortsetzung)</i>	993
<i>Betriebssicherheit im Steinkohlenbergbau (Fortsetzung)</i>	994
<i>Wissenschaftliche Forschung und Sicherheit der Arbeit (Fortsetzung)</i>	995
<i>Arbeitsplan des Parlaments</i>	995
<i>Ansprache des Präsidenten</i>	996
<i>Genehmigung des Protokolls</i>	997
<i>Unterbrechung der Sitzungsperiode</i>	998

INDICE

<i>Approvazione del processo verbale</i>	959
<i>Presentazione di un documento</i>	959
<i>Università europea</i>	959
<i>Mercato del carbone e dell'acciaio (seguito)</i>	990
<i>Problemi sociali nell'industria carboniera (seguito)</i>	993
<i>Sicurezza nelle miniere di carbone (seguito)</i>	994
<i>Ricerca scientifica e sicurezza del lavoro (seguito)</i>	995
<i>Calendario dei prossimi lavori dell'Assemblea</i>	995
<i>Allocuzione del Presidente</i>	996
<i>Approvazione del processo verbale</i>	997
<i>Interruzione della sessione</i>	998

SOMMAIRE

<i>Adoption du procès-verbal</i>	959
<i>Dépôt d'un document</i>	959
<i>Université européenne</i>	959
<i>Marché du charbon et de l'acier (suite)</i>	990
<i>Problèmes sociaux dans les charbonnages (suite)</i>	993
<i>Sécurité dans les mines de houille (suite)</i>	994
<i>Recherche scientifique et sécurité du travail (suite)</i>	995
<i>Calendrier des prochains travaux de l'Assemblée</i>	995
<i>Allocution de M. le Président</i>	996
<i>Adoption du procès-verbal</i>	997
<i>Interruption de la session</i>	998

INHOUD

<i>Goedkeuring van de notulen</i>	959
<i>Indiening van een document</i>	959
<i>Europese Universiteit</i>	959
<i>Kolen- en staalmarkt (voorzetting)</i>	990
<i>Sociale problemen in de kolennijverheid (voortzetting)</i>	993
<i>Veiligheid in de kolenmijnen (voortzetting)</i>	994
<i>Wetenschappelijk onderzoek en bedrijfsveiligheid (voortzetting)</i>	995
<i>Rooster van de komende werkzaamheden van het Parlement</i>	995
<i>Toespraak van de Voorzitter</i>	996
<i>Goedkeuring van de notulen</i>	997
<i>Verdaging van de zitting</i>	998

SITZUNG AM FREITAG, 1. JULI 1960
SÉANCE DU VENDREDI 1^{er} JUILLET 1960
SEDUTA DI VENERDI' 1^o LUGLIO 1960
VERGADERING VAN VRIJDAG, 1 JULI 1960

VORSITZ

PRÉSIDENT DE LA SÉANCE

PRESIDENTE DELLA SEDUTA

VOORZITTER VAN DE VERGADERING

M. FOHRMANN

Vizepräsident

Vice-président

Vicepresidente

Ondervoorzitter

(Die Sitzung wird um 10.05 Uhr eröffnet.)

(La séance est ouverte à 10 h 05.)

(La seduta ha inizio alle 10,05)

(De vergadering wordt om 10.05 uur geopend.)

M. le Président. — La séance est ouverte

Genehmigung des Protokolls

Adoption du procès-verbal

Approvazione del processo verbale

Goedkeuring van de notulen

M. le Président. — Le proces-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?

Le procès-verbal est adopté

Vorlage eines Dokuments

Dépôt d'un document

Presentazione di un documento

Indiening van een document

M. le Président. — J'ai reçu de M. Geiger un rapport complémentaire, fait au nom de la commission de la recherche scientifique et technique, sur la structure de l'Université européenne et sur le rapport du Comité intérimaire.

Ce rapport a été imprimé sous le n^o 60 et distribué

Europäische Universität

Université européenne

Università europea

Europese Universiteit

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote des rapports de M. Geiger, faits au nom de la commission de la recherche scientifique et technique, sur la structure de l'Université européenne et sur le rapport du Comité intérimaire.

La parole est à M. Geiger, rapporteur

Abg. Geiger, Berichterstatter. — Herr Präsident! Ich habe die Ehre, als Berichterstatter über die Frage des Aufbaues der Europäischen Universität zu sprechen und die Stellungnahme des Ausschusses für Fragen der wissenschaftlichen und technischen Forschung zu dem Bericht des Interimsausschusses vorzutragen.

Das Hohe Haus hat sich mit der Frage der Gründung und des Aufbaues der Europäischen Universität wiederholt beschäftigt. Ich erinnere

insbesondere an die grosse Debatte im Mai des vergangenen Jahres, die mit der einstimmigen Annahme eines Entschliessungsantrags endete in dem sich das Europäische Parlament zu dem baldigen Aufbau der Europäischen Universität bekannte

Damals beauftragte das Hohe Haus seinen Ausschuss für Fragen der wissenschaftlichen und technischen Forschung, diese Frage in enger Fühlungnahme mit der Kommission weiterhin zu untersuchen und zu gegebener Zeit einen weiteren Bericht vorzulegen. Dies ist geschehen. In nicht weniger als sechs Sitzungen des Ausschusses wurde der Gegenstand — meist in enger Fühlungnahme mit der Kommission — beraten. Nunmehr konnte Ihnen, Herr Präsident, meine Damen und Herren, der Ausschuss den Bericht über die weitere Behandlung der Frage und über die Stellungnahme des Ausschusses unterbreiten.

In der Zwischenzeit ist etwas Wichtiges geschehen, was uns ermutigt hat, dem Hohen Hause sehr rasch die Frage erneut zur Beratung und zur Beschlussfassung vorzulegen. Der Interimsausschuss, der von den Regierungen der Mitgliedsländer gebildet wurde, hat nämlich seinerseits dem Ministerrat und der Kommission einen Bericht vorgelegt, in dem sehr konkrete Vorschläge über den Aufbau der Europäischen Universität enthalten sind.

Ihr Ausschuss hat es sehr begrüsst, dass der Ministerrat den Bericht des Interimsausschusses dem Europäischen Parlament zugeleitet hat. Wir haben damit die Möglichkeit, noch unsere Stimme zu erheben, unseren Standpunkt geltend zu machen und zum Ausdruck zu bringen, welche Stellung das Europäische Parlament zu den Vorschlägen des Interimsausschusses nimmt.

Ich möchte eine Tatsache erwähnen, Herr Präsident, die zeigt, wie gross das Interesse des Europäischen Parlaments an dieser Frage ist. In den letzten Wochen sind der Kommission zwei Anfragen aus diesem Hohen Hause zugegangen, nämlich die Anfrage unseres Kollegen Nederhorst und die unseres Kollegen Darras. In diesen Anfragen wird die Kommission in ganz konkreter Weise um Auskunft über den Aufbau der Europäischen Universität gebeten. Die Anfragen sind inzwischen, gerade in der letzten Zeit, auch beantwortet worden

Mit all diesen einleitenden Worten möchte ich zum Ausdruck bringen, wie gross das Interesse des Europäischen Parlaments an dieser Frage ist.

Um so mehr bedauert das Europäische Parlament, dass der Ministerrat in seiner letzten Sitzung vom 20. Juni dieses Jahres noch nicht zu einem Entschluss gekommen ist. Es liegt zwar schon aus dem Jahre 1959 ein Beschluss des Ministerrats vor, eine solche Universität zu gründen; aber über das Wie, über die Ausgestaltung konnte auch am 20. Juni auf Grund der Vorlage des Interimsausschusses noch keine Entscheidung gefällt werden.

Wir hören, dass am 20. Juli dieses Jahres die nächste Ministerratskonferenz sein wird, und wir hoffen und sprechen nachdrücklich den Wunsch aus, dass doch wenigstens dann eine Einigung über den Aufbau der geplanten Universität erfolgt. Denn es ist jetzt wichtig — ich werde noch darauf zu sprechen kommen —, dass rasch gehandelt wird.

Der Ausschuss für Fragen der wissenschaftlichen und technischen Forschung hat sich in den letzten Wochen sehr eingehend mit den Vorschlägen des Interimsausschusses befasst. Diese Vorschläge zeigen allerdings in vielen, vielen Punkten, dass letzten Endes der Gedanke an einen Kompromiss bei der Entstehung der Vorschläge Pate gestanden hat. Es kann in einer so grundsätzlichen Frage wie der der Gründung und des Aufbaues einer Universität von so grosser Bedeutung nur schaden, wenn gewisse Grundsätze nicht in einer klaren Linie durchgeführt werden.

Der Ausschuss hat sich sehr eingehend mit diesem ganzen Komplex befasst. Er ist aber dann doch zu dem Ergebnis gekommen — obwohl viele Punkte zu einer gewissen Kritik Anlass geben —, das ernstliche Bemühen anerkennen zu müssen, das die Mitglieder des Interimsausschusses gezeigt haben, um die Dinge vorwärtszubringen.

In der Tat, wir sind durch die Vorlage des Berichts an den Ministerrat ein gutes Stück vorwärtsgekommen. Der Ausschuss für Fragen der wissenschaftlichen und technischen Forschung ist sogar der Meinung und hat ihr Ausdruck gegeben, dass dieser Vorschlag des Interimsausschusses durchaus als eine Grundlage wenigstens für die erste Periode des Aufbaues der Europäischen Universität gelten kann.

Wir sind glücklich darüber, dass einmal eine solche Grundlage vorhanden ist, und man sollte jetzt anfangen. Das ist das Wichtigste; die Zeit drängt. Allerdings wissen wir aus der Politik, und es ist ein geflügeltes Wort, dass nichts so dauerhaft ist wie ein Provisorium. Wenn aber

diese Vorschläge des Interimsausschusses etwa als ein Provisorium anzusehen wären, müssten wir allerdings sagen, dass das in keiner Weise genügt. Die Gefahr, dass sich dieses Provisorium dann verewigt und verfestigt, darf es nicht geben. Das heisst, dass die Vorschläge des Interimsausschusses nur für die Übergangszeit gelten können, damit erst einmal ein Anfang gemacht ist. Wir haben das feste Vertrauen in die Institution der Europäischen Universität als solche, dass sich bei dem Zusammenwirken der Professoren und Studenten die Kräfte entwickeln, die die Europäische Universität weiterbilden und eine Fortführung der Gedanken des Interimsausschusses ermöglichen.

Herr Präsident, ich möchte nun, wenn ich auf meinen Bericht eingehe, kein Wort wiederholen, das schon dort gesagt ist. Ich habe mich bemüht, die einzelnen Fragen sehr eingehend zu behandeln. Ich habe die Zeit der Kollegen durch diesen Bericht mit seinen dreissig Seiten so sehr in Anspruch genommen, dass ich glaube, ich sollte mich bemühen, mich bei meinen Erläuterungen dazu möglichst kurz zu fassen. Leider ist es viel schwerer, sich kurz zu fassen, als in extenso über eine solche Angelegenheit zu sprechen. Ich wähle das Schwierigere, will also versuchen, mich so knapp wie möglich auszudrücken.

In den Diskussionen der vergangenen Monate hat sich die grundsätzliche Frage herauskristallisiert: Stellen wir der Europäischen Universität eine politische Aufgabe? Und wenn wir das tun, was kann die politische Aufgabe der Universität sein? Kann man einer Universität überhaupt eine politische Aufgabe stellen?

Zur Beantwortung dieser Fragen müssen wir zunächst einmal den Begriff der Politik im Bereich des Wissenschaftlichen klären. Bei allen Angriffen, die bisher gegen eine Institution wie die Europäische Universität gerichtet worden sind, ist das Wort Politik in einem Sinne verwendet worden, der unseren Vorstellungen nicht entspricht.

Wir Deutschen sind besonders empfindlich gegenüber einem Vorschlag wie dem, eine Universität mit gewissen politischen Aufgaben zu gründen. Wir haben schlechte Erfahrungen mit der Vermengung von Politik und Wissenschaft gemacht. Wir haben auf diesem Gebiet in der Zeit des Nationalsozialismus geradezu Erschreckendes erlebt. Aber es wäre völlig verkehrt, aus der missbräuchlichen Anwendung der Politik auf dem Bereich der Wissenschaft zu folgern, dass sich die Wissenschaft überhaupt niemals mit der Politik beschäftigen sollte. Einen solchen

Schluss ziehen, hiesse das Kind mit dem Bade ausschütten. In der Wissenschaft muss die Politik Gegenstand der Forschung sein. Niemals darf die Wissenschaft den Auftrag bekommen, eine politische Idee oder eine Ideologie irgendwelcher Art zu vertreten oder zu propagieren. Ein Politiker kann den Männern der Wissenschaft die Aufgabe stellen: Untersucht unsere politischen Ziele mit wissenschaftlichen Methoden; wir sind begierig zu wissen, was ihr Wissenschaftler zu unseren politischen Zielen sagt! Ihr habt das Recht der freien Forschung und der freien Meinungsäusserung! Wir werden jedes Ergebnis, zu dem ihr kommt, akzeptieren oder uns nach einer Prüfung gegebenenfalls noch einmal mit euch Wissenschaftlern in Verbindung setzen! — Das ist ein klarer Auftrag an die Wissenschaft, der Politik zu helfen, damit nicht Ereignisse eingeleitet, Gesetze beschlossen, Entwicklungen herbeigeführt werden, die grossen Schaden anrichten können und die man bei rechtzeitiger Untersuchung hätte vermeiden können.

Im Gegensatz zu einer solchen Betrachtungsweise hat beispielsweise der Nationalsozialismus der Wissenschaft einen ganz anderen Auftrag gegeben. Er hat zum Beispiel auf dem Gebiet des Rechts die Weisung erteilt, aus dem deutschen Recht alle Normen auszumerzen, die in irgendeiner Weise der Ideologie des Nationalsozialismus widersprechen. Das ist ein ganz anderer Auftrag als der, den wir an die Wissenschaft geben.

Um das noch deutlicher zu machen, will ich die Frage behandeln, was eigentlich die Aufgabe des Professors ist. Die Aufgabe des Professors ist nach einer alten Tradition, die sich bewährt hat und die in der Sache selbst begründet ist, eine zweifache: die Forschung und die Entwicklung einer Lehre. Seine Lehre entwickelt sich aus der Forschung: Durch den Unterricht werden dem Studenten seine Erkenntnisse vermittelt. Der Professor informiert den Studenten über das, was er, der Professor, geforscht hat und wie er zu dem Gebäude seiner Lehre gekommen ist. Es ist wichtig, dass der Professor dem Schüler auch die Methoden seiner Forschung zur Kenntnis bringt. Ich darf zusammenfassen: Der Professor soll forschen, eine Lehre entwickeln und beides im Unterricht dem Studenten zugänglich machen.

Wir können uns an Hand eines Beispiels klar machen, was im Hinblick auf diese Aufgaben des Professors ein Politiker von der Europäischen Universität für seine Bereiche erwartet. Die Bereiche, die ein Politiker bearbeitet, sind so vielfältig wie das menschliche Leben überhaupt.

So betrachtet letzten Endes der Politiker alle Erscheinungen des menschlichen Lebens, des einzelnen wie auch des menschlichen Zusammenlebens, unter einem besonderen Aspekt, den man als Politik bezeichnet

So erwartet — um noch einmal auf das Gebiet der Rechtswissenschaft zu sprechen zu kommen — der Europapolitiker von der Tätigkeit eines Professors an einer Europäischen Universität, dass dieser untersucht, zu welchen Ergebnissen die Bestrebungen der Politik, die europäischen Länder zu einer politischen und wirtschaftlichen Einheit auf dem Gebiet des Rechtswesens zusammenzuschliessen, führen. Es ist klar dass bei einem solchen Zusammenschluss der wichtige Teil des menschlichen Zusammenlebens, der das rechtliche Nebeneinanderleben regelt, gleichfalls bearbeitet werden muss. Eines Tages werden wir uns in diesem Saale darüber zu unterhalten haben, wie das Privatrecht der einzelnen Mitgliedstaaten zu einer Einheit zusammengebracht werden kann.

Der Professor an einer Europäischen Universität wird sich mit dieser Aufgabe befassen können, weil neben ihm auch noch die Rechtsgelehrten anderer Nationen leben und arbeiten. Eine solche Situation finden wir bei den bestehenden Landesuniversitäten nicht. Die Rechtswissenschaft einer Landesuniversität ist in gewisser Hinsicht — ich glaube nicht, dass ich übertriebe — einseitig auf die Bedürfnisse dieses Landes ausgerichtet. Es wird unmöglich sein, auf einer deutschen Universität an einem vollständigen Lehrgang über das französische Recht oder das italienische Recht oder das spanische Recht oder das englische Recht teilzunehmen und einen klaren Einblick in die Rechtsauffassung und die Rechtsbestimmungen dieser Länder zu gewinnen. In einer Europäischen Universität werden aber die Rechtsgelehrten der einzelnen Länder beisammen sein. Hier wird eine Möglichkeit bestehen, in dieser Zusammenarbeit eine einheitliche Rechtsauffassung und Rechtsnormen zu entwickeln.

Ich habe zunächst einmal behauptet, dass das möglich sei. Die Behauptung ist selbstverständlich etwas gewagt. Wir wissen gar nicht — und wir sollten so bescheiden sein zu sagen, dass wir es nicht wissen —, ob wirklich etwas Vernünftiges herauskommen wird. Wir sind davon überzeugt, dass der Weg des europäischen Zusammenschlusses der richtige ist und dass wir auf allen Gebieten zu einem solchen Zusammenschluss kommen müssen.

Es steht aber nicht fest, zu welchem Ergebnis die Professoren kommen werden. Es ist durchaus denkbar, dass die Professoren zu dem Ergebnis kommen: Meine Herren, lassen Sie lieber die Finger von einer solchen Rechtsangleichung! Hier kommen wir zu Ergebnissen, die solche grosse Nachteile mit sich bringen, dass es viel besser ist, die gegenwärtigen Verhältnisse fortzuschleppen.

Wir Politiker werden ein solches Ergebnis respektieren. Wir werden vielleicht darüber debattieren, wir werden uns vielleicht mit den Rechtsgelehrten zusammensetzen, wir werden aber niemals dazu übergehen, den Rechtsgelehrten, die dieses Gutachten erstattet haben, zu sagen: Packen Sie zusammen, das passt uns nicht, das geht nicht in unser Programm, wir verzichten auf Ihre Mitarbeit, Ihr Lehrauftrag wird Ihnen entzogen. Das ist der grosse Unterschied gegenüber dem politischen Einfluss auf eine Universität, wie er beispielsweise während der Zeit des totalitären Regimes in Deutschland ausgeübt wurde, wo solche Rechtsgelehrten ihren Lehrstuhl hatten verlassen müssen. Im Gegensatz dazu lassen wir diese Männer auf ihrem Platz, unterhalten wir uns mit ihnen und begrüssen wir es dankbar, dass sie eine wahrhaftige und ehrliche Kritik an unseren Auffassungen geübt haben.

Ein zweites Beispiel nehme ich aus der Geistesgeschichte. Betrachten wir einmal uns selber als die Vertreter der verschiedenen Nationen. Würden wir einmal versuchen, ein Kolloquium über europäische Geschichte zu halten, in dem die sechs Nationen vertreten sind, ich glaube, ich würde mit gutem Grund schwarz sehen, denn die Missverständnisse würden wohl nicht mehr zu zählen sein.

Wir haben gelernt, die Geschichte, die europäische Geschichte, von unserem nationalen Blickpunkt aus zu betrachten. Sie brauchen nur einmal ein deutsches, ein französisches, ein holländisches, ein italienisches, ein belgisches, ein luxemburgisches Lehrbuch über gewisse Perioden der Geschichte zu untersuchen und vergleichende Aufzeichnungen über die Wertung derselben Vorgänge zu machen. Dann werden Sie sehen, welche erschreckend verschiedenartige Wertungen getroffen werden. Es ist zwar an sich völlig normal, wenn eine und dieselbe Erscheinung von den verschiedenen Betrachtern verschieden beurteilt wird. Es ist leider so, dass im allgemeinen alle Deutschen einen deutschen, alle Franzosen einen französischen Standpunkt einnehmen.

Herr Präsident, ich habe schon mehrmals in diesem Hohen Hause versucht, bei gewissen Situationen Beispiele aus der Geschichte zu zitieren. Aber ich habe mir dann letzten Endes doch diese Möglichkeit versagt. Ich habe es nicht gewagt, Perioden aus der Geschichte zu zitieren, weil ich nicht genau weiss, ob ich bei einem solchen Zitat nicht eine empfindliche Stelle eines Franzosen oder eines Italieners oder eines Angehörigen einer anderen Nation fühlbar treffe, was ich nicht wollte. Anderen Kollegen mag es ebenso ergehen.

Was uns fehlt, ist die souveräne Betrachtung der europäischen Geschichte. Jeder von uns betrachtet die Ereignisse von seinem Standpunkt aus und kann sie nur so betrachten, weil wir so erzogen sind. Aus dieser Einseitigkeit ergeben sich viele Missverständnisse. Welch gewaltigen Beitrag kann da eine Europäische Universität leisten!

Herr Präsident Hirsch hat das amüsante Ereignis erzählt, dass er sich während seiner Jugendzeit mit einem Feriengast geschlagen hat, weil sie sich nicht einigen konnten, wer Charlemagne und wer Karl der Grosse war. Ich hoffe, dass Herr Präsident Hirsch nicht allzuviel Prügel abbekommen hat, oder wenn doch, dass er sie dann auch entsprechend zurückgegeben hat. Wir sollten aus dieser Prügelzene wenigstens die Konsequenz ziehen, Wiederholungen für die Zukunft dadurch zu vermeiden, dass sich die europäischen Nationen einmal zusammensetzen und versuchen, ob wir nicht zu einer einheitlichen Wertung der geschichtlichen Ereignisse kommen können. Ich bin davon überzeugt, dass die Europäische Universität zu einer solchen souveränen Betrachtung und Wertung der europäischen Geschichte viel beitragen kann. Ich kann es aber nicht versprechen, ich kann es nicht beweisen.

Es sind Versuche gemacht worden. Es gibt Kommissionen, bei denen der Franzose das französische Lehrbuch, der Deutsche das deutsche Lehrbuch, der Italiener das italienische Lehrbuch mitbringen und wo sie dazu übergehen, alle die Stellen zu streichen, die für den anderen irgendwie anstössig sind.

Das ist ein lohnenswertes Ziel. Diese Arbeit ist aber erst ein Anfang; es ist nicht etwa schon eine Forschung, die zu endgültigen Ergebnissen kommen kann. Dazu brauchen wir die Professoren als Forscher, als Schöpfer einer neuen Lehre, als Männer, die Forschung und Lehre den Studenten in den Vorlesungen, in den Seminaren und Kolloquien übermitteln.

Gerade dieser multilaterale Austausch auf der Europäischen Universität, wo sich Angehörige der verschiedensten Nationen — auch von Nationen, die nicht unserer Gemeinschaft angehören — treffen und wo die Probleme ausdiskutiert werden, ist der Vorteil einer Europäischen Universität.

Ich glaube, dass es nun doch verstanden wird, wenn wir Politiker sagen, dass die Europäische Universität eine politische Aufgabe habe. Gemeint ist nicht die politische Aufgabe, dieses Europa selbst zu formen, vielmehr die Aufgabe, unsere politischen Mittel und Wege kritisch zu untersuchen und uns zu sagen, ob wir ein europäisches Gewissen, wie es Herr Kollege Martino einmal formuliert hat, erwecken, ob wir zu einer europäischen Verständigung gelangen können, nachdem die Missverständnisse beseitigt sind, die aus der verschiedenartigen kulturellen und geistigen Entwicklung in der Vergangenheit erwachsen sind.

Ich möchte einen weiteren Punkt berühren, der in der Diskussion der vergangenen Monate eine Rolle gespielt hat. Von verschiedenen Seiten ist folgender Einwand erhoben worden: Wir haben nun schon durch die Gründung der europäischen Gemeinschaften einen Block wirtschaftlicher Art, nun will man mit der Gründung der Europäischen Universität auch noch einen Block kultureller Prägung bauen. Es wurde daran die Frage geknüpft: Wollen Sie Europa tatsächlich auf allen Gebieten in zwei Blöcke teilen?

Herr Präsident, nichts ist unberechtigter als ein solcher Vorwurf. Ich bin bereits in meinem Bericht darauf eingegangen, halte es aber für wichtig, hier noch einige Gedanken dazu vorzutragen. Ich bin der Auffassung, man kann wirtschaftliche Blöcke bilden und kann sie mit Zollmauern umgeben, kann sie mit Kontingenten und Autarkiemassnahmen schützen, kann die Zollmauern höher bauen oder niedriger machen: aber auf dem Gebiete des Geistes und der Kultur sind bei der demokratischen Verfassung der westlichen Länder Mauern unvorstellbar.

Es ist einfach undenkbar, dass ein Land oder der Zusammenschluss von Ländern, dass unsere europäischen Gemeinschaften oder die EFTA oder irgendein anderes Bündnis eine geistige oder kulturelle Abgeschlossenheit zum Ziele haben könnten; sie würden es auch nie erreichen. Die Ströme des Geistes und der Kultur können nicht durch Sperrmauern abgeriegelt oder aus ihren Flussbetten gebracht werden.

Diese Ströme ergiessen sich in die gesamte freie Welt. Wir haben die Freiheit des Wortes und der Schrift. Es ist daher völlig undenkbar, dass die Schaffung einer Institution wie die der Europäischen Universität etwa eine kulturelle Autarkie, eine geistige Inzucht, eine Blockbildung auf dem geistigen Gebiet zur Folge haben könnte.

Noch auf einen anderen Irrtum darf ich eingehen, der wiederholt aufgetaucht ist und den zu beseitigen ich mich selbst immer wieder bemüht habe. Wenn wir von europäischer Geschichte sprechen, meinen wir doch nicht die Geschichte der sechs Mitgliedsländer. Es wäre eine absonderliche Idee, eine Geschichte der sechs Mitgliedsländer zu schreiben. Bei jedem Wissenschaftler wurde sich schon bei einer solchen Überschrift die Feder sträuben. Ebenso undenkbar ist es, eine Literaturgeschichte der sechs Länder schreiben zu wollen. Schon die deutsche Literaturgeschichte bezieht die in deutscher Sprache geschriebenen Werke auch schweizerischer und österreichischer Schriftsteller ein. Bei den Franzosen ist es genauso: sie schliessen die schweizerischen schriftstellerischen Erzeugnisse ein, die in französischer Sprache geschrieben sind. Das gleiche gilt für Italien.

Wir haben genug Beispiele dafür, dass es im kulturellen Leben keine politischen Grenzen gibt. Obwohl Anzengruber und Grillparzer Österreicher sind, werden sie in der deutschen Literaturgeschichte und in der Schule genauso behandelt wie Goethe und Schiller. Und wenn wir eine europäische Literaturgeschichte schreiben, dann können auch Shakespeare, Calderon und Cervantes nicht ausgeschlossen sein.

Ich wusste wirklich nicht, auf welchem Gebiet eine kulturelle Inzucht oder eine Blockbildung drohen konnte. Ich erhoffe mir von der Europäischen Universität genau das Gegenteil. Das habe ich schon an dem Beispiel der Geschichte dargelegt. Ich bin der Meinung, dass in der Zusammenarbeit der Professoren der verschiedensten Nationen an der Europäischen Universität viele Missverständnisse beseitigt werden können. Es wird auch eine andere geschichtliche Wertung in vielen Punkten eintreten. Wir werden später einmal ganz souverän über Ereignisse der Vergangenheit sprechen können, bei deren Erörterung wir heute noch gewisse Imponderabilien zu beachten haben.

Ich bin sogar der Meinung, dass ein solches kulturelles und geistiges Bemühen auf der Universität in eine Erweiterung der Gemeinschaft

einmünden wird und muss. Die kulturelle Zusammenarbeit wird die Voraussetzungen dafür schaffen, dass sich weitere Länder diesem Kerneuropa eingliedern können. Das gegenseitige Verstehen, das die Voraussetzung für ein solches Zusammenkommen ist, wird erleichtert.

Wir müssen es hoch anerkennen, dass der Europarat sich wiederholt mit diesen Fragen beschäftigt hat, schon bevor unser Parlament gegründet wurde. In Anträgen an die Regierungen hat der Europarat hervorgehoben, wie wichtig es sei, dass an den bestehenden Landesuniversitäten europäische Probleme behandelt und europäische Wissenschaftler tätig werden. Es ist schade, dass diese Aufrufe nur einen geringen Widerhall fanden. Einige Institute haben diese Idee verwirklicht. Ich erinnere nur an das Europakolleg in Brügge unter Herrn Brugmann. Diese Institute haben versucht, den europäischen Gedanken in Lehre und Forschung so weit als möglich zu berücksichtigen. Letzten Endes sind es aber nur einzelne Institute, die über einen gewissen Umfang nicht hinausgekommen sind. Wo zum Beispiel findet man an einer Universität einen Lehrstuhl für europäische Wirtschaftsgeschichte, die uns Wirtschaftler ausserordentlich interessieren würde? Oder wo findet man einen Lehrstuhl für eine europäische Währungsgeschichte, ein noch interessanteres Gebiet? Gerade die Währungsgeschichte zeigt eine viel länger dauernde Gemeinsamkeit der europäischen Länder als die politische Geschichte. Man kann bis in die letzten Jahrhunderte hinein viele gemeinsame Züge in der europäischen Währungsgeschichte feststellen, obwohl sich die Länder territorial und national schon weit auseinandergeliebt hatten

Ich habe schon zum Ausdruck gebracht, worin ein grosser Vorteil einer Europäischen Universität im Gegensatz zu einer Landesuniversität besteht. Es ist der multilaterale Austausch der Meinungen in einem ständigen, dauernden Zusammensein, in einem ständigen, dauernden Kontakt der berufenen Männer, in der Begegnung für lange Zeit.

Es hat schon immer Kontakte gegeben, zum Beispiel auf Kongressen und bei Gastvorlesungen. Es ist aber unmöglich, dass sich aus einem vorübergehenden Zusammensein einzelner, aus meistens bilateralen und nicht multilateralen Begegnungen mehr entwickelt als ein vorübergehender loser Kontakt. Es kommt keine Lösung im Sinne einer Synthese der verschiedenen Auffassungen der Nationen heraus. Das Ziel einer

europäischen Synthese kann nur in langjährigem Zusammenarbeiten erreicht werden.

Eine solche Synthese kann sich auch nur dann ergeben, wenn sich die zusammenkommenden Kräfte bemühen, in der Denkungsart des anderen zu leben. Wie schwer ist es doch und wie viele Missverständnisse müssen überwunden werden und wieviel Zeit ist notwendig, um jemanden, der eine andere Meinung hat, richtig zu verstehen! Das ist schon im täglichen Leben und in der eigenen Muttersprache so. Wenn sich nun aber jemand jahrelang, ja sein ganzes Leben lang, in einer bestimmten Wissenschaft, sagen wir einmal in der Rechtswissenschaft oder in der Geschichtswissenschaft, betätigt hat und sich nun mit einem anderen, der sich gleichfalls jahrelang in seinem anderen Kreis damit befasst hat, zu einem Gespräch zusammenfindet, vergeht lange, lange Zeit, bis ein gegenseitiges Verstehen möglich ist. Dieses Verstehen erwarten wir aber zum Segen unser aller Länder aus einer dauernden Begegnung in einer Europäischen Universität.

Herr Präsident, Sie ersehen schon aus diesen Beispielen, wie sehr ich bei meinen Betrachtungen des Fachgegenstandes immer wieder die Geisteswissenschaften anführe. Es gibt eine Tendenz — sie hat sich in der letzten Zeit allerdings etwas abgeschwächt —, die darauf hinausgeht, auf der Europäischen Universität in erster Linie die mathematisch-naturwissenschaftlichen Fächer zu lehren und zu pflegen. Es wäre aber ein verhängnisvoller Irrtum, zu glauben, dass wir aus einer Begegnung von europäischen und ausereuropäischen Atomphysikern irgendeinen Beitrag für den Aufbau Europas erwarten könnten. Aus einer Begegnung von Mathematikern können wir nicht auch nur den kleinsten Beitrag zur Verständigung der Völker erwarten. Die Mathematiker sind ein Volk für sich, und man darf ruhig einmal sagen, dass die Mathematiker tatsächlich eine Patentlösung in ihrer Verständigung haben. Sie haben nämlich eine Einheitssprache, die mathematischen Formeln, die in Japan und China und Moskau und Washington und Deutschland und Frankreich überall gleich aussehen und die jeder lesen kann. Sie haben gar kein Bedürfnis, diese Wissenschaft von der gemeinsamen Sprache und dem gemeinsamen Verständnis zu verbreiten. Sie haben bereits ihre Sprache, und es wäre ein vergebliches Bemühen, die mathematische Zeichensprache als Verständigungsmittel für alle Völker untereinander auf allen Gebieten des Wissens einzuführen.

Ich möchte damit sagen, die naturwissenschaftlich-mathematischen Disziplinen können und werden keinen Beitrag zur Bildung des europäischen Verständnisses, zur Schaffung eines europäischen Klimas oder zur Bildung eines europäischen Gewissens leisten können! Dies bringen die Geisteswissenschaften zustande, und dazu zählen in erster Linie die Philosophie, die Historie in ihrer vielfältigen Gestalt, wie Literatur-, Musik-, Kunst-, politische Geschichte, Wirtschaftsgeschichte, Währungsgeschichte, Geldgeschichte. Auch die philologischen Wissenschaften, die Rechtswissenschaften, die Wirtschaftswissenschaften und vor allem auch die soziologischen Wissenschaften sind geeignet, ein solches Verständnis zu fordern. Von einer Begegnung von Vertretern dieser Fächer können wir erwarten, dass auf die Dauer gewisse Lösungen gefunden werden, die uns Politiker interessieren, die uns helfen, die uns vor falschen Wegen bewahren. Das geht auch nur in einem dauernden Zusammenleben der Vertreter der einzelnen Nationen, die die angesprochenen Gebiete vertreten, in einem Kollegium.

Wir haben auch die Vorschläge des Interimsausschusses eingehend darauf hin geprüft, ob die Vorstellungen und Erwartungen, die wir mit einer Europäischen Universität verbinden, verwirklicht werden können. Ich hatte eingangs schon erklärt, dass sich die Mitglieder des Interimsausschusses sicherlich ernsthaft bemüht haben; aber ich glaube doch, dass dabei wichtige Gesichtspunkte ausser acht gelassen wurden.

Ich mochte nur auf einen Gesichtspunkt hinweisen. Die Vorschläge des Interimsausschusses laufen darauf hinaus, dass nicht schon Studenten in den ersten Semestern Zugang zur Europäischen Universität haben sollen, sondern Personen mit einer abgeschlossenen Hochschulbildung. Solche Personen sind aber bereits Spezialisten auf ihrem Gebiet: der Historiker ist eben dann ein ausgebildeter Historiker, der Jurist ist ein fertiger Jurist, und der Philologe ist ein fertiger Philologe. Er wird auf der Europäischen Universität auf seinem Spezialgebiet weiterarbeiten und sich weiterbilden. Das, was eigentlich auf einer solchen Universität geschehen könnte, wird nicht geschehen: dass sich nämlich der Student, bevor er in sein Fachstudium eintritt, einen Gesamtüberblick über die verschiedenen Disziplinen — und zwar aus der europäischen Schau — verschaffen kann.

Noch viel bedauerlicher ist, dass nach den Vorschlägen des Interimsausschusses die Profes-

soren kaum damit rechnen können, ihre Unterrichtstätigkeit in vollem Umfang ausüben zu können. Wir wissen ja, dass jemand, der sein Studium beendet hat und sich der Doktorarbeit widmet, nicht noch weiterhin Vorlesungen hören will. Die Hörsäle einer Universität, deren Studenten vorzugsweise aus Doktoranden bestehen, werden im allgemeinen leer sein. Der Gewinn, der sich aus Vorlesungen ergibt, in denen ein Professor Gelegenheit hat, den Hörern seine Methode der Lehre und der Forschung und die Ergebnisse bekanntzugeben, wird nicht ausgenutzt werden können.

Herr Präsident, ich darf jetzt noch einen letzten Gedanken äussern. Ich habe gelesen, dass vor Monaten in Russland die 40. Universität gegründet worden ist, und zwar in Nowosibirsk. Kurze Zeit darauf hat Chruschtschow auf einer Reise durch Indonesien vor Studenten den Plan bekanntgegeben, eine « Universität der Freundschaft der Nationen » zu gründen, auf der die Studenten Asiens, Afrikas, und Lateinamerikas kostenlos studieren können. Vorher hatte unsere Diskussion über die Europäische Universität stattgefunden. Es ist interessant, dass Chruschtschow die Ideen, die wir entwickelt haben, für seinen Bereich durchführt. Bei uns sind die Dinge nicht vorwärtsgekommen. Die Europäische Universität wird frühestens im Herbst 1961 — so hoffen wir; möge es gelingen! — ihre Pforten öffnen. In Moskau aber wird die « Universität der Freundschaft der Nationen » bereits im Oktober 1960 ihre Tore öffnen.

Ich habe vorgestern in einer Zeitung gelesen, dass sich bereits 2000 indische Studenten um die Zulassung an dieser Universität in Moskau beworben haben. Diese Meldung macht mich nachdenklich, um so mehr, als ich jüngst auf meiner Reise durch Madagaskar als Mitglied der Delegation des Ausschusses für überseeische Gebiete Gelegenheit hatte, mich mit einer Sprachlehrerin zu unterhalten, und von ihr mit Interesse gehört habe, dass die jungen madagassischen Studenten gerne in Europa studieren würden. Die Sprachlehrerin fragte mich nach einer Universität in Europa, die für die Ausbildung von madagassischen Studenten besonders in Frage komme. Ich war etwas in Verlegenheit. Ich konnte nicht sagen, sie sollen nach München kommen, dort würden sie Europa kennenlernen; ich konnte nicht sagen, sie sollen nach Paris oder Padua oder Leiden oder Löwen kommen. Ich habe der Sprachlehrerin davon erzählt, dass demnächst eine Europäische Universität gegründet würde. Ich habe deutlich ge-

merkt, dass dieser Plan gerade im Hinblick auf die neue Universitätsgründung in Moskau sehr günstig aufgenommen wurde. Wir sollten uns in der Tat überlegen, ob es nicht höchste Zeit ist, den Plan einer Europäischen Universität auch unter diesem Aspekt zu untersuchen. Die Zeit drängt!

Herr Präsident, wir haben weder eine Hauptstadt — wir haben keinen Sitz für die Exekutiven, keinen Sitz für das Parlament — noch ein geistiges Zentrum Europas, auf das wir hinweisen können. Wir sollten uns doch bemühen, wenigstens letzteres möglichst rasch zu schaffen. Ich bin sogar der Meinung, dass wir mit einem geistigen Zentrum allein nicht zufrieden sein können, sondern dass weitere solche Zentren folgen müssen.

Wir kennen die Schwierigkeiten beim Aufbau der Europäischen Universität: Ich habe sie in meinem Bericht eingehend dargelegt. Aber ich erinnere an die Gründung der Berliner Universität. Man stellt fest, dass damals, als Wilhelm von Humboldt die Universität in Berlin gründen wollte, sämtliche preussischen Landesuniversitäten dagegen waren. Aber Wilhelm von Humboldt hat sich dann durchgesetzt. Ich habe es mir nicht versagen können, in meinem Bericht einen höchst merkwürdigen Ausspruch Wilhelm von Humboldts zu zitieren « Das rechte Mittel, die Universität zu einem Zustand der Vollkommenheit zu erheben, ist es, mit einer unvollkommenen Wirkung so rasch wie möglich zu beginnen ». Ich möchte dieses Wort, das nur in dem geschichtlichen Zusammenhang verstanden werden kann, keineswegs als Maxime bezeichnen; eine solche Maxime wäre verhängnisvoll. Aber wir sollten in der gegenwärtigen Situation bei der Gründung der Europäischen Universität tatsächlich an die Schwierigkeiten denken, die bei der Gründung der Berliner Universität zu überwinden waren. Daraus können wir ersehen, dass wir uns auf dem richtigen Weg befinden. Man sollte zunächst einmal anfangen, selbst wenn das Ergebnis noch unvollkommen ist, und die Hoffnung darauf setzen, dass die Professoren und Studenten aus diesem Instrument das Richtige machen werden.

Herr Präsident, mein Bericht ist ausführlich. Er gehört zu den längsten Berichten, die aus der Arbeit dieses Parlaments entstanden sind. Aber ich bitte — um das Goethe-Wort zu zitieren —: Nehmt alles nur in allem! Man muss diese Ausführungen, die das Ergebnis unserer Beratungen sind, im Zusammenhang sehen. Es ist durchaus möglich, dass schon in wenigen

Monaten der eine oder andere Gesichtspunkt weniger Bedeutung hat und dass neue Gesichtspunkte hervortreten. Wir befinden uns auf dem Weg zur Gründung einer Europäischen Universität in einer dauernden Entwicklung.

Angesichts der Länge des Berichts möchte ich auch das Motto zitieren : Wer vieles bringt, wird manchem etwas bringen. Nicht jeder wird sich mit allen Punkten des Berichts einverstanden erklären, aber jeder wird etwas finden, was ihn anspricht. Ich hoffe, dass das Einigende, das in diesem Bericht enthalten ist — und ich habe mich bemüht, die einigenden Linien klar herauszuarbeiten —, auch im Plenum des Europäischen Parlaments zu einer Einigung führt und wir zu einem Beschluss kommen, der von allen Mitgliedern dieses Hauses getragen ist.

Zum Schluss möchte ich noch den Entschliessungsantrag des Ausschusses begründen. Massgebend für den Wortlaut ist lediglich das Dokument 60, «Ergänzungsbericht im Namen des Ausschusses für Fragen der wissenschaftlichen und technischen Forschung über den Aufbau der Europäischen Universität und über den Bericht des Interimsausschusses». Der Text des Entschliessungsantrags in Dokument 40 soll nicht gelten; er hat im Hinblick auf die letzte Konferenz des Ministerrats vom 20. Juni einige Änderungen erfahren.

Bei der Erläuterung des Entschliessungsantrages kann ich mich kurz fassen, weil andere Mitglieder des Ausschusses gleichfalls auf diesen Entschliessungsantrag bezugnehmen werden und weil der Bericht — Dokument 40 — bereits eine ausführliche Begründung enthält.

Es heisst in dem Entschliessungsantrag :

Das Europäische Parlament... bedauert lebhaft, dass der Ministerrat auf seiner Sitzung vom 26. 6. 1960 noch keinen einstimmigen Entschluss über die Ausgestaltung der Europäischen Universität fassen konnte.

Ich habe dem bereits Ausdruck gegeben. Es wäre zu wünschen, dass die Europäische Universität auf Grund eines einstimmigen Beschlusses ins Leben gerufen würde. Jedoch ist eine Einstimmigkeit nicht unbedingt nötig. Das wichtigste ist, dass überhaupt einmal ein Entschluss gefasst wird, den Gedanken einer Europäischen Universität in die Wirklichkeit umzusetzen.

In dem Entschliessungsantrag wird weiterhin der Wunsch ausgedrückt, dass vor dem Inkrafttreten des neuen Abkommens über die Gründung der Universität das Europäische Parlament

oder der von ihm ermächtigte Ausschuss angehört wird. Wir halten es für notwendig, dass wir noch einmal die Möglichkeit haben, zu den Beschlüssen des Ministerrats Stellung zu nehmen. Wir erwarten davon nicht eine sofortige Abänderung der Beschlüsse, aber wir wollen nur die Möglichkeit haben, aufs neue zum Ausdruck zu bringen, wie wir uns die zukünftige Gestaltung der Universität vorstellen. Wir wollen unseren Wünschen und Forderungen vor der Verwirklichung der Europäischen Universität noch einmal Ausdruck geben.

Die Universität sollte — das steht im Punkt 2 unserer Entschliessung — nicht nur ein Spezialinstitut für europäische Fragen werden. Die Europäische Universität muss in der Tat auch die Grundlagenforschung, die reine, zweckfreie Forschung betreiben. Sonst hätten wir nicht das Ideal der freien Forschung verwirklicht.

Zur freien Forschung gehört auch, dass der Forscher sich den Gegenstand seiner Forschung selbst wählt und nicht nur als Beauftragter — in diesem Falle vielleicht als Beauftragter der europäischen Institutionen — gewisse Forschungen durchführt. Er soll vielmehr aus eigenem Interesse gewisse Forschungen — seien es Forschungen, die auf die Anwendung ausgerichtet sind, sei es Grundlagenforschung — betreiben können. Diese Möglichkeit müssen wir auf einer Universität jedem Forscher geben.

Zum Punkt 3 darf ich noch folgendes erwähnen. Die Institute, die sich bisher mit europäischen Fragen befasst haben, sollten auf Wunsch die Möglichkeit haben, in ein enges Verhältnis mit der Europäischen Universität zu kommen. Wir haben ein grosses Interesse, die Erfahrungen dieser Institute zu verwerten. Falls bei einem dieser Institute die Absicht besteht, in ein engeres Verhältnis zu der neu zu gründenden Europäischen Universität zu kommen, sollte ein Weg gefunden werden, ein solches Verhältnis zu schaffen.

Ein weiterer Punkt betrifft die Stellung des Rektors. Der Rektor der Universität muss mit aller Würde ausgezeichnet sein, die diesem höchsten Amt auf dem Gebiet des akademischen Lebens zukommt.

Der Vorschlag des Interimsausschusses, dass der Rektor vom Ministerrat ernannt wird, scheint uns nicht der richtige zu sein. Ich bin der Meinung, dass der Rektor — wir haben das zum Ausdruck gebracht — in einer freien Wahl aus dem akademischen Senat hervorgehen sollte.

Zum Schluss darf ich nur noch die Punkte 9 und 10 erwähnen. Das Europäische Parlament legt Wert darauf, dass der Haushalt des Europäischen Hochschul- und Forschungsrates in der gleichen Weise aufgestellt wird wie die Haushalte der gemeinsamen Organe der europäischen Gemeinschaften.

Wir wollen gleichzeitig auch die Garantie dafür haben, dass die Verwaltung der Europäischen Universität frei von jeder politischen Einflussnahme ist. Die Freiheit der Lehre und der Forschung zu garantieren, ist, glaube ich, gerade eine der grossen Aufgaben unseres Europäischen Parlaments. Deswegen wünschen wir auch, dass, wie es im Punkt 9 erwähnt ist, der jährliche Bericht des Europäischen Hochschul- und Forschungsrates jeweils auch dem Europäischen Parlament zur Kenntnis gebracht wird.

Das sind die Hauptgesichtspunkte. Die übrigen Punkte finden ihre Erklärung bereits in meinem Bericht.

Ich bitte Sie, Herr Präsident, nach der Aussprache den Entschliessungsentwurf des Ausschusses für Fragen der wissenschaftlichen und technischen Forschung dem Hohen Hause zur Abstimmung vorzulegen.

(Beifall.)

M. le Président. — Je remercie vivement M. Geiger de la présentation de son rapport.

Avant d'ouvrir la discussion générale, je vous rends attentifs, Mesdames, Messieurs, au fait que le nombre des orateurs inscrits s'élève à onze.

Dans la discussion générale, la parole est à M. Battaglia.

Battaglia. — Signor Presidente, onorevoli colleghi, il problema dell'università europea si inserisce, come strumento concreto di realizzazione nel più ampio sforzo che ha per obiettivo finale l'edificio unitario dell'Europa.

Problema tutto culturale e spirituale, che segna un'altra tappa nel cammino concorde dei popoli europei.

Nella relazione dell'on. Geiger sono così bene evidenziati i compiti da assegnare alla istituzione di università che farei certamente meglio se mi limitassi a chiedere all'illustre collega l'onore di sottoscrivere il suo pregevole rapporto, e se mi limitassi ancora a congratularmi con lui per la profondità di pensiero ispiratore del suo

lavoro: pensiero che ne fa un documento di inestimabile pregio attuale e potenziale.

Mi si perdoni, pertanto, se mi permetto di sottolineare qualche punto che mi preme porre in particolare luce. Intendo riferirmi al valore umano di un incontro scientifico tra docenti e discenti dei nostri paesi: al valore umano della comune ricerca di verità. Se uomini di più nazioni lavoreranno insieme in questa vasta zona di attività, quale è la ricerca culturale e scientifica, essi saranno portati, nella loro fatica di élite, ad una velocità di scambio delle proprie originarie posizioni e formazioni, scambio che porterà ineluttabilmente all'arricchimento del patrimonio spirituale e soprattutto a porre in evidenza quei fattori comuni che caratterizzano, nelle tradizioni e nella storia, la cultura e la scienza dell'occidente europeo.

Ciascuno di noi conosce il valore degli studi e dell'esperienza universitaria come momento particolare e decisivo nella formazione del giovane: ciascuno di noi sa, quindi, che lo studente e il ricercatore assimilano verità comuni. Noi desideriamo però che, oltre alle verità universali, questa particolare verità comune che è l'Europa sia assimilata e cioè che essi acquistino una sensibilità comunitaria, una coscienza europea: caratteristiche queste di particolare importanza se, come ci auguriamo, l'università europea creerà la classe dirigente dell'Europa di domani.

Con tali intendimenti non ha senso temere che dalla fondazione dell'università europea nasca un indesiderato accentramento culturale che abbia per conseguenza lo smarrimento nazionale di un cospicuo numero di studiosi. Infatti, nessuna vera classe dirigente può restare staccata dai problemi nazionali. I problemi europei non sono diversi da quelli nazionali, in quanto l'europoismo si fonda sulla premessa di risolvere i singoli problemi in un quadro comune e più vasto. E nella ricerca delle soluzioni, nel superamento di angusti limiti, nella impostazione di più grandi e decisive tematiche risolutive che deve concretarsi appunto l'opera della futura classe dirigente.

Del resto al riguardo ha fugato ogni dubbio il nostro illustre relatore quando ha detto che « nell'assorbimento dei suoi compiti la nuova università avrà soltanto gli stessi diritti delle università nazionali. Essa dovrà dedicare alla trattazione dei problemi europei maggiore attenzione che non le altre università... lasciando alla esclusiva competenza di queste, quei problemi europei che sono connessi con le ripre-

cussioni dei provvedimenti presi dalle comunità sul piano regionale ». E l'on. Martino nel discorso introduttivo della sua relazione sull'attività dell'A.P.E., venerdì scorso, in questa stessa aula, ha aggiunto: « L'università europea si pone al centro di un nuovo sistema democratico per europeizzare taluni aspetti della vita universitaria, naturalmente entro i limiti mai superabili segnati dalle autonomie e dalle tradizioni delle università nazionali ».

Nessun timore, quindi, che la istituenda università possa monopolizzare il fenomeno « Europa » e possa equivalere ad un accentramento culturale che comporti lo sradicamento di docenti e di discenti.

Si è parlato, signor Presidente e si parla molto di impronta nuova che questa università dovrà avere ed a me sembra che tale impronta dovrà essenzialmente consistere — concordo con lei, on. Geiger — nella totale spoliticizzazione della cultura. Ecco una grande verità occidentale, una grande aspirazione dei nostri ideali di progresso civile. Se è vero che il mondo occidentale è il mondo della libertà, è conseguenza illuminata la libertà della cultura e la libertà della scienza. Lo spirito collettivo europeo, l'anima della nuova Europa troveranno forma e sostanza proprio se i dirigenti europei di domani, gli studiosi, i ricercatori, gli uomini politici, avranno creduto e crederanno nella libertà dello spirito, nel valore eterno della ricerca libera, nella impossibilità della coercizione delle intelligenze, nell'imperativo morale che obbliga l'uomo a stare dalla parte della verità. Spoliticizzazione intesa, quindi, come libertà da ogni vincolo, da ogni interferenza partitica, da ogni preconcetto ideologico, libertà protesa ad improntare tutta la nostra attività, tutto il nostro pensiero, tutta la nostra vita. « Libertà vo cercando che è sì cara come sa chi per lei vita rifiuta », ci ricorda e ci ammonisce il sommo tra i poeti! Il poeta che ci ha insegnato e ci insegna tuttora la strada da seguire, che ci riferisce i capisaldi su cui edificare la prima università europea: premessa logica alla creazione di una comune cultura. Capisaldi, questi, che Dante ci indica da sette secoli, ma che mantengono integra la loro freschezza perchè sempre vari ed assoluti, direi eterni: tanto che, superfluo sarebbe ripeterli se non fossero tanto belli e fascinosi ad essere pronunziati ed ascoltati: la libertà, l'università dello spirito umano. E se lo spirito è universale, universale deve essere pure il suo frutto più bello: il pensiero, pensiero inteso nei suoi due aspetti, teorico e pragmatico e, quindi, inteso come cultura.

E se questa impostazione è valida sul piano teoretico per la intera cultura mondiale, a più forte ragione lo è per la cultura europea là dove trova suffragio anche sul piano storico.

Nessun limite concettuale, pertanto, all'idea di una università europea, là dove va postulata la necessità di una cultura comune, che deve essere « comune » non già per motivi politici ma perchè tale nella sua natura in quanto inconcepibile ed irrealizzabile come particolare e non come universale

E del resto, mi chiedo e vi chiedo, onorevoli colleghi, in quale valido argomento affonderebbe le sue radici una eventuale volontà di politicizzare l'università europea. Non ha essa, nella sua ragione d'essere, nella sua natura ontologica quell'ansia di convergenze, di sforzi, di meditazioni, di studi e di ricerche che sono nel contempo effetti della spiritualità comunitaria che aleggia nei nostri popoli e che saranno causa efficiente del rinsaldarsi di tale spiritualità senza la quale sarebbe folle ed utopistico sperare che la meta che ci prefiggiamo possa essere raggiunta?

L'università europea rappresenta un fatto politico di per se stessa e il volerla ancora politicizzare sarebbe un assurdo logico sotto ogni aspetto.

Un altro punto, onorevole Presidente, sul quale credo sia opportuno indugiare, sia pure pochi istanti, consiste sul migliore dei modi da usare per la realizzazione del nostro ateneo.

Il primo ostacolo di natura pratica è la diversità delle lingue. Tale ostacolo potrebbe essere scambiato per valido dai propugnatori del concetto della cultura nazionale.

Ma l'argomento sul piano concettuale apparirà ovviamente capzioso quando si pensi che Dante — creatore della lingua italiana — era cittadino dello Stato di Firenze, ed aveva una impostazione a carattere universale anche sul piano politico, tanto da influenzare tutta la cultura europea sino al poeta contemporaneo inglese, Elliot.

Sul piano pratico, viceversa, le difficoltà per vero esistono, ma basta pensare alla Confederazione elvetica per accorgersi che non presentano caratteri di insormontabilità.

I perfezionatissimi mezzi di traduzione di cui noi stessi godiamo in questo momento ed un accurato corso di studi di lingue nelle scuole primarie e secondarie dei sei paesi membri,

per citare a caso due tra le tante soluzioni, confermamo questa mia proposizione.

Signori e signore, l'on. Geiger, nella sua relazione, ci pone e si pone, tra gli altri, due interrogativi di fondamentale importanza. Egli ci chiede e si chiede: « un'università alla cui formazione partecipano solo sei stati, può chiamarsi europea? » ed ancora: « Lo studio del fenomeno Europa non è un compito di tutte le università, ed è lecito che la nuova Università monopolizzi tale settore? »

Le due domande, a mio modesto avviso, autorizzano una unica risposta, inquadrandosi esse in un identico problema.

Infatti, la unità economica, base necessaria alla struttura politica di una unione federale, postula necessariamente la ricerca dei mezzi più adatti alla diffusione, penetrazione ed acquisizione dell'idea di « Europa ». Dal punto di vista della unificazione istituzionale, le comuni elezioni a suffragio diretto in tutti i sei paesi costituiscono un valido strumento. Dal punto di vista della creazione dello spirito europeo delle coscienze europee, la istituzione di una università ne è strumento altrettanto valido.

Un popolo è veramente tale se ha condizioni economiche similari, diritti politici eguali e formazione culturale comune.

Ora, il mercato comune assicura la realizzazione del primo punto; la legge elettorale è la base del secondo; e la creazione di una università europea la valida premessa per il terzo.

Strumenti quindi e non obiettivi. Chè, fine ultimo di tutto il nostro travaglio resta sempre la creazione degli Stati uniti di Europa.

È quindi, lecito se così è che questa nostra università si chiami europea, così come è detta europea la nostra Assemblea e non come si qualifica europeo il nostro mercato comune anche se è auspicabile che, tanto le une quanto le altre, diventino in un prossimo domani comuni ad un numero maggiore di Stati europei.

Altro problema pratico, signor Presidente, da affrontare, è quello relativo alla formazione dei corsi e delle facoltà, ne ha parlato stamane il relatore Geiger con molte profondità di pensiero, ed io condivido quanto ha detto.

Posto che il problema di una università europea resta fissato nel trattato istituyente l'Euratom, parrebbe doversi evincere che detta università dovrebbe in effetti essere una specie di politecnico ed escludere, quindi, tutte quelle altre facoltà ad indirizzo giuridico, economico,

sociale, politico, artistico e letterario che dovrebbero restare quasi avulse dal campo degli studi comuni. Mi pare però — come ha detto bene l'on. Geiger — sin troppo chiaro quanto detta interpretazione sia fundamentalmente inesatta.

Penso, infatti, che non possano esistere dubbi di sorta circa il valore gradualistico dei Trattati di Roma. E, se tutto ciò è vero, come è vero, dovremmo arrivare alla assurda conclusione che in uno di essi, che rappresenta come una sorta di gradino verso la creazione di uno Stato federale, vi sia una norma in piena contraddizione con lo spirito del complesso, là dove essa norma postulerebbe non solo un istituto che avrebbe potuto essere creato indipendentemente dalla stipula dei trattati stessi; non solo un istituto che non presenterebbe i medesimi caratteri dinamici degli organismi che dovrebbero crearlo, ma addirittura un istituto che, con la sua sola creazione, verrebbe ad affermare l'impossibilità di studi comuni nei succitati campi della politica, dell'economia, del diritto, delle lettere, delle scienze, e quindi l'impossibilità di una cultura comune, e, per quanto ho già detto, l'impossibilità, non dico di attuare, ma addirittura di immaginare questa federazione di Stati cui i trattati finalisticamente tendono.

Nella nostra costituenda università, invece, dovrà necessariamente vigere il principio della completezza degli studi. E proprio quei campi che i fautori della teoria, che ho finito or ora di criticare, vorrebbero esclusi, dovranno presentare — ferma rimanendo la più sconfinata (se esatta può dirsi l'espressione) libertà di insegnamento e di studio — quei caratteri che renderanno questa università veramente « europea ». Caratteri che così possono brevemente sintetizzarsi, signor Presidente :

1) specializzazione nei campi del diritto, dell'economia, delle arti, delle scienze, in tutte quelle materie che ha specificato il relatore onorevole Geiger, per quel che concerne più particolarmente il settore europeo, in modo da venire a creare un primo nucleo di esperti, che quanto prima si dimostreranno assolutamente necessari;

2) concezione di questa università come la prima università europea, che dovrà servire da guida e da stimolo a quelle esistenti e a quelle che dovranno inevitabilmente sorgere se questo nostro ideale europeistico non vorrà rimanere pura utopia, ma diverrà splendida realizzazione.

Se queste caratteristiche l'ateneo che vogliamo costruire non avrà, se esso non sarà permeato dal bisogno dell'unione dei nostri popoli e non sarà, quindi capace di formare quella spiritualità e quella coscienza europea che sta alla base della nostra meta agognata, sarebbe il nostro un inutile sforzo.

Noi vogliamo, infatti formare la nuova classe dirigente degli Stati uniti d'Europa, i nuovi studiosi della nostra Comunità, che sappiano, con più profondo e migliore intuito di noi, tempestivamente diagnosticare i mali che ci affliggono e che ci potranno affliggere e che sappiamo curarli, in modo che non si possa dare maggiore esca ai nemici della nostra libertà.

Concludendo, signor Presidente, mi sia permesso di dire che come italiano, sono particolarmente lieto che l'istituenda università europea molto probabilmente avrà la sua culla a Firenze. Lieto perchè la scelta non potrebbe essere migliore, non solo per « le felici auree pregne di vita e pei lavacri che dai colli suoi le manda l'Appennino », non solo per i mille incensi che i fiori vi spandono nell'atmosfera — così come canta Foscolo — ma soprattutto perchè a Firenze, città geograficamente italiana, aleggia veramente quello spirito universale dell'arte, della cultura e della bellezza, che è la leva più adatta a promuovere la spiritualità e la coscienza europea, di cui abbiamo tanto bisogno, come componente psichica alla edificazione della nostra patria più grande. Patria più grande che, si badi, onorevoli colleghi, — ed ho veramente finito — costituisce oggi più che mai, non solo un sogno per i migliori destini dei nostri figli, ma una necessaria meta, se vogliamo sperare che essi sopravvivano come popoli liberi sostanziali della nostra storia e della nostra civiltà fatta di libertà e di democrazia.

Le sono grato, signor Presidente, per avermi concesso la parola, e sono grato agli onorevoli colleghi per avermi ascoltato. (*Applausi*)

(*Präsident Furler übernimmt den Vorsitz.*)

(*M. Furler remplace M. Fohrmann au fauteuil de la présidence.*)

(*L'on. Furler sostituisce l'on. Fohrmann al seggio della Presidenza.*)

(*De heer Furler vervangt de heer Fohrmann in de voorzitterszetel.*)

VORSITZ
PRÉSIDENT DE LA SÉANCE
PRESIDENTE DELLA SEDUTA
VOORZITTER VAN DE VERGADERING.

HERR FURLER

Der Präsident. — Ich danke Herrn Battaglia.

An diesem Stand der Debatte möchte ich zunächst eine allgemeine Bemerkung machen. Zur Aussprache über die Universität haben sich für diesen Vormittag noch zehn Redner gemeldet, die nach ihren eigenen Angaben eine solche Zeit beanspruchen, dass die Debatte — wenn die von den Rednern angegebenen Zeiten nicht überschritten werden, was ja auch manchmal vorkommt — bis etwa heute nachmittag 3 Uhr geführt werden müsste. Dabei ist auch zu berücksichtigen, dass die Vertreter der Exekutiven natürlich noch Antworten geben müssen.

Ich frage nun das Haus: Sollen wir die Debatte sich so entwickeln lassen? Oder wäre es nicht zweckmässig, zu versuchen, eine gewisse zeitliche Konzentration zu erreichen? Ich bin mir klar, dass die Universität eine sehr wichtige Angelegenheit ist, in der gerade auch im Parlament alle Gesichtspunkte vorgebracht werden müssen.

Aber es bestehen natürlich auch einige Gefahren für eine so ausgedehnte Debatte. Ich könnte mir vorstellen, dass jeder Redner — selbstverständlich kommen alle zu Wort —, wenn er etwa eine Viertelstunde Zeit hat, wohl die entscheidenden Gedanken vortragen könnte. Oft ist die Wirkung einer Darlegung grösser, wenn sie kurz ist, als wenn das Interesse während sehr langer Ausführungen etwas abflacht.

Ich würde dem Hause vorschlagen, die Debatte bei aller Anerkennung ihrer Wichtigkeit so zu konzentrieren, dass wir selbstverständlich alle Redner hören — auch solche, die sich noch melden werden —, dass wir aber festlegen, wenn Sie damit einverstanden sind, dass jeder Redner etwa eine Viertelstunde zur Verfügung hat. Wären Sie damit einverstanden? —

Das Wort hat Herr Bertrand.

De heer Bertrand. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou een ander voorstel willen doen. Wij staan voor de noodzakelijkheid hedenvoormiddag over zes of zeven belangrijke resoluties te stemmen.

De ervaring heeft ons geleerd dat iedereen maatregelen genomen heeft om rond 14.30 uur dit Huis te verlaten.

Als wij het debat over de Universiteit nu laten doorgaan tot uitputting, vrees ik dat over de resoluties praktisch niet meer zal kunnen worden gestemd, tenzij misschien door vier of vijf afgevaardigden die dan nog aanwezig zullen zijn.

Daarom durf ik bij ordemotie voorstellen dat het debat over de universiteit zal onderbroken worden en wij overgaan tot de stemming over de resoluties. Daarna kan dan het debat over de universiteit in zijn volle omvang en tot volledige uitputting worden voortgezet. In ieder geval hebben wij dan de zekerheid dat over de resoluties die het gevolg zijn van de verschillende behandelde rapporten, nog in de voormiddag zal kunnen worden gestemd.

Der Präsident. — Das Wort hat Herr Duvieusart.

M. Duvieusart. — J'approuve entièrement. Monsieur le Président, la suggestion de M. Bertrand. Je souhaite qu'il soit, si possible, procédé à présent au vote, sur les résolutions. On pourrait évidemment ensuite prendre toutes mesures utiles quant au développement à donner au débat.

Der Präsident. — Das Wort hat Herr Scelba.

Scelba. — Onorevole Presidente, sarei d'accordo sulla proposta, a condizione che ci sia l'impegno che si voterà anche la risoluzione riguardante l'università europea, perché non avvenga poi che questo problema sia rimandato ad un'altra sessione.

Infatti alla questione dell'università europea noi annettiamo importanza pari a quella delle altre risoluzioni che dobbiamo oggi votare.

Forse sarebbe meglio procedere ora con il dibattito e votare poi tutte le risoluzioni, ma, in ogni caso, chiederei l'impegno che si votasse oggi anche sul problema dell'università europea.

Der Präsident. — Das Wort hat Herr Poher.

M. Poher. — Je vais essayer de faire une proposition susceptible de concilier les deux thèses. Etant donné que les résolutions ont fait l'objet de longues discussions en commission où les thèmes ont été largement débattus et qu'il semble que les résolutions doivent être adoptées assez

unanimement, peut-être pourrions-nous nous engager à ce qu'elles soient votées rapidement ici. Je suis, d'ailleurs, l'auteur d'un de ces textes et en ce qui concerne le rapport complémentaire, je m'engage à le présenter en une ou deux minutes, sans recommencer des discours sur des propositions de résolution qui, en général, ont été favorablement accueillies en commission.

Ainsi, nous pourrions aller très vite.

Der Präsident. — Das Wort hat Herr Jarrosson.

M. Jarrosson. — Il me semble assez curieux de penser que les résolutions, y compris celle qui concerne l'université européenne, puissent être votées avant les discours des intervenants. En effet, si nous votons la résolution sur l'université européenne avant ces discours, les interventions n'auront plus de raison d'être.

Der Präsident. — Selbstverständlich werden wir auf alle Fälle auch über die Entschliessung über die Universität abstimmen, allerdings erst am Ende der Aussprache. Man kann natürlich nicht, bevor die Aussprache zu Ende ist, eine Entschliessung annehmen. Es könnte ja sein, dass je nach unseren Erwägungen noch irgendeine Änderung kommt.

Ich persönlich hatte die Straffung der Aussprache vorgeschlagen, um zu verhindern, dass jetzt mittendrin über die anderen Entschliessungen abgestimmt wird. Das könnte gewisse praktische Auswirkungen auf das Interesse des Hauses an der weiteren Aussprache haben. Ich würde es für besser halten, wenn wir alle zusammenblieben, bis die etwas konzentrierte Aussprache über die Universität zu Ende ist, und dann über alle Entschliessungen, auch über die, die die Universität betrifft, abstimmen. Sie verstehen, Herr Bertrand, wenn wir die Debatte jetzt zwischendurch aufreissen und abstimmen, wird das Ganze etwas zerrissen. Wir müssen, auch wenn wir konzentrieren, berücksichtigen, dass unsere Aussprache über die Universität eine sehr wichtige Aussprache im politischen europäischen Bereich ist.

Das Wort hat Herr Friedensburg.

Abg. Friedensburg. — Vielleicht darf ich als einer der für die Universitätsdebatte gemeldeten Redner den Vorschlag machen, dass wir, die wir hierzu sprechen wollen, uns noch mehr einschränken, als es uns schon der Herr Präsident auferlegt hat. Denn uns liegt doch sehr daran, dass man die Debatte zu Ende führt und heute

noch bis Mittag über die Entschliessung abstimmt. Auch ich halte eine Unterbrechung jetzt nicht für sehr glücklich, aber ich würde mich auch damit abfinden. Wir sollten jedoch lieber soviel Selbstdisziplin üben, dass wir versuchen, mit je zehn Minuten auszukommen.

Der Präsident. — Das Wort hat Herr Bertrand.

De heer Bertrand. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou een compromisvoorstel willen doen, namelijk dat de Assemblee nu beslist tot 12.30 uur het debat over de structuur van de Europese Universiteit voort te zetten en dan te stemmen over de resoluties die hiermede geen verband houden.

Wanneer het debat over de structuur van de Europese Universiteit is afgelopen, kan men dan over de desbetreffende resolutie stemmen

Alle leden kunnen nu verwittigd worden aanwezig te zijn om over de resoluties te stemmen.

Mijnheer de Voorzitter, U hebt gezegd dat er negen sprekers zijn die elk een kwartier zullen spreken. Daarvoor zullen dus 9 x 15 minuten nodig zijn. Daarna moeten de leden van de drie Executieven nog een antwoord geven. Dat betekent dat wij pas om kwart voor twee over de resoluties kunnen stemmen. Acht U het werkelijk wenselijk dat over deze resoluties wordt gestemd in een bijna lege zaal? Dat is de enige bekommernis die ik heb.

Wanneer wij besluiten dat wij het debat om 12.30 uur onderbreken om te stemmen over de resoluties, kan iedereen in dit Huis hiermede rekening houden.

Der Präsident. — Ich mache dem Hause folgenden Vorschlag. Wir legen fest, dass die Universitätsdebatte etwas konzentriert wird und dass jeder Redner sich mit 10 bis 15 Minuten begnügen muss. Diese Konzentration gibt uns die grosse Chance, zu einem Zeitpunkt fertig zu werden, der für die Annahme der Entschliessungen noch passend ist. Um 13 Uhr werden wir uns, wenn die Aussprache dann noch nicht beendet ist, noch einmal über die weitere Abwicklung unterhalten. Wir führen also die Aussprache über die Universität wegen ihrer politischen Bedeutung bis 13 Uhr und stellen dann wieder eine kurze Überlegung an. — Ich sehe, das Haus ist damit einverstanden.

Ich muss also die Redner bitten, bei allem Temperament zu berücksichtigen, dass die Uhr läuft. Ich werde jedem Redner, wenn 10 Minuten vorbei sind, ganz vorsichtig einen kleinen Zettel zugehen lassen, damit er an das Ende seiner Ausführungen denkt.

Wir setzen die Aussprache fort. Das Wort hat Herr Bégué.

M. Bégué. — Il est très difficile, Monsieur le Président, de concilier l'affirmation que le débat sur l'Université européenne revêt autant d'importance que les discussions qui se sont précédemment tenues dans cette salle et l'obligation faite aux orateurs de ne pas dépasser un temps de parole tel qu'ils n'ont pas la faculté de développer sérieusement leur point de vue.

Pour entrer dans le vif du sujet, vous me permettrez de constater qu'elle éprouve beaucoup de mal à prendre corps, cette Université européenne dont on parle tant sans qu'elle avance beaucoup. Sans doute, a-t-elle été engendrée comme par inadvertance, au détour d'un article. Mais, depuis, les médecins les plus experts se sont penchés sur son berceau et la vie n'en débordé pas néanmoins

Sans doute, aussi, tant qu'une Communauté politique n'aura pas été décidée, instaurée, toutes les autres réalisations seront-elles très difficiles. Mais il importe de commencer et le mouvement s'est toujours démontré en marchant.

Sans doute enfin, quand on parle d'université européenne, touche-t-on à ce domaine, difficile entre tous, de la culture dont on nous disait récemment qu'elle n'est pas une construction, mais qu'elle est une croissance, ce que j'admets. Seulement, aucune croissance n'est escomptable sans un sol, sans un climat qui la favorisent et qui la garantissent.

Or, je ne crois pas qu'un laboratoire, un amphithéâtre où se diffusent les sciences exactes constituent une Université.

Distribuer cinq cents diplômes de docteurs par an, les universités nationales en sont capables et il suffit, pour obtenir l'homogénéité, de prévoir un système de boulons perfectionné, maintenu avec vigilance, car il n'y a pas tant de manières de serrer un boulon, d'emplir une éprouvette, de résoudre une équation ou de tracer une courbe.

La concentration des crédits permettra, sans doute, d'équiper plus efficacement et plus géné-

reusement les laboratoires, mais cette opération ne mérite, à la vérité, ni tant de bruit, ni tant de disputes.

Si nous ne parvenons pas à créer ou à recréer une foi dans notre Europe, la productivité des univers concentrationnaires dépassera très rapidement la nôtre.

A la vérité, il ne s'agit pas d'une bataille pour la production ; le combat est singulièrement plus ample et l'enjeu bien différent.

Contre notre vieille civilisation, une civilisation nouvelle s'est dressée et elle nous a fait entrer, que nous le voulions ou non, dans une ère nouvelle aussi, de guerre de religion.

Du côté des assaillants, on dispose d'une arme convaincante et entraînant, d'une conception de l'homme et d'une conception de la société. On lance un appel vers le salut qui est représenté par le bonheur de la dernière génération et aux générations présentes, on offre l'exaltante mission de façonner l'âge d'or.

La besogne vaut la peine, qu'on l'accepte avec enthousiasme et qu'on accepte avec enthousiasme de s'y casser les ongles et de s'y brûler les ailes.

Aux peuples sous-développés, le communisme apporte l'affirmation qu'il les aide, non point pour assurer sa tranquillité, mais pour leur ménager une ascension collective, pour les conduire, non point à se repaître et s'engraisser individuellement, mais à gagner la dignité du groupe que l'on conquiert ensemble jour après jour, siècle après siècle.

Chacun, seul, n'est plus rien, mais chacun, en consacrant sa force à un tout immense, participe à une puissance infinie.

Face à cet appel grandiose, l'autre camp, le nôtre, promet à lui-même et aux autres des frigidaires, des seringues et des ampoules électriques en les distribuant, d'ailleurs, selon les bonnes recettes d'un paternalisme désuet et d'eux-mêmes détesté.

Qui peut sérieusement croire pouvoir triompher par de telles méthodes ? Nous mourrons de notre vide philosophique si nous ne le comblons pas.

A l'inspiration, il faut opposer l'inspiration. A la dignité collective, il faut opposer la dignité de tous, pris chacun en particulier. A la conquête du confort social qu'il faut assurer sans doute,

il faut opposer, en le dépassant, l'effort personnel vers le salut dans la Communauté. A l'organisation qui soude et confond le troupeau, il faut opposer l'ordre qui libère l'être, âme et corps, le pousse à désirer une fin transcendante qu'il atteindra dans l'harmonie et dans la justice.

En d'autres termes, à l'idée de masse anonyme et grégaire, il convient d'opposer une communauté de personnes. Peut-être, d'ailleurs, faut-il moins penser à combattre le communisme qu'à le dépasser, mais nous ne le dépasserons qu'en nous dépassant nous-même dans l'ordre de l'esprit et dans l'ordre du cœur.

Oui, je le dis, il faut retrouver, revivre en termes actuels dans notre chair et dans notre pensée, les antiques valeurs helléniques et chrétiennes dont l'Europe est l'héritière avec cette étonnante vigueur de propulsion affective que les hommes du nord ont ajouté aux qualités des hommes du midi.

L'Europe sera une civilisation jeune et attractive ou elle sera promptement submergée avec son attirail de commissions, d'exécutifs et de conseils, pauvres branches mortes dont se joue le torrent.

Mais une civilisation ne se donne pas. Elle se crée par une volonté, par la clairvoyance des hommes. S'il y eût une latinité, c'est parce que les orateurs, les écrivains, les gouverneurs, les soldats, les pédagogues de Rome enseignaient une latinité.

Il n'y aura pas d'Europe sans un style européen de civilisation. Il n'y aura pas de civilisation commune sans conscience commune. Il n'y aura pas de conscience commune sans une université qui en soit le creuset et l'expression.

Voilà pourquoi, quitte à amender les Traités, j'allais dire quitte à les violer — on les a si souvent violés pour faire du mal aux hommes qu'on pourrait bien les violer une fois dans leur intérêt — quitte à amender les traitées s'il le faut, il importe de mettre en place, sous forme d'institution communautaire, une Université dont la destination commande les méthodes et l'esprit. Mais il faut se presser, je vous l'assure, car chaque jour perdu pour l'Europe est un gain inestimable pour ses ennemis.

Il ne saurait être question ici d'entrer dans les détails d'un programme et je le ferai d'autant moins que le temps qui m'est imparti m'empêche même de définir cet esprit et cette méthode dont je voulais parler.

Ce qu'il importe de bien concevoir, c'est que l'Europe est et doit continuer à être la flèche constante et continue de notre évolution, dont le communisme et l'Orient ne sont qu'un moment, à condition de se manifester et d'émerger. C'est que le professeur de l'Université européenne doit être un semeur beaucoup plus qu'un homme de laboratoire, l'intermédiaire actif et le créateur entre la découverte et l'explication. L'étudiant cesse ici d'être un spécialiste. Il peut l'être à l'arrivée, il peut le redevenir à son départ. Pendant son séjour à l'Université européenne, il marche à sa propre rencontre et à la rencontre des autres. L'Université, en effet, carrefour où les lignes aboutissent et d'où elles repartent, est destinée à personnaliser en socialisant, à unir les consciences et à les fortifier en rapprochant les disciplines, en ramenant l'idée de l'unité de l'esprit, de ses démarches et de son patrimoine qui, après la Grèce, enchanta l'Europe de la Renaissance.

Loin de tout apprendre, l'étudiant sera invité à saisir les rapprochements, à discerner des liaisons, à débrouiller les rapports.

Ainsi viendra-t-il à la connaissance du monde, en comprenant que l'espace courbe est une philosophie, la mécanique céleste un élément de la religion, la politique une médecine des sociétés, que l'univers, de la molécule à Dieu, est cet être dont aucun élément ne saurait être traité à part et que la place de l'homme, inclus dans cet ensemble, demeure privilégiée, et que son destin se situe au-delà.

Je sais bien que, ces temps derniers, on a exprimé à l'encontre de cette université des craintes qui en retardent encore la réalisation. Mais, je me demande, en vérité, ce que l'on craint. Les patries seront renforcées au lieu d'être diminuées si les patries donnent à l'Europe les moyens de les dépasser et de leur rendre, enrichis et plus féconde, la substance qu'elle en aura reçue.

J'ai grand peur, moi, de ceux qui réduisent l'Europe aux dimensions d'une vieille femme bariolée, les yeux fixés sur son tricot et qui borne son ambition à échanger quelques bouts de laine et quelques aiguilles avec ses voisines. Elle sera bien faible, cette vieille femme myope, quand l'Asie se lèvera, fière de ses convictions neuves, et qu'elle ne sera, elle, armée, que de sa dérisoire pacotille.

Au moment où la Chine édifie les écoles du communisme qui, par ailleurs, recevront des étudiants du monde entier, au moment où la Russie construit cette université des nations dont nous

parlait à l'instant M. Geiger, nous hésiterions nous, à créer l'école où se cultivera notre âme et où sera assuré l'épanouissement continu de notre esprit? Ce ne serait pas seulement une faute contre l'Europe, ce serait, à coup sûr, un péché contre l'humanité.

(Applaudissements.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Bégué. Das Wort hat nun Herr Pedini.

Pedini. — Signor Presidente, onorevoli colleghi, procederò per sintesi. Mi consenta però, signor Presidente, al di fuori dei quindici minuti concessimi, di esprimere una educata ma ferma protesta per il fatto che, un dibattito di questa importanza, sia stato svolto proprio nell'ultima giornata dei nostri lavori. La preoccupazione comprensibile di finire in anticipo poteva consentirci di iniziare i lavori, questa mattina, almeno un'ora prima. Questo dibattito infatti è uno dei pochi che si riferisce a possibili concrete istituzioni cui l'Assemblea Parlamentare Europea si trova a concorrere.

Penso che sia inutile, signor Presidente, dibattere che cosa debba essere l'università europea e su quali ideali debba fondarsi. Ne abbiamo parlato molte volte in quest'aula e ne abbiamo parlato ampiamente nella nostra Commissione. È doveroso invece esprimere un affettuoso e riconoscente ringraziamento al presidente Hirsch, che è stato e sarà il promotore dell'università europea, e un caloroso ringraziamento vada anche al presidente Geiger che ha sposato con tanto entusiasmo questa causa. È grazie anche a questi due uomini, confortati da tutto il nostro appoggio, che potremo giungere prossimamente alla realizzazione di una istituzione che è cara a tutti e che sarà fondamentale nel quadro del processo di integrazione europea.

La Commissione per la ricerca scientifica, proprio su richiesta nostra, aveva chiesto questo dibattito nella preoccupazione che esso servisse a chiarire taluni equivoci (e anche per questo sarebbe stato opportuno un dibattito di piena ampiezza). Alla sua importanza si aggiungono ora circostanze nuove e documenti pregevoli. Vi è infatti il rapporto del Comitato intereseecutivo, di grande interesse, degno di tutta la valutazione: vi è una relazione Geiger, la quale elabora un testo organico di amministrazione dell'università europea; dall'altra parte a ciò si aggiunge la non confortevole notizia che il Consiglio dei Ministri, nell'ultima sua riunione sull'argomento, non ha preso le decisioni che tutti auspicavamo.

L'università europea subisce qualche battuta d'arresto, corre qualche pericolo? Non voglio essere pessimista, anzi sono convinto che nessuna delle nazioni della Comunità vorrà assumersi la responsabilità di frenare una istituzione che, se volete, potremo anche non chiamare università europea, ma che oramai, l'opinione pubblica di tutti i sei Paesi, chiama università europea e la sente come istituzione viva, che corrisponde alle reali esigenze del tempo!

Bisogna comprendere talune perplessità motivate, e occorre, semmai, chiarirle proprio qui. Non è certo, ad esempio, senza motivo un dubbio alternativo: « Università vera e propria oppure coordinamento sul piano europeo, delle università esistenti? »

Apprezzo moltissimo il lavoro compiuto dal Comitato intereseecutivo. Chi ha letto il documento trova in esso una equilibrata mediazione delle due istanze. Compiremo opera anzi positiva se, da questa nostra Assemblea, esprimeremo, sullo schema della proposta di risoluzione dell'on. Geiger, il pieno appoggio nostro alle proposte di tale Comitato.

Esso, infatti, ha delineato il quadro completo di una politica universitaria della Comunità, e ciò che noi, invece, dobbiamo cercare non è tanto l'università europea quanto anche attraverso essa, una vera e organica politica universitaria dei paesi della Comunità.

Giustamente quindi il rapporto del Comitato intereseecutivo, se pur in prevalenza parla di università europea, stanziava però anche i fondi necessari per il riconoscimento europeo degli istituti esistenti. Ciò è giusto, vi sono invero già nella Comunità istituti che assolvono funzioni di formazione europea e la cui azione va ben confortata. Potrei citarne anzi molti, e basti citarne, ad esempio uno che non è nel mio paese: il Collegio d'Europa di Bruges, istituzione europea autonoma.

Vi è, inoltre nel rapporto del Comitato intereseecutivo, la proposta di uno stanziamento, su cinque anni, di 18 milioni di dollari rivolto ad operare scambi efficaci, di studenti e di professori fra le università nazionali.

Il documento intereseecutivo inquadra dunque perfettamente i temi molteplici di una politica universitaria.

E che una politica universitaria debba essere posta come elemento essenziale di una politica della Comunità europea, credo che non valga la pena di dimostrarlo perchè, io penso, ne siamo tutti convinti.

Proprio per questo si sbaglia forse allorché qualche ministro nazionale dice: « il problema dell'università europea, supera l'ambito della Comunità, l'università che domani dovrà sorgere — espressione di idealità —, dovrà potere accogliere tutti coloro che verranno al di fuori anche al di là dei confini dei sei paesi associati ». Nessun freno io propongo allo spirito di liberalità. Vi è però un tema fondamentale da non dimenticare: il Mercato comune non è solamente una Comunità, che cerca una politica agricola comune, una politica fiscale comune, è una comunità la quale se vuol vivere nella responsabilità dignitosa che la storia le attribuisce, deve crearsi una sua classe dirigente. Per questo le tradizioni del suo diritto vanno riviste sul piano del diritto comparato, e devono aprirsi ai problemi giuridici del convivere, per questo occorre forse rivedere la storia alla luce di una critica nuova, oggettiva, la quale porti i popoli ad intendersi tra di loro, a chiarire più ciò che può unirli che non ciò che può dividerli.

Vi è tutta una serena revisione dell'indirizzo culturale europeo che deve trovare in una politica universitaria di ispirazione comune la sua precisa espressione e vi è bisogno per questo di una università europea? Sì certamente: essa varrà come simbolo di un impegno, come segno di una revisione comunitaria della nostra cultura, tale da investire non solamente l'università, ma tutta la scuola europea, in tutti i suoi gradi, perchè il cittadino europeo, prima ancora che all'università, si forma nelle scuole elementari e medie.

Se avessi avuto il tempo, avrei proposto a voi, onorevoli colleghi, di prendere in esame, ad esempio, i testi di storia sui quali si studia tuttora nei sei paesi: avremmo visto forse come vi sia ancora molto da fare per portare la critica storica su un piano di oggettività e di incontro tra i popoli (e parlo di una sola materia).

Ritengo quindi che nella visione di tutta una responsabilità scolastica comune, in spirito comunitario, potranno esser superate le perplessità, che ancora esistono, in comprensione e buona volontà reciproca.

Per tale premessa dunque aderisco alla visione dell'università come ci viene proposta, simbolo, stimolo, organizzazione concreta.

Confortiamo quindi il Consiglio dei Ministri, spingiamolo all'azione concreta. È inutile che adesso si stia a discutere oltre. L'università è quasi avviata, affrettiamoci a che il Consiglio

dei Ministri, sia pure in via provvisoria ne nomini il rettore e il direttore amministrativo. E, come persone preoccupate di una buona amministrazione universitaria, facciamo semmai una raccomandazione che l'università non diventi una nuova struttura burocratica pesante, e che il suo bilancio sia iscritto su tutte le tre Comunità a significarne proprio il valore più ampio. Esprimo pertanto la mia adesione alla relazione dell'on. Geiger che però, secondo me, ha un significato diverso dal rapporto dell'intereseecutivo: la relazione Geiger è infatti una visione di politica universitaria della Comunità « a lungo termine ». Su quelle linee dovremo certo camminare. Esprimo tuttavia la mia preoccupazione, che oggi, forse per un eccessivo spirito di perfettibilità, non si vadano a creare ostacoli o ad alimentare perplessità.

Politica dunque a lungo termine, sullo schema della relazione Geiger, azione concreta sulla base delle proposte dell'intereseecutivo.

Questo, signor Presidente, volevo in sintesi dire, ben sodisfatto, anche come uomo di cultura, di esprimere la piena adesione di tutta la nostra opinione pubblica ad una istituzione che sarà certamente vicina, ovunque essa sia, al cuore degli europei, vicina all gioventù europea che ha bisogno di ideali e non solamente di tecnica!

E bene ha fatto l'on. Hirsch ad interpretare in modo estensivo i limiti assai ristretti dell'art. 9 del Trattato dell'Euratom, (se ne avessimo dato una interpretazione letterale, avremmo infatti creato solamente un istituto scientifico ad alto livello).

Non è solamente la scienza ciò di cui abbiamo bisogno: è un ideale quello che si deve dare alla nostra gioventù, e nel quadro di una politica coordinata universitaria, l'istituenda università esprime questo ideale, esprime la responsabilità delle nuove generazioni, quella responsabilità, signor Presidente, cui ella si riferiva ieri, allorquando salutava l'affacciarsi di nuove nazioni, alla libertà!

Sono reduce proprio in questi giorni da un viaggio, compiuto per conto di questa Assemblea, in nuovi paesi africani. Si guarda ancora con simpatia a noi europei uniti, si guarda con fiducia ancora alla nostra cultura. Presto o tardi, ci sarà chiesto aiuto per la formazione delle nuove libere classi dirigenti. Bene si fa dunque a cercare una delle nostre prime espressioni in una cultura comune, che può essere messa a disposizione di tutti per il progresso e

la pace del mondo intero. Non veniamo meno, dunque, alle nostre responsabilità.

La ringrazio, signor Presidente.

(Applausi)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Pedini Herr De Kinder hat nunmehr das Wort.

M. De Kinder. — Monsieur le Président, Messieurs, je dois tout d'abord féliciter le Comité intérimaire et notre rapporteur pour leurs remarquables rapports: Les deux rapports se complètent d'ailleurs fort bien et si, dans le cours de mon exposé, je me référerai plus volontiers au rapport de M. Geiger qu'à celui du Comité intérimaire, cela résulte du fait que M. Geiger, en qualité de rapporteur de notre Assemblée, exprime probablement plus fidèlement les sentiments de nous tous.

Le rapport du Comité intérimaire examine la question d'une façon que l'on pourrait qualifier d'étriquée et qui est apparemment le reflet d'une position minimaliste. L'Université du Comité intérimaire est incomplète, quantitativement parlant, et de nature, je crois, à donner des appréhensions à ceux qui craignent que le projet soit de créer une super-Université, une Université qui se superposerait aux universités et aux écoles existantes.

Personnellement, j'estime que cette position constitue une erreur. Une erreur psychologique tout d'abord; il serait vain, en effet, de nier que les autorités académiques des universités de nos pays respectifs font montre d'une grande réserve à l'égard de la création de l'Université européenne. Et quand je parle de réserve, il s'agit d'une forme de style.

Il est indéniable qu'une certaine hostilité existe à l'égard de ce projet. Ce que l'on craint, dans ces milieux, c'est la formation de super-universitaires: Mais il ne peut en être question. Jamais, d'ailleurs, le problème n'a jamais été envisagé sous cet angle. Encore faut-il éviter par tous les moyens de donner un semblant de fondement à ce qui présentent les choses ainsi.

Erreur psychologique, ai-je dit. Erreur tout court aussi. Si l'on veut créer une véritable Université européenne, il faut qu'elle soit complète, c'est-à-dire qu'elle comprenne l'enseignement de toutes les disciplines, et indépendante de toute influence nationale et, j'ajoute, de préjugés philosophiques:

Comme le souligne le rapporteur, il semble que le Comité intérimaire ne désire prendre en considération que les facultés et les disciplines qui n'exigent qu'un minimum de crédits. Il semble aussi donner une importance exagérée aux sciences appliquées qu'on pourrait qualifier de sciences d'utilité immédiate.

Ces observations et les remarques que je ferai ultérieurement ne constituent nullement une critique du travail du Comité intérimaire. C'est une critique de l'approche de la question.

En cela, le rapport de M. Geiger se différencie fondamentalement du rapport du Comité intérimaire. Il y aurait à ce sujet une expérience intéressante à tenter : donner à lire les deux textes à celles des autorités académiques qui ont exprimé des réserves. Je suis convaincu que le résultat de pareille enquête serait que les appréhensions soulevées par la lecture du rapport du Comité intérimaire disparaîtraient à la lecture du rapport de M. Geiger, parce que celui-ci prévoit une véritable université, une université traditionnelle, une université du même niveau que les autres, une université avec un corps professoral indépendant du pouvoir exécutif, par opposition à l'université du Comité intérimaire, université de complément, université n'ayant pas un corps professoral suffisamment indépendant puisque ne jouissant pas de la stabilité de la fonction, et université incomplète.

Pourquoi cette préférence ? Parce qu'il s'agit d'une université dont l'ambition n'est pas de donner quelque chose de plus que les universités traditionnelles, mais d'une université où l'approche des disciplines est différente. Cette approche n'étant plus nationale mais européenne: il n'y a plus dès lors, de compétition possible. Un docteur en droit sortant de l'université européenne ne serait ni meilleur ni moins bon qu'un docteur en droit formé par une université belge, ou française, allemande ou italienne. Ce serait un docteur en droit européen dont la formation serait différente et qui conviendrait d'ailleurs probablement pas pour exercer la profession soit en Belgique, soit en Allemagne, soit en France, mais qui serait plus particulièrement qualifié pour traiter des questions juridiques telles qu'elles se posent dans le contexte européen.

Tout cela ne signifie nullement que nous exigeons tous dès le départ. L'université du Comité intérimaire constitue une étape dont nous espérons que l'aboutissement sera la création de l'université complète.

L'université européenne ne peut remplacer — ce n'est pas son ambition — les universités existantes.

Elle ne se superposera pas à elles, elle ne les complétera pas. Elle a sa mission bien définie, sa mission propre, sa mission réelle. A ce sujet, il ne peut y avoir le moindre doute.

Des objections d'un autre ordre viennent à l'esprit des opposants à la création de l'université européenne. Elles sont d'ordre financier.

Je connais suffisamment la situation dans mon pays — je crois qu'elle n'est pas fondamentalement différente dans les cinq autres pays de la Communauté — pour savoir que l'enseignement universitaire ne dispose pas de moyens financiers suffisants pour remplir sa mission dans de bonnes conditions. C'est un problème de bâtiments, un problème de matériel, un problème d'équipement, un problème de personnel aussi qui se posent. Nos pays ont indistinctement à faire face à des obligations de toutes sortes. Ils ont à faire un effort militaire qui dépasse leurs moyens, et, pour le faire, ils sont contraints de rogner sur les dépenses d'autres secteurs.

J'ai une profonde admiration pour les autorités académiques qui, souvent, ont à livrer des batailles administratives épiques pour obtenir par-ci par-là les quelques millions supplémentaires et indispensables au bon fonctionnement de leurs institutions et je suis effrayé de songer que le prix d'achat de trois *starfighters* correspond au budget annuel de fonctionnement d'une université belge. On ne peut que le regretter, mais la situation est telle et tout semble indiquer que dans les années à venir elle ne changera pas. Nous vivons dans un monde de fous et malgré nos efforts individuels nous ne sommes pas parvenus jusqu'à présent à changer le monstrueux non-sens que nous subissons tous.

J'ai soulevé cet aspect pour rencontrer une objection que l'on entend faire. Cette objection est celle-ci : « pourquoi dépenser des centaines de millions pour une université européenne, alors que ces centaines de millions pourraient utilement être consacrées à l'amélioration des universités existantes ? »

Je pense qu'à ce stade de la discussion l'utilité de l'université européenne n'est plus contestée. Elle répond à un besoin profond et doit dès lors, pour toutes les raisons qui ont été à plusieurs reprises invoquées, être créée. Ce qu'il faut demander à nos gouvernements, c'est de faire un effort identique, pour leurs universités nationales, à celui que représente leur participation dans la création de l'université européenne. Je crois que nos six gouvernements devraient s'y engager pour des raisons d'équité,

pour des raisons de justice distributive, pour des raisons psychologiques aussi, afin d'éviter notamment que tout ce qui concerne la construction européenne ne soit battu en brèche par des considérations, égoïstes peut-être, mais non dépourvues de raison. C'est un aspect de la question qui ne peut être tranché par ce Parlement ; c'est un aspect que nous pourrions soulever dans nos parlements nationaux lorsqu'on y discutera de l'université européenne. Mais j'ai voulu rencontrer cet argument pour dégager la voie vers la création de l'université européenne.

Je désire aborder d'autres points et, notamment celui du rôle que l'université européenne est appelée à jouer dans le cadre de nos relations avec l'Afrique.

La plupart des territoires africains ont acquis ou sont sur le point d'acquiescer leur indépendance. Comme il a été dit à l'occasion d'autres débats, notre responsabilité ne cesse pas à ce moment-là. Au contraire, il incombe à nos pays ayant conduit ces territoires à l'indépendance de veiller à ce que cette indépendance ne soit point compromise. Il va de soi que de nombreuses années s'écouleront encore avant que l'organisation politique de ces territoires soit telle qu'ils puissent faire face par leurs propres moyens aux problèmes scientifiques.

L'U.R.S.S. vient de créer l'Université de l'amitié. Cette université est accessible aux étudiants de toutes races et de toutes nationalités, le but étant d'y attirer les futurs leaders africains et asiatiques.

La préoccupation politique est manifeste. Elle n'a d'ailleurs en soi rien de répréhensible : l'U.R.S.S. estimant que son régime est le meilleur, le mieux adapté aux besoins des territoires d'Afrique et d'Asie, elle en conclut que c'est rendre service aux dirigeants de ces territoires que de leur permettre d'acquiescer une formation dans le cadre de l'idéologie communiste.

Que le désir de gagner de l'influence dans ces territoires soit présent dans l'esprit des dirigeants soviétiques ne change rien à cette constatation fondamentale qu'en créant une université ils répondent à un véritable besoin dans le cas des nouveaux pays africains et asiatiques.

Quant à nous, nous estimons qu'il faut laisser au moins le libre choix à ces territoires à décider en toute indépendance de leurs structures politiques et la conclusion qui s'impose est l'obligation de créer l'organe devant leur permettre d'acquiescer la formation nécessaire pour pouvoir

juger ce qui est de leur intérêt et de l'intérêt de leurs peuples.

Ce qu'il faut surtout, c'est ne pas se laisser dépasser par le temps. L'université de l'amitié a manifestement été créée pour faire pendant à l'Université européenne ; l'initiative de sa création est venue après que l'idée de l'Université européenne avait été lancée. Comme toujours cependant, malheureusement, sa réalisation a été plus rapide. Il ne nous reste dès lors qu'à faire diligence.

Pour exécuter plus spécialement cette tâche, je crois d'ailleurs qu'il vaudrait mieux que le Conseil européen de l'enseignement supérieur et de la recherche qui sera chargé de l'exécution des dispositions relatives à l'Université européenne créée, tout au moins à ses débuts, un institut spécialisé. Il peut soit le créer de toute pièce, soit, s'il reçoit des propositions, agréer un ou des instituts existants, instituts qui auraient fait leurs preuves dans la formation de spécialistes pour les territoires africains.

De tels instituts existent : dans mon pays, il y a l'université des territoires d'outre-mer qui formait jusqu'ici les fonctionnaires coloniaux. Dans toutes les enceintes publiques, il a été rendu hommage au travail effectué par le cadre des fonctionnaires territoriaux au Congo belge, ce qui implique automatiquement la reconnaissance de la valeur de l'enseignement. Puisque cet institut, pour le moment tout au moins, ne semble plus avoir d'utilité immédiate, il pourrait être transformé rapidement en institut européen avec un corps professoral élargi et un auditoire européen et africain. Ce serait chose utile dans l'intérêt de tous. Pareille agrégation qui permettrait une transformation rapide constituerait un exemple spectaculaire du désir d'agir et un excellent contrepoids à l'initiative soviétique, initiative que nous n'avons nul intérêt à laisser seule sur le terrain.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le rapport du Comité intérimaire, malgré toutes les objections qu'on peut faire à son sujet, objections qui résultent du fait qu'il s'agit manifestement d'un compromis a eu ce grand avantage de permettre la discussion. Je manquerais à mon devoir si je n'exprimais la reconnaissance certainement de la plupart des membres de cette Assemblée pour la célérité avec laquelle le Comité intérimaire a travaillé.

En présence des hésitations et des tergiversations de certains gouvernements, chaque fois qu'une initiative menant vers l'intégration po-

litique est prise les Exécutifs européens constituent pour nous de puissants alliés. Il est heureux de constater à quel point ils font montre de sens politique ; le travail du Comité présidé par M. Hirsch en est une nouvelle preuve. Je suis sûr que les Exécutifs trouveront dans cette Assemblée le plus large et le plus enthousiaste appui dans le combat qu'ils mènent.

Mesdames, Messieurs, j'aurais voulu faire d'autres remarques encore pour approuver notre rapporteur dans sa prise de position concernant l'emploi des langues à la future Université, pour regretter que le siège de la nouvelle Université ne puisse être que provisoire étant lié à l'ensemble du problème du siège de nos institutions, pour demander de ne pas laisser perdre l'acquis que constitue pour nous le collège de l'Europe.

J'aurais voulu insister également pour l'instauration d'une politique généreuse en matière de bourses d'études. Il ne faut pas que les conditions soient telles que seuls quelques privilégiés puissent étudier à l'Université européenne. Les portes de cette Université doivent être ouvertes au plus grand nombre d'étudiants possible. Je regrette de ne rien trouver à ce sujet dans le rapport de M. Geiger.

Ce qui importe, en définitive, c'est que nos gouvernements acceptent de bon cœur de continuer dans la voie ouverte par la signature des Traités de Rome. Rien ne serait aussi néfaste pour l'état d'esprit communautaire que d'avoir à constater que chaque pas en avant est fait contraint et forcé, sans conviction et sans enthousiasme.

(Applaudissements.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn De Kinder. Das Wort hat Herr Duvieusart.

M. Duvieusart. — Monsieur le Président, c'est avec gratitude, avec une foi ardente que je salue l'œuvre dirigée par M. le Président Hirsch et à laquelle la commission compétente, sous l'impulsion de son rapporteur M. Geiger, a apporté une collaboration certainement efficace.

Je ne comprendrais pas comment nos gouvernements pourraient rester insensibles à une manifestation qui s'est exprimée sur les bancs des différents groupes politiques de l'Assemblée et par des représentants de tous les pays. L'approbation de notre Assemblée est unanime et l'on ne saurait douter qu'elle s'est prononcée pour la création d'une Université européenne.

Le caractère alarmant de l'intervention de M. Bégué m'a frappé: Notre collègue a mis en évidence ce qu'avaient d'impressionnant le surgissement asiatique et d'inquiétant l'apport insuffisant qui était fait au développement et à la défense de l'âme européenne.

Je n'ai rien à ajouter. Je n'apporte que ma modeste adhésion à ces appuis qui ont été donnés à l'œuvre de l'Université européenne et je vois dans cet accord général de l'Assemblée, dans l'action énergique de la commission et du groupe intérimaire, une raison de plus à la satisfaction et à l'optimisme que j'ai exprimés hier au nom du groupe démocrate chrétien en ce qui concerne la construction de l'Europe.

Mais, Mesdames, Messieurs, l'Université n'est pas seulement un bâtiment, une institution: Elle est toute la promotion intellectuelle d'un pays et dans ces conditions, je crois que M. le Président et M. Hirsch m'autoriseront à évoquer brièvement une œuvre qui, dans un secteur particulier, fait honneur à ceux qui l'ont créée. Je veux parler des écoles européennes, qui a débuté à Luxembourg et, dont le développement se poursuit actuellement à Bruxelles.

Vous savez que l'école de Luxembourg compte 825 élèves, que l'institut de Bruxelles en a déjà 545. Vous savez que nécessairement ces instituts devront être multipliés dans les lieux où s'exerce notre action européenne, que ce soit à Moll, à Ispra, à Karlsruhe, ou dans ceux où est appelée à se développer l'action européenne. Quant à l'ampleur de son développement je vous laisse le soin de deviner ce que serait le succès de ces institutions si le libre accès des nationaux y était autorisé.

Je ne citerai pas de noms, à ce propos, car ceux qui ont travaillé à cette œuvre l'ont fait avec autant de modestie que de compétence et de foi; mais je veux rendre hommage à tous ceux qui furent à l'origine de la création de ces écoles européennes. Mais précisément leur succès, leur importance font peut-être souhaiter que leur développement ne se fasse pas dans des voies divergentes et que, notamment, le patronage de l'Université européenne leur soit accordée, sans qu'il s'agisse évidemment de substituer ce patronage aux initiatives qui se sont manifestées jusqu'à présent.

Je ne doute aucunement, Mesdames, Messieurs, que la sympathie agissante et éclairée de M. le Président Hirsch soit assurée à ces initiatives; mais je crois qu'il nous serait agréable de le lui entendre redire aujourd'hui et d'entendre pro-

mettre ce patronage du mouvement général à la tête duquel il se trouve en faveur des écoles européennes.

Si des écoles européennes sont appelées à un pareil développement, que nous saluons dès aujourd'hui et dont nous nous réjouissons, il importe évidemment que l'avenir de ceux qui fréquentent ces écoles soit assuré. Cet avenir serait pleinement assuré si des universités européennes au sens propre du mot étaient créées, si après que la première aura été instituée ici, d'autres étaient fondées, si des universités actuelles acceptaient d'européaniser leur caractère.

Mais en dehors de ces perspectives auxquelles je ne veux pas renoncer, il convient de souligner l'intérêt que présenterait la création d'une université complète pour ces jeunes gens qui auraient reçu leur formation primaire et secondaire dans des institutions européennes: Il faudrait peut-être même examiner la possibilité, l'éventualité de créer auprès de votre université un enseignement spécial dans la ligne des préoccupations européennes de cette jeunesse, avant même que vous n'ayiez réalisé le cadre de toutes les facultés.

C'est cependant, Mesdames, Messieurs, cette réalisation complète que nous devons espérer. Je sortirai d'ici impressionné, inquiet par l'évocation qui a été faite sur plusieurs bancs des efforts réalisés en Russie et en Chine. Comme le disait justement il y a un instant M. De Kinder, lorsque nous nous arrêtons devant ces réalisations ce n'est nullement pour critiquer l'effort de leurs auteurs, mais pour constater qu'aujourd'hui encore toute notre foi européenne n'est pas parvenue à faire surgir cette université, si nécessaire pour notre jeunesse européenne et aussi pour accueillir la jeunesse des autres parties du monde à laquelle nous avons la prétention de communiquer notre idéal.

Monsieur le Président Hirsch, pour la réalisation de cette tâche, tous nos espoirs reposent sur vous et vos collaborateurs et vous avez notre confiance.

(Applaudissements.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Duvieux. Das Wort hat Herr Friedensburg.

Abg. Friedensburg. — Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Die schöne Einmütigkeit, mit der hier der Plan der Gründung einer Europäischen Universität begrüsst worden ist,

darf uns über eine sehr ernste Tatsache nicht hinwegtäuschen, nämlich darüber, dass ausserhalb dieses Hauses eine heftige Kritik und Gegnerschaft gegen unseren Plan besteht.

Wir versuchen hier, das, was wir im Herzen tragen, zur Verwirklichung zu bringen. Wohl zum erstenmal finden wir aber gegen ein wichtiges europäisches Vorhaben eine Abneigung, eine Kritik, die wir nicht überhören dürfen. Es ist sehr schmerzlich für uns, die wir für den Gedanken einer Europäischen Universität eintreffen, dass gerade aus dem Kreis der nationalen Universitäten eine sehr heftige Gegnerschaft gegen den Plan der Gründung einer Europäischen Universität zutage getreten ist. Damit müssen wir uns auseinandersetzen. Es ist sehr schade, dass das nur in gedrängter Kürze geschehen kann.

Ich glaube, die Sorge vor einer Konkurrenz brauchen wir nicht ernst zu nehmen. Mit diesem Einwand brauchen wir uns nicht weiter auseinanderzusetzen. Unser Berichterstatter, Herr Geiger, hat bereits darauf hingewiesen, dass bei der Gründung der Berliner Universität vor 150 Jahren ganz ähnliche Eifersüchteleien aufgetreten sind. Ich habe inzwischen nachgeprüft und festgestellt, dass in den letzten Jahrzehnten überhaupt keine Universität in Deutschland gegründet worden ist, bei der nicht die bestehenden Universitäten von vornherein erheblichen Widerstand geleistet und der Gründung dringend widerraten haben.

Ernster müssen wir aber wohl den Einwand nehmen, dass durch diese neue Gründung eine gewisse Rangordnung geschaffen werde. Wir sollten uns bei der Auseinandersetzung mit diesem Einwand darüber klarwerden, ob und wo hier etwaige Gefahrenquellen vorhanden sind, die wir bei der Verwirklichung unsere Pläne ausschalten müssten.

Eine grosse akademische Organisation in Deutschland spricht in einer Verlautbarung geradezu davon, dass der Rang der wissenschaftlichen Forschungsstätten nicht durch eine äusserlich statuierte Abstufung oder Einordnung begründet werden dürfe.

Ich möchte feststellen, dass uns eine solche Abstufung oder Rangordnung völlig fernliegt. Insofern ist der Einwand eigentlich gegenstandslos. Ich weiss aus allen Äusserungen und Berichten nicht eine einzige Stelle anzuführen, die den Verdacht rechtfertigt, wir wollten mit dieser Europäischen Universität gewissermassen eine Universität höheren Ranges schaffen.

Ich bestreite also die Richtigkeit dieses Einwandes. Wir sind selbstverständlich durchaus entschlossen — und ich möchte das an dieser Stelle betonen —, keine Universität minderen Ranges entstehen zu lassen, und wir sollten diesen Grundsatz etwa bei der Aufstellung des Arbeitsprogramms berücksichtigen. Eine Universität, die nur eine Zweckuniversität wäre, wäre zweifellos eine Universität minderen Ranges gegenüber der grossen Mehrzahl der bestehenden Universitäten in den einzelnen Ländern. Aber genausowenig wie etwa die Euratom-Behörde glaubt, sie sei etwas Besseres, etwas Höheres als die einzelnen Atomministerien in den Ländern, genausowenig wollen wir zugeben, dass unsere Europäische Universität etwas Besonderes, etwas Höheres, etwas Wertvolleres darstellen solle.

In diesem Zusammenhang möchte ich auch den Einwand zurückweisen, wir verdunkelten und drängten durch die Gründung einer Europäischen Universität gewissermassen die Tatsache zurück, dass sich schon die bestehenden europäischen Universitäten in den einzelnen Ländern europäisch fühlen, sich bemühen, ihre Leute in europäischem Geiste zu erziehen und eine gewisse universelle, also abendländische Bildung zu vermitteln.

Das ist durchaus richtig, und trotzdem — Herr Geiger hat bereits eine Reihe von schönen Beispielen angeführt — können die nationalen Universitäten gar nicht mit derjenigen Universität und derjenigen klaren Zielsetzung den europäischen Gedanken vertreten, wie es bei unserer Universität der Fall sein soll.

Es handelt sich hier — und das möchte ich meinen Kollegen in meinem eigenen Lande, aber auch in den anderen Ländern sagen — tatsächlich um eine Lücke, die ausgefüllt werden muss. Sicher gibt es bei den einzelnen Universitäten eine Reihe von hervorragenden Hochschullehrern, die sich mühen, ihre Leute im internationalen, im europäischen Geiste zu erziehen. Aber eine systematische, klar durchdachte, in allen Einzelheiten immer wieder das eine Ziel anstrebende Unterrichtstätigkeit, Ausbildung und Erziehung im europäischen Sinne ist bisher an keiner der bestehenden Universitäten gegeben und braucht es auch gar nicht zu sein.

Es ist ganz klar, dass eine deutsche, eine französische Universität zunächst die Ausbildung für die Zwecke in dem eigenen Land im Auge hat: Man kann nicht alles auf einmal machen. Ich glaube, die bestehenden Universitäten sollten

sich deshalb durchaus darüber freuen, dass hier neben ihnen und in voller Anerkennung der von ihnen geleisteten wertvollen Arbeit nun auch noch eine Universität mit einer spezifisch europäischen Note entstehen soll. Diesen Universitäten wird damit nicht ein Steinchen aus der Krone gebrochen. Sie sollen uns unsere Existenzberechtigung lassen, genauso wie wir sie in ihrer Existenzberechtigung voll bejahen, anerkennen und uns über sie freuen.

Merkwürdigerweise können Sie bei denselben Kritikern unserer Gründung die Behauptung lesen: Ja, Kultur sei doch überhaupt etwas landschaftlich Bedingtes, etwas regional Wurzelndes. Dieselben Leute, die behaupten, dass eigentlich schon alle bestehenden Universitäten im europäischen Geiste tätig seien, behaupten, Kultur könne man nur in föderalistischem Geiste betreiben — wie wir es ja in Deutschland in gewissem Umfang durchzuführen versuchen.

Selbstverständlich ist Kultur landschaftlich, regional und auch national bedingt. Das können wir nicht leugnen und wollen es auch gar nicht. Die Wahrheit liegt darin, dass beides gar nicht voneinander zu trennen ist. Unsere ganze Arbeit beruht ja auf der geschichtlichen Tatsache, dass eine allzu enge Betonung der nationalen und sogar der regionalen und landschaftlichen Wurzeln unserer Kultur, unserer Geschichte, unserer Politik zum Verhängnis für Europa geführt hat. In voller Anerkennung der bestehenden nationalen und regionalen Werte wollen wir versuchen, eine gewisse übernationale, gemeinschaftliche, universelle geistige Entwicklung einzuleiten. Dazu brauchen wir diese neue Gründung so dringend wie das tägliche Brot.

Auf der anderen Seite wird eingewandt, diese Neugründung verewige einen gewissen kleineuropäischen Partikularismus nun auch noch kulturell. Wir haben in unserem Bericht auf diese Gefahr hingewiesen; Herr Geiger hat das unterstrichen. Wir sind fest entschlossen, hier nicht etwa eine kleineuropäische Universität entstehen zu lassen. Es handelt sich nicht darum, eine Universität zu gründen, eine geistige Ausbildung zu schaffen, die im engen partikularistischen Geist nur die heute zusammengeschlossenen sechs Länder berücksichtigt. Wir wollen vielmehr von vornherein Professoren und Studenten auch aus anderen Ländern heranziehen. Wir freuen uns über jeden Menschen, der aus den übrigen Teilen Europas zu dieser Universität kommt, ja, wir wünschen ausdrücklich, dass diese Universität der ganzen Welt offensteht. — Ich kann also auch diesen Einwand nicht als berechtigt anerkennen.

Man sagt — ich denke an einen Artikel in einer führenden europäischen Zeitung —, viel besser wäre es doch, den Austausch mehr zu pflegen, die Universitätsausbildung in den einzelnen Ländern anzugleichen und auf eine gegenseitige Anerkennung der Examen hinzuwirken. Ich meine, man kann das eine tun und sollte das andere nicht lassen. Selbstverständlich ist beides gut. Ich sehe nicht ein, warum jenem durchaus berechtigten und notwendigen Streben die Gründung einer Europäischen Universität im Wege stehen soll. Ich kann mir sogar denken, dass die gegenseitige Anerkennung der Examen durch die neue Universität erleichtert wird. Die Europäische Universität könnte in vieler Hinsicht wegweisend für eine Entwicklung wirken, die auf allen Seiten als notwendig anerkannt wird.

Wegen der zeitlichen Bedrängnis möchte ich auf die Darlegung einer Reihe von Gesichtspunkten verzichten. Aber ein Wort möchte ich in diesem Zusammenhang an die Euratom-Kommission — beziehungsweise ihren Präsidenten — richten, die sich in sehr erfreulicher Weise dieser Aufgabe angenommen hat und sich — im Gegensatz zu mancher Enttäuschung, die wir erleben — sehr bemüht, die bestehenden vertraglichen Bestimmungen nicht allzu eng auszulegen, sondern die darin gegebenen Möglichkeiten auszuschöpfen. Ich möchte die Euratom-Kommission bitten, die Frage der Unabhängigkeit der neuen Universität fest im Auge zu behalten und in dieser Hinsicht auch jeden Schein einer negativen Haltung zu vermeiden. Es kommt ja vorläufig auf dieser Welt nicht auf das an, was wirklich ist, sondern darauf, welcher Eindruck besteht. Es wäre misslich — wir haben darüber im Ausschuss gesprochen —, wenn der Eindruck bestände, dass hier eine von irgendeiner europäischen Stelle dirigistisch geleitete Forschungsanstalt errichtet werden solle. Es soll eine freie, unabhängige, in den Beschlüssen über sich selbst bestimmende Anstalt entstehen und nicht ein Organ einer Behörde.

Lassen Sie mich zum Schluss noch auf etwas eingehen, was mir immer besonders am Herzen liegt; das ist die Sprachenfrage. Wir rühren hier an einen Kernpunkt der ganzen europäischen Arbeit. So dankbar wir unseren technischen Apparat hinter den Glaswänden begrüßen — er täuscht uns über die sehr missliche Situation hinweg, dass wir uns nicht genügend miteinander verständigen können. Ich halte es für dringend notwendig, dass die Universität, die wir schaffen wollen, dieser Schwierigkeit Rechnung trägt. In der Bibel wird erzählt, dass der

liebe Gott den Menschen, als er über sie ergrimmete, die Sprache verwirrte und sie dadurch unfähig machte, miteinander auszukommen und miteinander gemeinsame Arbeit zu leisten. Wir müssen dieser babylonischen Sprachverwirrung entgegenwirken. Ich halte es daher für dringend notwendig, bei der Zulassung zu der Europäischen Universität — so liberal wir sie im übrigen handhaben — gute Sprachkenntnisse zu verlangen. Geradezu eine der Vorbedingungen dafür, dass die Europäische Universität ihre Aufgabe erfüllen kann, ist, dass sich die Dozenten und Studenten an dieser Universität mündlich und schriftlich in der französischen Sprache ausdrücken können.

Im übrigen beglückwünsche ich alle, die sich dieser Mühe unterzogen haben. Wir haben hier eine grosse, schöne Aufgabe angepackt. Hoffen wir nur, dass die Pläne bald Wirklichkeit werden.

(Beifall.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Friedensburg.

Das Wort hat Herr Corniglion-Molinier.

M. Corniglion-Molinier. — Messieurs, je dois à mes amis du groupe libéral et à la courtoisie du président Geiger de prendre très brièvement la parole. Mon ami Charpentier et moi-même ayant été des commissaires bavards et indisciplinés, et étant intervenus beaucoup trop souvent dans la discussion, le président Geiger a pensé qu'il fallait absolument appliquer une sanction — surtout à l'égard d'un général — et c'est pourquoi je suis chargé de vous exposer quelques points de la nouvelle proposition de résolution de M. Geiger.

Parmi ceux-ci, les paragraphes 4 et 5 méritent une attention toute particulière. Il y est dit, en effet, et je cite : « Il faut doter l'Université européenne d'un statut qui lui garantisse l'autonomie ainsi que la liberté totale de l'enseignement et de la recherche.

« Pour cette raison, une grande partie des professeurs de cette Université doivent jouir des garanties accordées au corps enseignant universitaire. Ils doivent être nommés à vie et ne peuvent être, sous les réserves d'usage, ni licenciés, ni mutés. Pour des raisons propres au travail scientifique, cette réglementation devra s'appliquer tout au moins aux directeurs d'instituts. Les directeurs des départements seront également choisis parmi les professeurs nommés à vie. »

Ces deux paragraphes nécessitent peut-être une brève explication. Ils se réfèrent au paragraphe 115 du rapport de M. Geiger où il est affirmé, à juste titre d'ailleurs, que « les professeurs de cette Université doivent être nommés fonctionnaires à vie du corps enseignant universitaire. Ils ne doivent pas pouvoir faire l'objet de mesures de mutation et leur licenciement ne pourra survenir qu'en cas de manquements professionnels graves ou de condamnations pénales ».

Par là, le rapporteur n'a certainement pas voulu mettre les professeurs en dehors ou au-dessus des lois qui régissent le commun des mortels.

Un professeur qui se rendrait coupable d'actes graves prohibés par le code pénal ne saurait, bien entendu, conserver son poste.

De plus, la nomination à vie de ces professeurs ne peut certes pas les dispenser de prendre un jour, le plus tard possible, je l'espère, leur retraite.

Cette nomination ne les soustraira pas non plus à l'exécution des devoirs de leur charge ; et un professeur qui s'avérerait incompétent par la suite, ou négligent dans l'exercice de ses fonctions, ne resterait certainement pas longtemps en place.

La commission a donc simplement voulu, par ces deux paragraphes de la proposition de résolution, souligner son désir de voir l'Université européenne disposer, elle aussi, de la *large autonomie administrative* et de la *vaste liberté d'enseignement et de recherche* qui caractérisent les universités de nos pays d'Europe.

Et maintenant, permettez-moi de me réjouir, à titre personnel et comme sénateur de la Communauté française, du fait que les propositions du Comité intérimaire prévoient expressément l'accès de l'Université européenne aussi bien aux enseignants qu'aux élèves et aux ressortissants des pays d'outre-mer.

Pour terminer, je voudrais remercier tout particulièrement M. le président Hirsch. J'ai eu l'honneur, pendant plus d'un an, d'être son ministre quand il dirigeait les services du plan en France. C'est intellectuellement sans doute une des plus heureuses années de ma vie. J'ai pu apprécier non seulement sa brillante intelligence, mais aussi son acharnement qui rendait quelquefois ma tâche assez difficile, mais en fin de compte nous avons de bons résultats. Je suis sûr que, grâce à lui, le projet qui nous préoccupe au-

jourd'hui deviendra une heureuse et belle organisation aussi bien pour l'Europe que pour l'Afrique et, en fin de compte, pour l'humanité.

(Applaudissements)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Corniglion-Molinier.

Das Wort hat Herr Janssen.

De heer Janssen. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou gaarne hulde willen brengen aan de motorische kracht die President Hirsch, vooral in het afgelopen jaar, ten toon gespreid en besteed heeft aan de oprichting van de Europese universiteit.

Wij zijn er allen van overtuigd dat die universiteit er moet komen en snel moet komen. Daarom is het zozeer te betreuren dat, naar wat ons verteld wordt en wat wij horen uit de richting van de Raden van Ministers en wat wij ook zien in het interimrapport van de Commissie, men er nog niet uitgekomen is het juridisch uitgangspunt voor die universiteit vast te stellen. Dit heeft uiteindelijk toch zijn repercussie op het tot stand komen van de universiteit, ook in politieke zin.

Wanneer men ervan overtuigd is dat deze universiteit, zoals zij hier nu geconcipieerd wordt, ook in het interimrapport, niet kan steunen op artikel 9, lid 2 van het Verdrag, zou er toch een ander verdrag of een andere overeenkomst moeten komen, waardoor die universiteit wel kan worden gesticht. Gaan wij uit van de gedachte dat er een afzonderlijke overeenkomst of een afzonderlijk verdrag moet komen, dan betekent dit dat, in de democratie, die wij toch in alle zes de staten op zo hoge prijs stellen, de zaak in de nationale parlementen moet worden besproken.

Zo daarentegen een figuur gevonden wordt waarbij men op een of andere manier toch deze universiteit als een executie van artikel 9, lid 2 van het Euratomverdrag zou aanvaarden, dan is het heel juist — wij hebben dat ook in de ontwerp-resolutie van de Commissie neergelegd en dat zal met kracht door ons verdedigd moeten worden — dat ook moet worden aanvaard door allen die bij het politieke leven in de zes lidstaten en in de Gemeenschap betrokken zijn dat in dit Parlement zal moeten worden besproken het tot stand komen van de universiteit, evenals de wijze waarop de uitvoering zal moeten geschieden, zodat de gehele opzet van deze universiteit er zijn bekrachtiging zal moeten vinden.

Ik geloof dat dit alles geen vertragingen zal behoeven te hebben en ook geen vertraging zón hebben gegeven, wanneer men het in het Interim-Comité hierover eens was geworden en wanneer de Raden snel tot een oplossing waren gekomen.

Wat zien wij immers, mijnheer de Voorzitter? Wij zien dat in het rapport van het Interim-Comité over dit probleem wordt heengelopen. In het rapport staat op blz. 32 van de Nederlandse tekst: « Gezien de bepalingen van de Verdragen van de Gemeenschappen en in het bijzonder artikel 9, lid 2, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, ... » Wanneer men eruit was gekomen, had er gestaan: « Krachtens de bepalingen van de Verdragen ... ».

Hieruit blijkt duidelijk dat men dit probleem niet heeft kunnen oplossen, terwijl het toch van de grootste betekenis is dat het wordt opgelost.

Mijn geachte collega, de heer Friedensburg en anderen hebben juist op de grote politieke betekenis van de op te richten universiteit gewezen.

Het is toch duidelijk dat dit grote politieke evenement van het stichten van de universiteit en van alle politieke instituten die hierbij moeten ontstaan, te zijner tijd de goedkeuring en de regelmatige belangstelling van ons Parlement zal moeten hebben.

Het is mij daarom ook zo uit het hart gegrepen dat in de resolutie eveneens aandacht is geschonken aan het controlerecht van ons Parlement op de budgetten van de toekomstige universiteit.

Ik geloof dat wij in die zin in de Commissie de gelukkige oplossing hebben gevonden om te verwijzen naar de procedure die de instellingen van de Gemeenschappen gemeen hebben.

Daardoor wordt immers bereikt dat naar mate het budgetrecht ten opzichte van die instellingen zich ontwikkelt, tegelijkertijd ook het budgetrecht van het Parlement ten opzichte van de universiteit zal worden versterkt.

Het is ook daarom dat ik het zo betreur dat de juridische basis van de Europese universiteit nog niet is gevonden.

Bij geruchte is mij gebleken dat ook de financiën voor deze universiteit nog een hinderpaal zijn. Het is niet alleen, dat men touwtrekt over bijdragen en de aandelen daarin, maar zelfs

over de voorfinanciering. Ik dacht werkelijk dat in deze wereld van geld, waarin wij op het ogenblik leven, een voorfinanciering heus geen probleem zou behoeven te zijn, vooral niet wanneer in elk geval de borg van enige goedwillende landen aanwezig zou zijn.

In ons gezelschap zijn toch instellingen vertegenwoordigd, die over de nodige middelen beschikken om eventueel een voorschot te geven.

Het zou mij b.v. toch heel erg tegenvallen wanneer een orgaan als de Hoge Autoriteit aan de voorfinanciering niet zou willen medewerken. De Hoge Autoriteit kan uiteraard bepaald niet zonder meer zeggen: ik steek het geld erin. Ten slotte zijn de heren van de Hoge Autoriteit ook geen Rockefeller. Zij zouden echter voor enige tijd een krediet kunnen geven. Het komt mij voor dat dit de zaak ten goede zou komen.

Mijnheer de Voorzitter, ik geloof dat ik het, na alles wat er reeds ten voordele van de universiteit is gezegd, hierbij kan laten. De twee dingen die ik ter sprake heb gebracht lagen mij erg na een het hart.

(Applaus.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Janssen

Das Wort hat Herr Posthumus

Der Präsident. — Das Wort hat Herr Posthumus.

De heer Posthumus. — Mijnheer de Voorzitter, na de positieve opmerkingen van de heer Janssen, geloof ik niet dat het nog nodig is dat een andere uit Nederland afkomstige afgevaardigde daaraan nog iets toevoegt.

Der Präsident. — Wir beginnen nunmehr mit den Antworten der Exekutiven. Das Wort hat Herr Coppé, Vizepräsident der Hohen Behörde.

De heer Coppé, Vice-Voorzitter van de Hoge Autoriteit. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou enkele opmerkingen willen maken over een gelegenheid die nog niet is aangeraakt in dit debat, tenzij eventjes door de heer Friedensburg, en die mij na aan het hart ligt.

Ik geloof, Mijnheer de Voorzitter, dat men nu genoeg de nadruk heeft gelegd op het belang van de uitwisseling op universitair niveau, die in het derde hoofdstuk van het interim-verslag is behandeld. Ik wil er speciaal op wijzen dat het uiteindelijk doel waarnaar wij moeten streven het vrije verkeer van alle universiteiten tussen

de verschillende landen van onze Gemeenschap is. Dit punt is dan ook in het verslag van de heer Geiger behandeld, die erop wijst dat op het ogenblik ten aanzien van het vrije verkeer van studenten van onze universiteiten vrij veel belemmeringen bestaan. Om deze te kunnen wegwerken, lijkt het mij absoluut noodzakelijk dat er een zekere harmonisatie van de programma's en een zekere equivalentie tussen de diploma's en de certificaten van onze universiteiten tot stand komt.

Vanzelfsprekend is de harmonisatie van de programma's geen doel op zichzelf, want een zekere differentiatie in de programma's is niet alleen nuttig, maar, ik zou bijna zeggen, zelfs onmisbaar. Ze mag echter geen hinderpaal worden voor het vrije verkeer en de vrije uitwisseling van de studenten van onze universiteiten.

De eerste Europese universiteit zou daarbij, naar mijn oordeel, een prototype moeten zijn.

Ik verwijs hier naar de les van de ervaring. Indien wij uiteindelijk in Europa gekomen zijn tot een Europees baccalaureaat, is dit gebeurd naar aanleiding van de school die acht jaar geleden voor het eerst in Luxemburg werd opgericht.

Het maken van een programma voor die Europese school heeft tien jaar lang inspanningen gevegd, die echter nooit tot een vruchtbaar resultaat hebben geleid. Het is nu eenmaal zo dat ieder bevoegd ambtenaar in onze ministeries van onderwijs ervan overtuigd is dat zijn programma het beste is, dat alles in dit programma onontbeerlijk is en bovendien onvervangbaar.

Na de Europese school te Luxemburg is de Europese school te Brussel gesticht en thans staan wij op het punt er nog twee nieuwe in het leven te roepen, namelijk te Mol en te Ispra. Ik ben overtuigd dat deze gelukkige evolutie pas een begin is. Daarom is er een vereiste waarop ik meer speciaal de nadruk wil leggen: die eerste Europese universiteit moet slechts een eerste zijn en zij moet uiteindelijk compleet zijn. Immers, het is uit dit streven naar een complete Europese universiteit, dat het dynamisme zal ontstaan dat moet leiden tot een minimum harmonisatie van onze universiteit en tot het vrije verkeer van onze studenten.

Wij moeten niet treuren over dat gedeeltelijk begin van de eerste Europese universiteit. In het beginstadium althans zal zij niet compleet zijn. Wij dienen echter te bedenken dat de Europese

economische integratie ook met een partiële integratie is begonnen, namelijk die voor kolen en staal. Wij hebben toen de grondslagen gelegd. Laten wij nu hetzelfde doen ten opzichte van de Europese universiteit. Alle mensen van goede wil kunnen dan verder werken aan de intellectuele en culturele toenadering tussen onze landen, in de eerste plaats aan die van onze jeugd. Wij zullen ervoor zorgen dat elk provincialisme en elk nationalisme van onze universiteiten verdwijnt.

Tot al degenen die bang zijn — en m.i. terecht — voor een monopolie dat aan een nieuwe Europese universiteit van een apart type zou worden gegeven, zou ik willen zeggen dat de eerste Europese universiteit geen doel op zichzelf is, evenmin als de harmonisatie van de programma's een doel op zichzelf is, evenmin als het vrije verkeer van de studenten op zichzelf een doel is. In de weg, welke voert naar de eerste Europese Universiteit moeten wij echter zien een weg, welke al de Europese universiteiten tot elkaar brengt en al onze studenten voert tot steeds meer universalisme, zulks als een normaal goed, niet alleen voor enkele bevoorrechten met een ruimere kijk of meer speciale kansen, maar voor al degenen die het geluk hebben een universiteit te kunnen bezoeken.

(Applaus.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Coppé. Das Wort hat Herr Petrilli, Mitglied der Kommission der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft.

Petrilli, Membro della Commissione della Comunità Economica Europea. — Signor Presidente, onorevoli parlamentari, ho seguito per conto della Commissione esecutiva della Comunità Economica Europea il rapporto dell'on. Geiger e il dibattito che ne è seguito e sono convinto dell'utilità e del contributo apportato alla soluzione di questo problema che ci sta particolarmente a cuore.

Desidero riaffermare, signor Presidente, che noi abbiamo fiducia, ferma fiducia, che le eventuali divergenze e le eventuali difficoltà che ancora sussistono per la soluzione di questo problema saranno superate con lo stesso spirito comunitario che ha caratterizzato, sino ad ora, la nostra azione, e che si potrà trovare insieme una soluzione e una composizione armonica delle diverse tesi, in presenza e in contrasto.

Desidero riaffermare ancora la solidarietà tra i tre Esecutivi, in particolare con le tesi del presidente Hirsch che è stato, noi possiamo ben

dirlo, una bandiera per questo problema che ci interessa.

A nome del nostro Esecutivo desidero però confermare, signor Presidente, tre punti particolari che interessano la nostra azione.

Primo, che scopo della nuova università europea non può essere solo quello di formare dei quadri per le nostre istituzioni, ma piuttosto quello di cercare di creare una nuova coscienza europea, di diffondere la conoscenza dei problemi che sono legati alla nostra nuova costruzione e di favorire lo sviluppo di una nuova cultura europea.

Ecco perché noi vogliamo sottolineare l'esigenza di una università, nel senso proprio del termine, con estensione graduale a tutte le facoltà e a tutti gli insegnamenti, e con un carattere degli studi che permetta, che favorisca anzi, anche la ricerca pura.

In secondo luogo, signor Presidente, noi desideriamo che si faccia luogo nel campo dell'insegnamento a quelle materie che sono relative alla cultura, all'economia, alla sociologia dei territori d'oltremare, e nel campo della partecipazione degli studenti, noi desideriamo che siano aperte, nel modo più vasto possibile, le porte a discepoli provenienti da tali paesi, e questo perché sia nobilitata sul piano culturale quella forma e quell'azione di integrazione economica che è in atto tra i nostri paesi e i paesi d'oltremare.

Infine noi desideriamo che sia mantenuta la nuova università nel quadro comunitario. Intendo con questo non certamente dire che l'università sia posta sotto la guida o il controllo degli esecutivi o di altre istituzioni della Comunità, convinti come siamo che l'indipendenza e la libertà sono per una università ragione stessa di vita, ma piuttosto per sottolineare che tutto il nostro sforzo verso l'integrazione deve essere nel senso di un movimento unico, non frammentato, né disperso, e ispirato alle stesse sorgenti spirituali.

In conclusione, signor Presidente, ed in altri termini, se tutte le università sono nate, nel contesto politico, umano, religioso, sociologico di determinate società, se molte di esse sono state espressione di movimenti di idee che nascevano e si sviluppavano, il nostro Esecutivo è di avviso che l'università europea debba nascere dal movimento verso l'unità europea che tutti ci unisce e ci anima, e che di tale movimento

l'università debba rappresentare il cervello, la coscienza, l'espressione.

Grazie signor Presidente.
(*Applausi*)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Petrilli.

Das Wort hat Herr Hirsch, Präsident der Kommission der Europäischen Atomgemeinschaft.

M. Hirsch, président de la Commission de l'Euratom. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je n'ai pas l'intention, compte tenu de l'heure des préoccupations de M. Bertrand, de revenir sur le fond du problème. Ce serait d'ailleurs superflu après ce qui a été déjà dit au cours du débat. Je me limiterai donc à quelques mots.

Tout d'abord, je tiens à exprimer nos remerciements très sincères à la commission de la recherche scientifique, tout particulièrement à son rapporteur et président M. Geiger, pour le travail d'une tenue exceptionnelle qu'il a fourni. Ce travail est, pour nous, un appui extrêmement solide, parce qu'il répond aux objections de certains adversaires de l'Université européenne, ceux qui considèrent qu'il est dangereux de sortir des formules traditionnelles et, si je puis ainsi dire, de la routine, ceux qui ont peur qu'une telle politique ne bouleverse leurs habitudes.

M. Geiger a répondu à ces objections de la façon la plus positive et la plus constructive et je lui en suis très reconnaissant.

Il y a une deuxième catégorie d'adversaires et celle-là est beaucoup plus dangereuse. Ce sont, en réalité, les adversaires de l'Europe. Ils sont hostiles à la création d'une Université européenne parce qu'ils savent que cette création est un élément extrêmement dynamique en faveur du développement de la construction européenne. Je voudrais reprendre la formule excellente de M. Bégué qui a dit, fort justement, qu'il n'y aura pas d'Europe sans une Université qui en soit le creuset.

C'est pour cette raison que nous nous heurtons à certaines difficultés, mais je suis convaincu que nous les surmonterons grâce à l'appui de votre Assemblée qui, selon la formule de M. Duvieusart, est un appui universel puisqu'il rencontre l'approbation sans réserve de tous les partis et de tous les pays.

Je suis convaincu que ce sera un élément essentiel de succès dans le combat que nous livrons et qui n'est pas encore gagné. Il est certain que ce n'est pas sur la base d'intérêts purement matériels qu'on établit les véritables constructions. Ces constructions sont destinées à réaliser un idéal. Notre idéal européen est, d'abord, un idéal de civilisation, de fraternité et de générosité. Et là, nous rencontrons les préoccupations manifestées par un certain nombre d'orateurs sur le rôle de l'Université à l'égard des pays en cours de développement pour lesquels nous avons des responsabilités particulières.

C'est aussi un idéal de paix et c'est, avant tout, un idéal de liberté. La liberté est certainement, pour nous, Européens, la valeur essentielle à laquelle nous sommes prêts à tout sacrifier. L'expérience, je dirai même certaines expériences les plus récentes, montrent que ce sont les universités qui constituent les derniers bastions de la liberté. C'est pourquoi la création d'une université européenne est quelque chose d'essentiel pour nous et c'est aussi pourquoi, je tiens à le répéter, nous avons prévu, dans la conception de cette université, une formule d'entière liberté académique. Ce ne sont pas les Communautés ou leurs Exécutifs qui ont l'intention d'apporter la moindre entrave à cette liberté.

M. Duvieusart a très justement évoqué, à l'occasion de ce débat, les écoles européennes. Il est certain que ces écoles, qui connaissent un très grand succès, ont facilité la conception et le développement de l'idée de l'Université européenne. Je puis dire à M. Duvieusart que nous soutenons fermement ces écoles. Comme il l'a indiqué, nous allons faire des écoles identiques partout où nous aurons des centres de recherches.

D'ores et déjà, nous nous sommes adressés au premier directeur de l'école de Luxembourg, qui y a accompli un travail réussi, pour mettre en place l'école d'Ispra. Nous avons l'intention d'établir une école européenne à Petten et à Karlsruhe, de sorte que nous essaierons ainsi des foyers de culture européenne dans toute l'Europe.

Je remercie à nouveau l'Assemblée pour l'appui constructif qu'elle apporte à l'œuvre qui est si fondamentale pour le développement de l'Europe.

(Applaudissements.)

Der Präsident. — Ich darf Herrn Präsidenten Hirsch unseren ganz besonderen Dank aussprechen.

Ich verlese nunmehr den Entschliessungsantrag des Ausschusses:

(Siehe Dok. Nr. 60)

(Voir doc. n° 60)

(Vedi doc. n. 60)

(Zie doc. no. 60)

Ich habe gehört, dass zur Abstimmung noch Erklärungen abgegeben werden sollen. Herr Poher, Sie haben sich für eine Erklärung zur Abstimmung gemeldet. Ich erteile Ihnen das Wort

M. Poher. — Il ne s'agit à proprement parler d'une explication de vote: Je désire poser une brève question à M. le Président Hirsch, en le félicitant, non seulement de l'intervention qu'il a faite avec nos amis des autres Communautés, mais aussi du fructueux travail qu'il a accompli à la tête du comité pour l'Université européenne.

Monsieur le Président, je voudrais redire ce que certains collègues ont déjà dit tout à l'heure sur l'intérêt considérable que cette Université européenne présente pour les pays sous-développés et plus particulièrement pour ceux qui nous sont étroitement associés. On a même pu penser qu'une université spéciale pourrait être créée afin de recevoir les ressortissants des pays d'outre-mer et de favoriser ainsi l'épanouissement d'une élite en harmonie avec les conceptions de nos six pays.

En effet, il importe de dispenser le plus largement possible, aux Africains notamment un enseignement culturel et technique, car vous savez que, par exemple à Moscou, l'Université de l'amitié existe qui pourrait, le cas échéant, offrir de telles facilités à ces populations qui nous sont si chères:

J'en viens à ma question. Je ne sais pas si un tel projet peut recevoir une suite et j'ignore si ceux qui ont fait cette proposition sont des utopistes, mais dans le cadre le plus strict du problème qui nous intéresse aujourd'hui, je demande à M. le Président Hirsch s'il est bien d'accord pour que soient développées le plus largement possible les enseignements et les recherches dans les divers domaines ainsi bien économique, juridique, social et politique, que dans celui du développement des civilisations et pour qu'on fasse, dans cet ordre d'idée, le plus large appel aux ressortissants africains. Dans cette hypothèse, l'on pourrait peut-être éviter la création d'une université spéciale.

Allant plus loin, je demande que, dans cette Université européenne en projet, soient appelés le maximum d'Africains afin d'établir les contacts les plus étroits avec les universités existantes dans les pays d'outre-mer. Le cas échéant, il faut prévoir, non pas seulement des échanges, mais aussi la possibilité de participer, dans les diverses disciplines qui auront été mises au point, au travail fructueux qui se fait outre-mer.

Autrement dit, il faut que le lien que nous envisageons devienne de plus en plus étroit, car si nous avons besoin de former des Européens, nous avons aussi besoin de former assez vite des cadres eurafricains et de permettre aux élites africaines d'être en mesure de jouer le rôle que l'on attend d'elles.

(Applaudissements.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Poher. Das Wort hat Herr Vanrullen:

M. Vanrullen (non revu par l'orateur). — Monsieur le Président, j'aurais pu ne dispenser d'intervenir étant donné que l'unanimité de la délégation française s'est, jusqu'ici, réalisée en faveur de la création de l'Université européenne. Mais puisqu'il est signalé de divers côtés que la réalisation de cette œuvre que nous souhaitons tous peut être différée de par la mauvaise volonté d'un gouvernement, je suis amené à dire que nous ne pouvons pas accepter, bien que Français, que notre Gouvernement s'oppose à cette réalisation.

Lors des interventions qui eurent lieu, je crois, au mois d'avril dernier, tous les représentants des divers partis politiques français ont déclaré ici, qu'il n'y avait pas d'hésitation à avoir; et pour citer l'un de mes collègues du groupe libéral, il soulignait qu'il s'agissait d'une idée noble à laquelle tout Européen sincère ne pouvait que souscrire et que, si le projet lui-même ne correspondait pas très exactement à la lettre du traité s'il ne pouvait pas être fondé en droit, il faudrait, si c'était nécessaire, créer le droit.

Nous sommes restés dans les mêmes dispositions. Mais il semble que, de certains côtés, on ait envisagé, dans l'optique de ce que certains ont appelée l'Europe des patries, que la création d'une Université européenne était contestable et qu'il fallait plutôt s'orienter vers des instituts ou des institutions qui échapperaient au contrôle des exécutifs européens, qu'il fallait essayer d'obtenir la priorité en faveur d'instituts universitaires, c'est-à-dire de groupements locaux au

sein des universités nationales. L'on a pu alors dire — et je serais heureux que M. le Président de la Commission de l'Euratom pût m'éclairer sur ce point — que les délégués du gouvernement français, après s'être déclarés d'accord lors des débats au sein du Comité intérimaire, seraient revenus, après consultation de leur gouvernement, disant qu'il ne pouvait pas y avoir d'université qui ne soit pas nationale, que l'Etat français ne pouvait pas abandonner ses droits sur l'école et qu'en conséquence, il envisageait la création d'institutions qui seraient soumises au contrôle des gouvernements.

Ceci est d'ailleurs, d'une manière assez paradoxale, en opposition avec de récentes mesures prises dans le domaine universitaire et scolaire en France et c'est pourquoi je serais heureux que M. le Président de la Commission de l'Euratom, qui a été tenu au courant de l'opinion ainsi manifestée, puisse, ou la confirmer ou l'infirmer. Pour nous, membres du groupe socialiste français, nous sommes convaincus de la nécessité de la création de cette université, et malgré les réticences de ceux qui, dans des déclarations officielles, déclarent vouloir construire l'Europe alors que, dans la réalité, ils essayent constamment de s'opposer aux réalisations pratiques, nous sommes sûrs que ces résistances seront brisées et que, malgré la mauvaise volonté de certains, l'Europe se fera.

C'est la solution d'avenir qui répondra très exactement aux souhaits du groupe que je représente ici.

(Applaudissements.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Vanrullen.

Das Wort hat Herr Hirsch, Präsident der Kommission der Europäischen Atomgemeinschaft.

M. Hirsch, président de la Commission de l'Euratom. — Je répondrai très brièvement, Monsieur le Président, parce que les aiguilles de la pendule tournent.

A M. Poher, je confirme que, dans le cadre de l'activité de cette Université, il est prévu effectivement d'étudier et d'enseigner les sujets qui intéressent les pays en voie de développement.

Comme l'a souligné, tout à l'heure, M. Corniglion-Molinier, l'accès à cette université sera largement ouvert tant au corps enseignant qu'aux étudiants des pays d'outre-mer.

Mais je considère que ceci n'est pas suffisant pour résoudre le problème immense que posent les relations culturelles avec ces territoires. Je suis convaincu qu'il faudra faire autre chose, quelque chose de spécial pour résoudre ce problème. L'Université européenne ne peut y contribuer, mais ce serait une illusion de penser que cela suffirait à répondre aux préoccupations légitimes rappelées par M. Poher.

M. Poher, rapporteur. — Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. Hirsch, président de la Commission de l'Euratom. — La question posée par M. Vanrullen me met dans une situation un peu délicate. Je crois qu'il n'est pas tout à fait correct pour le président d'un exécutif de dévoiler le détail des discussions et des prises individuelles de position dans le cadre des débats du Conseil de ministres. Il est clair que nous nous trouvons devant certaines difficultés qu'il me paraît inutile de préciser davantage.

Il est important que, dans tous les parlements, ceux d'entre vous qui sont convaincus de la nécessité de la création d'une Université européenne insistent auprès de leurs gouvernements respectifs pour que, très rapidement, ils adoptent une position dans ce sens. La dernière réunion du Conseil de ministres n'a d'ailleurs pas été entièrement négative. S'il n'y a pas eu de décision formelle, nous sommes tout de même arrivés à un résultat. Afin de ne prendre aucun retard dans la création de l'Université, le Comité intérimaire et son président ont été autorisés expressément à poursuivre les conversations et à faire la mise au point des protocoles avec le gouvernement italien. Ils sont également autorisés à établir des avant-projets, étant entendu toutefois que, jusqu'à une décision définitive, des fonds ne pourront pas être engagés.

Cette décision provisoire permet d'éviter des pertes de temps. Si la décision définitive est prise lors de la prochaine réunion du Conseil de ministres, nous pouvons ainsi être assurés que les portes de l'Université seront ouvertes à la rentrée de 1961.

(Applaudissements.)

Der Präsident. — Meine Damen und Herren! Ich schliesse die Aussprache über den Aufbau der Europäischen Universität.

Es fiel mir nicht leicht, die Aussprache zu Beginn zu unterbrechen und zu konzentrieren zu

versuchen. Es bestand jedoch die grosse Gefahr, dass die Debatte auseinandergerissen worden wäre. Es lag keine schlechte Absicht zugrunde, dass es so spät kam, sondern war aus der Notwendigkeit des Augenblicks geboren. Ich glaube, die Aussprache hat durch die Konzentration gewonnen; wir haben nun eine geschlossene, einheitliche Aussprache und können auch sofort zur Abstimmung schreiten, so dass das Ganze eine grosse und, wie ich finde, gute Form erhalten hat

Erhebt sich gegen den Entschliessungsantrag Widerspruch? — Will sich jemand der Stimme enthalten? — Ich stelle eine Enthaltung, sonst einstimmige Annahme dieses sehr bedeutsamen Entschliessungsantrages fest.

(Beifall.)

(Der Entschliessungsantrag wird angenommen.)

(La proposition de résolution est adoptée.)

(La proposta di risoluzione è approvata)

(De ontwerp-resolutie wordt aangenomen.)

Kohle- und Stahlmarkt

Marché du charbon et de l'acier

Mercato del carbone e dell'acciaio

Kolen- en staalmarkt

Der Präsident. — Nach der Tagesordnung folgt die Erstattung und Beratung des Ergänzungsberichtes von Herrn Poher über gewisse aktuelle Fragen des Kohle- und Stahlmarktes sowie die Beschlussfassung.

Das Wort hat der Berichterstatter, Herr Poher.

M. Poher, rapporteur. — Je veux montrer le bon exemple en ne disant que quelques mots.

La résolution est claire. Elle a été votée à l'unanimité par la commission. Je demande simplement que les représentants de la Haute Autorité veuillent bien nous dire brièvement s'ils sont d'accord.

Der Präsident. — Herr Vizepräsident Spierenburg!

M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité (non revu par l'orateur). — La Haute Autorité a pris connaissance avec le plus grand intérêt de la résolution qui nous est proposée

par la Commission du Marché commun. Cette résolution présente une grande importance parce qu'elle ne traite pas seulement des problèmes actuels, mais aussi de l'avenir du marché du charbon et de l'acier et de l'avenir même du traité.

Ce traité fonctionne à la satisfaction de tout le monde et particulièrement des membres de notre Assemblée depuis six ans. C'est seulement la crise charbonnière qui a fait naître dans les esprits des doutes sur la valeur de certaines dispositions de ce traité. On s'est demandé si elles permettraient de résoudre les grands problèmes qui se posent à nous présentement.

Un de ces problèmes est énoncé dans le paragraphe 5 du projet de résolution qui traite de l'harmonisation des conditions de concurrence entre le charbon et les autres produits énergétiques.

J'ai suivi avec grand intérêt le débat sur l'énergie. J'ai été surtout frappé qu'on ait beaucoup parlé du charbon et du désordre qui règne sur le marché charbonnier ; mais je l'ai été aussi qu'on ait moins parlé du pétrole et un peu moins encore du désordre qui règne sur le marché pétrolier.

Si les dispositions du traité de Rome étaient autres, je ne suis pas certain que nous n'aurions pas des possibilités plus grandes de parer au désordre du marché pétrolier qui, pour une bonne partie, est la cause de nos difficultés sur le marché charbonnier.

J'en conclus que le paragraphe 5 de la résolution s'adresse non seulement à la C.E.C.A. mais aussi à la C.E.E.

J'en viens maintenant à ma deuxième remarque qui portera sur les paragraphes 7 et 8. Au paragraphe 7, la commission fait état de difficultés d'application. C'est vrai. Nous ne sommes pas absolument certains que, derrière ces difficultés d'application, ne se cachent pas des difficultés de fond. Tout dépend de la voie dans laquelle on veut orienter les recherches. Veut-on des solutions temporaires, des mesures de sauvegarde jusqu'à ce que le marché du charbon ait trouvé son équilibre ? Veut-on, au contraire, des solutions définitives, des modifications et ces modifications sont-elles indispensables ?

Nous sommes incapables aujourd'hui de trancher ce problème, de faire ce choix. Une révision du traité est difficile et peut se faire selon des modalités différentes. Je rappelle à l'Assemblée que l'article 95, paragraphe 3, prévoit une « pe-

tite révision ». Dans ce cas, la Haute Autorité et le Conseil de ministres doivent ensemble faire des propositions, la Cour et votre Assemblée intervenant.

On a parlé de difficultés qui peuvent être de fond. La résolution se réfère aux articles 60, 65 et 66. Mais il n'est pas certain que l'article 96 ne puisse pas être invoqué. Cet article prévoit que la Haute Autorité peut demander la convocation d'une conférence des gouvernements mais que pour cela, il lui est nécessaire d'obtenir l'accord du Conseil de ministres au sein duquel une majorité des deux tiers est alors requise. Ceci montre les difficultés que nous rencontrons.

Nous voudrions entreprendre l'étude que la commission du marché intérieur propose à votre Assemblée. Nous en avons d'ailleurs déjà décidé le principe à propos du problème des cartels de la Ruhr. Maintenant que nous avons pris une décision sur ce problème, qui pose en fait celui du marché charbonnier et de sa structure, il nous faudra examiner — mais nous avons le temps d'y réfléchir —, de quelle façon nous pourrions éventuellement le résoudre.

Nous pensons créer une commission mixte d'étude composée de représentants de la Haute Autorité et des gouvernements. Les gouvernements n'ont pas encore donné leur accord, mais dès que nous l'aurons, les études commenceront. Nous examinerons alors si la révision est nécessaire, si elle est possible et suivant quelle procédure elle peut être faite.

Votre commission du marché intérieur sera tenue au courant de l'évolution de cette procédure et je crois, Monsieur le rapporteur, qu'en agissant ainsi — et cela n'exclut absolument pas tout désir de notre part de faire diligence — nous répondrons mieux à l'invitation que vous nous adressez de respecter la finalité du traité.

(Applaudissements.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Spierenburg.

Ich verlese den Wortlaut des Entschliessungsantrags des Ausschusses.

(Siehe Dok Nr. 54)

(Voir doc. n° 54)

(Vedi doc. n° 54)

(Zie Doc. No. 54)

Das Wort hat Herr Friedensburg.

Abg. Friedensburg. — Ich wollte nur geschäftsordnungsmässig fragen, Herr Präsident, ob wir die Tagesordnung geändert haben. An sich haben wir heute morgen beschlossen, nur noch Abstimmungen vorzunehmen. Wenn jetzt Ausführungen zur Sache gemacht werden, müssten wir uns vorbehalten, darauf auch zu erwidern. Aber im Hinblick auf die kurze noch zur Verfügung stehende Zeit würde ich doch meinen, dass wir nicht die Diskussion wieder aufnehmen sollten. Viele unserer Kollegen wollen wegfahren.

Der Präsident. — Die Debatte wird nicht wieder aufgenommen. Die Hohe Behörde wollte nur eine Erklärung abgeben. Erklärungen zur Abstimmung können selbstverständlich jetzt abgegeben werden. Ich glaube aber nicht, dass es sinnvoll ist, jetzt eine Diskussion von Grund auf zu führen.

Abg. Friedensburg. — Es war eine Erklärung zur Sache, und wir müssen uns vorbehalten, darauf zu erwidern.

Der Präsident. — Herr Illerhaus hatte sich zu Wort gemeldet.

Abg. Illerhaus. — Ich glaube, Herr Kollege Friedensburg, Sie haben das nicht ganz richtig aufgefasst. Jetzt werden die Entschliessungsanträge eingebracht, über die natürlich diskutiert werden kann. Zur Sache wird nicht mehr diskutiert, wohl aber über die Entschliessungsanträge, und wir können nicht so verfahren, dass wir keine Diskussion darüber zulassen, nachdem die Anträge eingebracht sind.

Der Präsident. — Herr Poher !

M. Poher, rapporteur. — La Haute Autorité nous dit qu'au paragraphe 5 elle souhaite que nous visions les trois exécutifs.

Je crois pouvoir proposer, au nom de la commission, bien qu'elle ne se soit pas réunie, une rédaction pour le début du paragraphe 5, et qui donnerait entière satisfaction à la Haute Autorité. Ce serait la suivante :

«... demande aux trois exécutifs européens de coordonner leur action pour que le problème . . . »

C'est une concession que l'on peut faire.

Quant au dernier exposé qui a été fait touchant les paragraphes 7 et 8, je puis dire, au nom de la commission, que je prends acte de

l'interprétation que donne la Haute Autorité au paragraphe 8. Il se trouve que cette interprétation est exactement conforme au désir de la commission.

Dans ces conditions, Monsieur le Président, mon intervention se limitera à demander à l'Assemblée d'émettre un vote unanime car dans le paragraphe 8 nous avons voulu que la Haute Autorité ait l'initiative des opérations

(*Applaudissements*)

Der Präsident. — Das Wort hat Herr Friedensburg.

Abg. Friedensburg. — Ich wollte mich nur meinem Freund Illerhaus gegenüber entschuldigen. Ich habe es tatsächlich nicht verstanden. Meines Wissens aber sind diese Anträge bereits eingebracht. Sie sind diskutiert worden, und wir haben auf der Tagesordnung nur die Abstimmung. Wenn aber überhaupt von irgend jemand diskutiert wird, dann müssen wir alle diskutieren können.

Der Präsident. — Herr Friedensburg, es sind ja alles Ergänzungsentschliessungen, die im Ausschuss nach der grossen Aussprache beraten wurden. Ich bin verpflichtet, hierüber zunächst eine kurze Debatte durchzuführen, die mehr formell ist, in der aber natürlich Erklärungen abgegeben werden können, und die Entschliessungen anschliessend zur Abstimmung zu stellen, weil sie in dieser Form dem Plenum noch nicht vorgelegen haben.

Der Berichterstatter, Herr Poher, stimmt dem Ergänzungsvorschlag des Herrn Spierenburg zu.

Demgemäss erhält die Ziffer 5 folgende Fassung :

« 5. fordert, die drei europäischen Exekutiven auf, ihre Tätigkeit zu koordinieren, damit das Problem der Harmonisierung der Wettbewerbsbedingungen zwischen der Kohle der Gemeinschaft und den anderen Energieerzeugnissen, mit denen sie auf dem Markt konkurriert, kurzfristig gelöst wird. »

Wird weiter das Wort gewünscht ? — Das ist nicht der Fall.

Dann stelle ich den so ergänzten Entschliessungsantrag zur Abstimmung. Erhebt sich Widerspruch ? Stimmenenthaltungen ?

(Der so ergänzte Entschliessungsantrag wird einstimmig angenommen.)

(La proposition de résolution, ainsi complétée, est adoptée à l'unanimité.)

(La proposta di risoluzione, così completata, è approvata all'unanimità)

(De aldus aangevulde ontwerp-resolutie wordt eenparig aangenomen)

*Soziale Probleme in der Kohlewirtschaft
(Fortsetzung)*

*Problèmes sociaux dans les charbonnages
(suite)*

*Problemi sociali nell'industria carboniera
(seguito)*

*Sociale problemen in de kolennijsverheid
(voortzetting)*

Der Präsident. — Auf der Tagesordnung folgt nunmehr die Beratung und Aussprache über den Ergänzungsbericht, den Herr Bertrand über soziale Probleme in der Kohlewirtschaft erstattet hat. Wünscht der Herr Berichterstatter das Wort? — Das ist nicht der Fall.

Ich verlese den Wortlaut des Entschliessungsantrags des Ausschusses

(Siehe Dok. Nr. 57)

(Voir doc. n° 57)

(Vedi doc. n. 57)

(Zie doc. no. 57)

Das Wort hat Herr Philipp

Abg. Philipp. — Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Entschuldigen Sie, dass ich ganz kurz dazu Stellung nehme, weil ich bereits im Sozialpolitischen Ausschuss mich der Stimme enthalten habe und dies auch hier im Hohen Hause tun möchte.

Im Absatz 2 wird festgestellt, dass ein Ende der Schwierigkeiten nicht abzusehen sei. Weiter wird in Absatz 3 ganz summarisch für den Kohlenbergbau auf verschiedene Auswirkungen hingewiesen, insbesondere auf den ständigen Rückgang der Belegschaft und die Zunahme der Feierschichten. In den Absätzen 5 und 6 wird weiter die Folgerung gezogen, dass finanzielle Hilfe der EGKS gewünscht wird.

Zu dieser Feststellung erlaube ich mir folgende Bemerkungen. Erstens. Die in den Absätzen 2 und 3 geschilderten Tatbestände liegen objektiv nicht in allen Bereichen des Kohlenbergbaus vor. Ich hätte deshalb eine Formulierung erwartet, die diesem Umstand Rechnung trägt, um falsche Meinungsbildung in der Öffentlichkeit und unrichtige Schlussfolgerungen in den Entschliessungen zu vermeiden.

Die für die gesunden Betriebe entbehrlichen Arbeitskräfte werden bei einer solchen Schwarzmalerei nicht gerade zum Verbleiben im Bergbau angespornt. Wir haben aber die Verantwortung, dafür zu sorgen, dass die notwendige Kohlenförderung erhalten bleibt. Dazu brauchen wir eben Menschen.

Zweitens. Die Schwierigkeiten werden nicht dadurch behoben, dass man Feierschichten bezahlt. Deshalb scheint mir Absatz 6, allein betrachtet, nicht die richtige Lösung zu bieten. Der Achte Gesamtbericht der Hohen Behörde hat im übrigen festgestellt, dass in diesem Jahr noch Überhang an Förderung vorhanden sei und dass man ihn wahrscheinlich nur mit Hilfe der Feierschichten beziehungsweise der Aufhaltung bereinigen könne.

Mir scheint das nicht die Lösung des Problems zu sein. Sie werden sicher mit mir einig sein, dass ein Gesundungsprozess die Beseitigung der Feierschichten zum Ziel haben muss. Denn Feierschichten und ihre Bezahlung können nur für eine eng begrenzte Zeit erwogen werden. Ich halte es für unerlässlich, dass die im Absatz 8 insbesondere aufgezeigten Notwendigkeiten an die Spitze der Überlegungen gestellt werden, um einen Gesundungsprozess zu ermöglichen.

Drittens. In den Absätzen 5 und 6 wird die Anwendung des neuen Artikels 56 gefordert. Ich habe den Eindruck, dass dann, wenn man es nicht mit gewissen Einschränkungen tut, die Feierschichtenbezahlung den Sanierungsprozess hemmen könnte. Die Bestrebung, sich offenbar Arbeitskräfte zu reservieren, führt nämlich zu nicht erwünschten Auswirkungen. Da die Bergleute nahezu das gleiche verdienen, als wenn sie vollbeschäftigt wären, kann es hemmend wirken, dass die Arbeitskräfte in Ausnutzung der Freizügigkeit in die Betriebe überwechseln, in denen noch eine Vollbeschäftigung besteht.

Dies ist meines Erachtens ein Nachteil für den Bergbau, der Arbeitskräfte aufnehmen kann.

Es kommt hinzu, dass das Arbeitsethos unter Umständen darunter leidet, dass ein Bergmann,

der nur die Hälfte der Schichten verfährt, praktisch die gleichen Einnahmen hat. Er könnte unter diesen Umständen ein Überwechseln zu einem anderen Betrieb, wo er noch in vollem Umfang beschäftigt werden kann, ablehnen, weil er sich sagt, dass er mit dem Lohn für die Hälfte der verfahrenen Schichten und den zusätzlichen Beihilfen die gleichen Lebensbedingungen hat, als wenn er in einem anderen Betrieb die volle Zahl der Schichten verfährt. Es geht ja letzten Endes nicht darum, die Feierschichten zu bezahlen, sondern die Arbeitskräfte dort einzusetzen, wo sie sofort ohne Feierschichten angelegt werden können.

Im übrigen bin ich — um keine Missverständnisse aufkommen zu lassen — für eine sinnvolle Anwendung des Artikels 56. Es kann also niemand auf den Gedanken kommen, dass ich irgendwelche sozialen Wünsche negiere. Ich halte mich aber für verpflichtet, auf diese Dinge aufmerksam zu machen, damit die Hohe Behörde ihrerseits bei der Anwendung des Artikels 56 die von mir geschilderten Umstände berücksichtigen kann. In erster Linie geht es darum, die kohlepolitischen, energiepolitischen, wirtschaftspolitischen Grundfragen zu klären.

Ich werde mich aus den angegebenen Gründen bei der Abstimmung der Stimme enthalten.

M. Gailly (*non revu par l'orateur*). — Monsieur le Président, j'expliquerai brièvement mon vote.

Nous avons déposé, M. Nederhorst et moi, un amendement au paragraphe 7 ainsi conçu :

« Estime qu'une réduction effective de la durée du travail sans diminution de salaire contribuerait à une amélioration sensible du niveau de l'emploi dans les charbonnages. »

Par souci de voir réaliser l'unanimité, nous avons consenti à supprimer les mots « sans diminution de salaire ». Ils disparaissent du texte, mais l'esprit reste. Pour nous, socialistes, il ne peut pas être question un seul instant de réduire la durée du travail en diminuant les ressources des travailleurs.

Der Präsident. — Ich stelle fest, dass Ihr Änderungsantrag im Ausschuss gestellt war, nicht hier. Sie haben keinen weiteren Änderungsantrag gestellt.

Wünscht noch jemand zur Abstimmung das Wort? — Das ist nicht der Fall; wir kommen zur Abstimmung über den Entschliessungsantrag.

Erhebt sich Widerspruch gegen den Entschliessungsantrag?...

(*Der Entschliessungsantrag wird angenommen.*)

(*La proposition de résolution est adoptée.*)

(*La proposta di risoluzione è approvata*)

(*De ontwerp-resolutie wordt aangenomen.*)

Betriebssicherheit im Steinkohlenbergbau (*Fortsetzung*)

Sécurité dans les mines de houille
(*suite*)

Sicurezza nelle miniere di carbone
(*seguito*)

Veiligheid in de Kolenmijnen
(*voortzetting*)

Der Präsident. — Nach der Tagesordnung folgt die Erstattung und Beratung des Ergänzungsberichts von Herrn Gailly im Namen des Ausschusses für Fragen der Betriebssicherheit, der Arbeitshygiene und des Gesundheitsschutzes über die Probleme der Betriebssicherheit im Steinkohlenbergbau sowie die Beschlussfassung über den Entschliessungsantrag.

Herr Gailly, wollen Sie als Berichterstatter noch dazu sprechen.

M. Gailly, rapporteur (*non revu par l'orateur*). — Je n'ai rien à ajouter, Monsieur le Président.

Der Präsident. — Ich danke Ihnen.

Der Entschliessungsantrag liegt Ihnen vor.

(*Siehe Dok. Nr. 53*)

(*Voir doc. n° 53*)

(*Vedi doc. n. 53*)

(*Zie doc. no. 53*)

Wünscht sonst noch jemand das Wort dazu. — Das ist nicht der Fall.

Ich stelle den Entschliessungsantrag zur Abstimmung. Erhebt sich Widerspruch?...

(*Der Entschliessungsantrag wird angenommen.*)

(*La proposition de résolution est adoptée.*)

(*La proposta di risoluzione è approvata*)

(*De ontwerp-resolutie wordt aangenomen.*)

*Wissenschaftliche Forschung und Sicherheit
der Arbeit (Fortsetzung)*

*Recherche scientifique et sécurité du travail
(suite)*

*Ricerca scientifica e sicurezza del lavoro
(seguito)*

*Wetenschappelijk onderzoek
en bedrijfsveiligheid (voortzetting)*

Der Präsident. — Nach der Tagesordnung folgt die Vorlage und Beratung des Ergänzungsberichtes von Herrn De Block über die wissenschaftliche und technische Forschung im Rahmen der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl sowie die Beschlussfassung über den Entschliessungsantrag.

Herr De Block, wünschen Sie als Berichterstatter das Wort?

De heer De Block rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou zeker verkeerd handelen, wanneer ik niet het goede voorbeeld volgde van de heren Bertrand en Gailly.

Ik hoop dat een ieder de resolutie heeft gelezen

Ik wil hietaan alleen toevoegen dat zij in de Commissie na langdurige besprekingen met eenparigheid van stemmen is aangenomen. Ik hoop dat dit ook in het Parlement het geval zal zijn.

Der Präsident. — Ich verlese den Wortlaut des Entschliessungsantrags

(Siehe Dok. Nr. 56)

(Voir doc. n° 56)

(Vedi doc. n. 56)

(Zie doc. no 56)

Das Wort hat Herr Janssen.

De heer Janssen. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil alleen zeggen dat de overwegingen die mit deze resolutie niet kunnen doen aanvaarden, voldoende duidelijk zullen zijn geworden uit de rede die ik in eerste instantie heb gehouden.

Der Präsident. — Ich komme zur Abstimmung über den Entschliessungsantrag. Erhebt sich Widerspruch?...

(Der Entschliessungsantrag wird angenommen.)

(La proposition de résolution est adoptée.)

(La proposta di risoluzione è approvata)

(De ontwerp-resolutie wordt aangenomen.)

Nach der Tagesordnung folgt nunmehr die Erstattung und Beratung des Ergänzungsberichtes von Herrn Bertrand im Namen des Ausschusses für soziale Fragen über die Massnahmen der Anpassung in den Kohlengruben und die soziale Lage der Bergarbeiter sowie über einige soziale Fragen, die im Achten Gesamtbericht zur Tätigkeit der EGKS behandelt sind, sowie die Beschlussfassung über den Entschliessungsantrag.

Das Wort hat der Berichterstatter, Herr Bertrand.

De heer Bertrand, rapporteur. — De resolutie is voldoende duidelijk, Mijnheer de Voorzitter

Der Präsident. — Ich danke

Ich verlese den Wortlaut des Entschliessungsantrags.

(Siehe Dok. 55)

(Zie doc. 55)

(Vedi doc 55)

(Voir doc 55)

Wird weiter das Wort gewünscht? — Offenbar nicht. Wir kommen zur Abstimmung über den Entschliessungsantrag. Erhebt sich Widerspruch?

(Der Entschliessungsantrag wird angenommen.)

(La proposition de résolution est adoptée.)

(La proposta di risoluzione è approvata.)

(De ontwerp-resolutie wordt aangenomen.)

Arbeitsplan des Parlaments

Calendrier des prochains travaux

Calendario dei prossimi lavori

Regeling van de komende werkzaamheden

Der Präsident. — Der Präsidialausschuss schlägt dem Parlament vor, die Wiederauf-

nahme seiner Sitzungsperiode auf Mittwoch, den 12. Oktober 1960, festzusetzen.

Das Parlament wird bis Dienstag, den 18. Oktober, tagen. Der 18. Oktober ist der dritte Dienstag im Oktober, also der Tag, an dem nach den Verträgen von Rom unser Parlament zusammentreten muss.

Die Tagesordnung der Sitzungsperiode wird vom Präsidialausschuss, der für den 16. September einberufen worden ist, aufgestellt werden.

Diese Tagesordnung wird wahrscheinlich eine Aussprache über die Agrarpolitik enthalten, weil sie rechtzeitig erfolgen muss. Ferner wird die Tagesordnung voraussichtlich eine Entschliessung über die Freizügigkeit der Arbeitskräfte enthalten. Auch hier ist, glaube ich, der 1. November als Frist gesetzt. Die Tagesordnung wird nach der Präsidialausschusssitzung vom 16. September sofort den Mitgliedern des Parlaments zugehen. Es ist möglich, dass wir vorher zu einer ausserordentlichen Sitzungsperiode zusammentreten, wenn das im Zusammenhang mit dem Assoziationsvertrag mit Griechenland notwendig sein sollte. Ihr Präsident ist beauftragt, für diesen Fall die notwendigen Massnahmen zu treffen.

Ist das Hohe Haus mit dieser Programmierung einverstanden?

Herr Margulies hat das Wort.

Abg. Margulies. — Herr Präsident, es muss damit gerechnet werden, dass in der Sitzungsperiode im Oktober die Haushaltsvoranschläge der Gemeinschaften eingebracht werden. Dazu müssen wir innerhalb von 30 Tagen unsere Meinung äussern. Wenn wir vom 12. bis 18. Oktober und dann erst wieder vom 21. Oktober an tagen würden, wäre die Frist inzwischen verstrichen.

Der Präsident. — Herr Margulies, wir haben das überlegt. Wir tagen vom 12. bis 18. Oktober und nehmen dann die Sitzungsperiode schon am 17. November wieder auf, so dass wir, wenn wir technisch richtig verfahren, die Frist gerade noch wahrnehmen können. Die Sitzungsperiode wird voraussichtlich bis zum 25. November dauern.

Wird sonst noch das Wort gewünscht? — Das ist nicht der Fall.

Aussprache des Präsidenten

Allocution de M. le Président

Allocuzione del Presidente

Toespraak van de Voorzitter

Der Präsident. — Meine Damen und Herren, ich will nun am Ende der Sitzungsperiode nicht selber durch eine lange Rede ein schlechtes Beispiel geben, sondern eine Haltung einnehmen, die der Konzentration der heutigen Aussprache entspricht. Ich will daher nicht im einzelnen alle Punkte wiederholen, deren Behandlung unsere Tagung zum Gegenstand hatte, sondern nur — ganz konzentriert — einige kurze Bemerkungen machen.

Unsere Tagung war gekennzeichnet durch eine sehr präzise Behandlung vieler Detailfragen, die mit dem Montanvertrag zusammenhängen. Die Kohlewirtschaft, die Energiewirtschaft, das Problem der Berufskrankheiten und die sozialen Folgerungen, die wir ziehen müssen, das alles hat uns eingehend beschäftigt. Wir haben uns damit befasst, weil diese Tagung speziell der Behandlung von Montanfragen gewidmet war.

Ich möchte nicht unerwähnt lassen, dass wir auch die notwendigen Mittel bewilligt haben, um die dringlichen sozialen Aufgaben erfüllen zu können. Das Parlament hat — ich möchte das betonen, weil es mir wesentlich erscheint und weil das manchmal etwas in den Hintergrund trat — unter Anlegung strenger Massstäbe seinen eigenen Haushalt verabschiedet, der ihm die Mittel an die Hand gibt, unseren vielfältigen Aufgaben gerecht zu werden.

Wir haben uns, wie ich schon erwähnt habe, auch mit dem grossen Problem der Energiewirtschaft befasst. Ich glaube, die Aussprache war hier keine abschliessende, aber eine sehr gute. Die Dinge sind auf diesem Gebiet in Fluss. Es hat sich hier im besonderen gezeigt, wie notwendig die Zusammenarbeit zwischen den Exekutiven ist.

Ich komme damit zu einem Punkt, den ich besonders herausstellen wollte. Die Versammlung hat immer die grossen politischen Aufgaben im Auge gehabt, wenn auch nicht ausdrücklich eine politische Debatte geführt wurde.

Die Frage der Fusion der Exekutiven spielte in der Aussprache über die Energiewirtschaftspolitik selbstverständlich eine Rolle. Wir werden das Problem der Fusion, der Zusammenführung

unserer Gemeinschaften in der Novembertagung im Zusammenhang mit dem Kolloquium eingehend behandeln.

Ich darf feststellen, dass es sich gerade in der Schrottfraße, die ja so schwierig ist, gezeigt hat, dass das Parlament seine Kontrollaufgaben auch in Fragen, die in erster Linie technische und Spezialfragen sind, auszuüben gewillt ist.

Zu den politischen Problemen haben wir im Zusammenhang mit den Erklärungen von Herrn Präsident Hallstein und dem Dritten Gesamtbericht Stellung genommen. Unsere nächsten Sitzungsperioden werden uns Gelegenheit bieten, auf diese Fragen zurückzukommen.

Ich möchte besonders betonen, dass auch in dieser Sitzungsperiode die Zusammenarbeit mit den Exekutiven und den Ministerräten sehr gut war.

Unsere Debatten möchte ich in den Zusammenhang mit der Aussprache stellen, die unsere Mitglieder mit den Mitgliedern der Beratenden Versammlung des Europarats in der letzten Woche geführt haben. Wir haben, wenn wir es nachträglich betrachten, wie ich glaube, eine gute Arbeit geleistet.

Am Ende möchte ich noch auf zwei Dinge hinweisen. Das eine ist dies: Es war uns ein besonderes Anliegen, die Beziehungen zu den überseeischen Gebieten zur erörtern.

Mit unserem grossen Projekt der Durchführung einer Konferenz zwischen unserem Parlament und diesen Gebieten sind wir ja weitergekommen. Wir haben schon positive Antworten; Mali hat geantwortet, auch von Madagaskar ist eine Antwort eingegangen. Gestern hat Herr Corniglion-Molinier eine Erklärung für die Entente-Staaten Elfenbeinküste, Obervolta, Dahomey und Niger abgegeben, wonach diese Staaten ihre Teilnahme zugesagt haben. Das Parlament hat den besonderen Wunsch, auf diesem Gebiet zu helfen und zu einer guten, endgültigen Lösung zu kommen.

Zuletzt haben wir uns heute mit der Europäischen Universität befasst. Die Debatte hat wohl gezeigt, wie intensiv das Parlament Wert darauf legt, dass dieses Institut im Range einer Universität geschaffen wird. In der Debatte zeigte sich, dass es notwendig ist, die Integration auch auf diesem Gebiet zu fördern. Ich nehme an, dass es gelingen wird, diese Universität im Herbst 1961 zu errichten.

Wir haben mit Bedauern davon Kenntnis genommen, dass der Ministerrat noch zu keinem

einstimmigen Beschluss in dieser Angelegenheit kommen konnte. Aber sicher hat unsere Debatte auf dem Weg zu diesem grossen Ziele weitergeführt.

Nun möchte ich noch einige Dankesworte an Sie richten. Ich danke dem Ministerrat für seine Mitwirkung bei der Debatte. Der bisherige Präsident des Ministerrats, Herr Minister Schaus, hat hier eine hervorragende Erklärung abgegeben. Herr Schaus hat in der Zeit, in der er den Vorsitz im Ministerrat innehatte, dazu beigetragen, die Beziehungen zwischen dem Parlament und dem Ministerrat immer enger und immer fruchtbarer zu gestalten.

Im besonderen danke ich auch den drei Exekutiven für ihre ständige und lebhaftige Mitarbeit.

Aber auch der Presse gilt mein Dank in besonderer Weise. Die Resonanz der Debatten und Entschliessungen des Europäischen Parlaments ist nicht nur innerhalb unserer Gemeinschaft, sondern in der ganzen Weltpresse sehr stark. Die Öffentlichkeit interessiert sich für unsere Arbeiten, und wir danken den Herren von der Presse, dass sie diese Resonanz vermitteln.

Schliesslich danke ich dem Personal, den Übersetzern und allen, die mitgearbeitet und es ermöglicht haben, dass unsere Arbeit einen guten und reibungslosen Verlauf genommen hat.

(Beifall.)

Genehmigung des Protokolls

Adoption du procès-verbal

Approvazione del processo verbale

Goedkeuring van de notulen

Der Präsident. — Gemäss Artikel 20 der Geschäftsordnung habe ich dem Parlament noch das Protokoll der gegenwärtigen Sitzung, das laufend während der Aussprache angefertigt wurde, zur Genehmigung vorzulegen.

Keine Einwendungen? — Das Protokoll ist genehmigt.

(Das Protokoll wird genehmigt.)

(Le procès-verbal est adopté.)

(Il processo verbale è approvato.)

(De notulen worden goedgekeurd.)

*Unterbrechung der Sitzungsperiode**Interruption de la session**Interruzione della sessione**Verdagiging van de zitting*

Der Präsident. — Ich erkläre die Sitzungsperiode des Europäischen Parlaments für unterbrochen bis zum 12. Oktober 1960.

Die Sitzung ist geschlossen.

(Die Sitzung wird um 13.50 Uhr geschlossen)

(La séance est levée à 13 h 50.)

(La seduta termina alle 13,50)

(De vergadering wordt om 13.50 uur gesloten)